

Session des 16, 17 et 18 mai 2017

Point 9 de l'ordre du jour

Rapporteur : Thierry CADART

RAPPORT FINANCIER 2016 AU CONSEIL NATIONAL

Dans ce rapport, sont présentés :

- conformément à nos obligations légales, les comptes sociaux et consolidés 2016, ainsi que les résolutions relatives aux comptes sociaux et l'affectation du résultat 2016, arrêtés par le BN et soumis à approbation du Conseil National ;
- conformément à nos statuts, un focus sur l'utilisation des parts de la cotisation syndicale pour les budgets adéquats en fonction de leur objet ; la clôture des budgets 2016 arrêtée par le BN est soumise à approbation du Conseil National ;
- afin de disposer d'une vision plus pédagogique, le compte mission ressource 2016, outil de transparence qui présente les missions auxquelles nous utilisons les ressources dont nous disposons.

La présentation de ce rapport s'accompagnera de la lecture de l'avis des vérificateurs aux comptes de la CNAS, de la Confédération et de nos commissaires aux comptes.

Sommaire :

1. LES COMPTES SOCIAUX	page 3
2. LES COMPTES CONSOLIDES	35
3. LA CLOTURE BUDGETAIRE	73
4. LES RESOLUTIONS SUR LES COMPTES SOCIAUX	91
5. LE COMPTE MISSION RESSOURCES	93

1. LES COMPTES SOCIAUX

Sommaire

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	PAGE 4
I BILAN ACTIF	6
II BILAN PASSIF	7
III COMPTE DE RESULTAT	8
IV ANNEXE	10

*Les bilan et compte de résultat des comptes sociaux de la CONFEDERATION Cfdt
sont exprimés en Euros.*

Confédération Française Démocratique du Travail

Rapport des commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92406 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

Confédération Française Démocratique du Travail
4, boulevard de la Villette
75955 Paris Cedex 19

Aux membres du Conseil National,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Bureau National, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels du syndicat C.F.D.T., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau National. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du syndicat à la fin de cet exercice.

Rapport des commissaires aux comptes

CONFEDERATION FRANCAISE DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL - C.F.D.T.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016 - Page 2

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable exposé dans la note 1.2.3 « Application du règlement ANC 2015-05 » de l'annexe concernant la provision pour dettes sur les organisations.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les comptes annuels établis au 31 décembre 2016 comprennent :

- des titres immobilisés de l'activité de portefeuille et des valeurs mobilières de placement, comme exposés dans les notes 2.1.1, 2.1.6 et 2.1.9 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les règles d'évaluation de ces actifs à la clôture de l'exercice. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié les évaluations qui en résultent.
- Des provisions sont constituées pour couvrir les risques tels que décrits dans la note 2.2.2 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues, et à vérifier que la note fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les documents présentés aux membres du conseil national sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 avril 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Francis Chartier

ERNST & YOUNG Audit



Isabelle Tracq-Sengeissen

I – Bilan actif

CFDT - CONFEDERATION		Exercice clos le : 31/12/2016		
BILAN ACTIF				
	31/12/2016			31/12/2015
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	46 296	38 668	7 628	16 887
Logiciels	46 296	38 668	7 628	16 887
Frais d'établissement				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	83 243 817	38 039 833	45 203 984	45 008 162
Terrains	13 306 906		13 306 906	13 306 906
Constructions	59 635 428	30 624 503	29 010 926	24 216 711
Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 777 130	6 296 622	1 480 509	995 883
Autres	1 577 273	1 118 709	458 564	483 732
Immobilisations corporelles en cours	947 079		947 079	6 004 930
Avances et acomptes				
Immobilisations financières	274 967 790	7 676 779	267 291 011	264 413 621
Participations	694 832	420 130	274 702	338 279
Créances rattachées à des participations	23 893 405		23 893 405	23 733 955
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	247 069 184	6 167 352	240 901 832	236 694 532
Autres titres immobilisés				
Prêts	3 308 976	1 089 297	2 219 679	3 645 713
Autres	1 393		1 393	1 143
TOTAL (I)	358 257 903	45 755 280	312 502 623	309 438 671
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de productions (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	902		902	1 596
Avances et acomptes versés sur commandes	122 712		122 712	319 247
Créances	26 333 642	590 043	25 743 599	25 840 384
Créances usagers et comptes rattachés	144 523		144 523	131 944
Autres	26 189 119	590 043	25 599 076	25 708 440
Valeurs mobilières de placement	11 571 891	-	11 571 891	13 520 041
Autres titres	11 571 891		11 571 891	13 520 041
Instruments de trésorerie	-		-	-
Disponibilités	2 688 770		2 688 770	2 621 407
Charges constatées d'avance	380 676		380 676	411 271
TOTAL (II)	41 098 593	590 043	40 508 550	42 713 946
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-		-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-		-	-
Ecart de conversion Actif (V)	-		-	-
TOTAL (I+II)	399 356 496	46 345 324	353 011 173	352 152 617
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

II – Bilan passif

CFDT - CONFEDERATION		Exercice clos le : 31/12/2016	
BILAN PASSIF			
	31/12/2016	31/12/2015	
	Net	Net	
FONDS SYNDICAUX			
FONDS PROPRES			
Réserves	308 059 076	309 447 933	
Report à nouveau	1 625 011		
Résultat de l'exercice	-7 284 509	-1 388 857	
AUTRES FONDS PROPRES			
Fonds propres avec droit de reprise			
- Apports			
- Legs et donations			
- Résultat sous contrôle de tiers financeurs			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	302 399 578	308 059 076	
PROVISIONS			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	8 332 182	11 089 857	
FONDS DEDIES			
Sur contributions publiques de financement			
Sur autres ressources	306 375	361 507	
TOTAL (II)	8 638 557	11 451 364	
DETTES			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	7 790 972	3 710 000	
Emprunts et dettes financières diverses (3)			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 194 162	4 895 125	
Dettes fiscales et sociales	255 531	233 653	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	28 609 782	23 287 017	
Produits constatés d'avance (1)	122 591	516 383	
TOTAL (III)	41 973 038	32 642 177	
Ecarts de conversion Passif (IV)	-	-	
TOTAL (I+II+III+IV)	353 011 173	352 152 617	
(1) dont à plus d'un an			
dont à moins d'un an	122 591	516 383	
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	-	-	
(3) emprunts participatifs	-	-	
ENGAGEMENTS DONNES	-	-	

III – Compte de résultat

CFDT - CONFEDERATION		Exercice clos le : 31/12/2016	
COMPTE DE RESULTAT			
	31/12/2016	31/12/2015	
PRODUITS D'EXPLOITATION			
1.Ventes de marchandises			
2.Production vendue (services)	2 322 995	2 294 823	
Montant net du chiffre d'affaires	2 322 995	2 294 823	
Subventions - Contributions (1)	25 379 837	23 317 356	
Reprises sur dépréciations, sur provisions et amort. et transferts de charges	3 229 147	8 774 929	
Cotisations	15 617 268	15 574 536	
Autres produits (2)	1 277 695	1 932 640	
TOTAL (I)	47 826 941	51 894 285	
CHARGES D'EXPLOITATION			
Marchandises : Achats	0	228	
Variation de stocks	694	1 132	
Matières premières et autres approvisionnements : Achats			
Variation de stocks			
Autres achats et charges externes *	30 628 236	26 911 647	
Impôts, taxes et versements assimilés	657 302	652 679	
Salaires et traitements	389 049	402 076	
Charges sociales			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :			
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	4 545 284	4 469 978	
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	236 062	112 386	
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	1 821 440	6 781 454	
Subventions accordées par l'organisation syndicale	891 064	2 335 834	
Autres charges (1)	16 115 260	11 451 258	
TOTAL(II)	55 284 390	53 118 671	
* Y compris redevance de crédit bail mobilier	-	-	
* Y compris redevance de crédit bail immobilier	-	-	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-7 457 449	-1 224 387	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			
Excédent ou déficit transféré (III)	0	0	
Déficit ou excédent transféré (IV)	3 006 667	3 387 931	
(2) Dont :			
Dons	-	-	
Legs et donations	-	-	
Produits liés à des financements réglementaires	-	-	
Ventes de dons en nature	-	-	

(1) Sur le montant de 25 380 k€ ("Subventions-Contributions"), un total de 14 503 k€ ("Autres charges") est reversé à des organisations affiliées.

CFDT - CONFEDERATION		Exercice clos le : 31/12/2016	
COMPTE DE RESULTAT			
	31/12/2016	31/12/2015	
Produits financiers			
De participations	485 773	414 060	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	62 591	46 574	
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges financières	0	11 887	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	251 406	286 392	
TOTAL (V)	799 770	758 913	
Charges financières			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	2 477 717	1 129 393	
Intérêts et charges assimilées	466 608	575 282	
Différences négatives de change	576	245	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL (VI)	2 944 901	1 704 920	
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-2 145 131	-946 008	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	-12 609 247	-5 558 325	
Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion	2 421 454	473 649	
Sur opérations en capital (3)	26 161 077	37 839 415	
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges exceptionnelles			
TOTAL (VII)	28 582 532	38 313 064	
Charges exceptionnelles			
Sur opérations de gestion	19 569	56 813	
Sur opérations en capital (3)	23 225 483	34 081 350	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	15 949		
TOTAL(VIII)	23 261 001	34 138 163	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	5 321 531	4 174 901	
Participation des salariés aux résultats (IX)			
Impôts sur les sociétés (X)	51 925	47 507	
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (XI)	152 060	235 232	
Engagements à réaliser sur ressources affectées (XII)	96 929	193 158	
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII+XI) (XIII)	77 361 303	91 201 494	
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X+XII) (XIV)	84 645 812	92 590 351	
EXCEDENT OU DEFICIT (XIII-XIV)	-7 284 509	-1 388 857	
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits			
Bénévolat	-	-	
Prestations en nature			
Dons en nature			
Charges			
Secours en nature	-	-	
Mise à disposition de biens et services			
Personnel bénévole			
Participation aux événements récurrents pluriannuels	-400 000	-700 000	

(3) La différence entre le montant des produits (26 161 k€) et le montant des valeurs nettes comptables des titres sortis (23 225 k€) génère un excédent de 2 936 k€.

IV – Annexe

1	Faits majeurs de l'exercice	page 11
1.1	Événements principaux de l'exercice	11
1.2	Principes, règles et Méthodes comptables	12
1.2.1	Présentation des comptes	12
1.2.2	Méthode générale	12
1.2.3	Application du règlement ANC 2015-05	12
2	Informations relatives au bilan	22
2.1	Actif	22
2.1.1	Tableau des immobilisations	22
2.1.2	Tableau des amortissements et dépréciations	22
2.1.3	Immobilisations incorporelles	22
2.1.4	Immobilisations corporelles	23
2.1.5	Principaux mouvements	23
2.1.5.1	Méthode d'amortissement	23
2.1.6	Immobilisations financières	23
2.1.6.1	Liste des filiales et des participations	24
2.1.6.2	Créances rattachées à des participations	24
2.1.6.3	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	24
2.1.6.4	Autres titres immobilisés	25
2.1.7	Créances	25
2.1.8	Produits à recevoir	25
2.1.9	Valeurs mobilières de placement	25
2.1.10	Charges constatées d'avance	26
2.2	Passif	26
2.2.1	Fonds syndicaux	26
2.2.2	Provisions pour risques et charges	27
2.2.2.1	Tableau des provisions pour risques et charges	27
2.2.2.2	Évaluation des provisions pour risques et charges	27
2.2.3	Fonds dédiés – Tableau de suivi	28
2.2.4	État des dettes	28
2.2.5	Charges à payer	29
3	Informations relatives au compte de résultat	30
3.1	Tableau de détermination des ressources	30
3.1.1	Fait générateur des cotisations	30
3.1.2	Contributions publiques de financement	30
3.2	Ventilation de l'effectif moyen	31
3.3	Contributions volontaires en nature	31
3.4	Autres informations sur le compte de résultat	31
3.4.1	Autres achats et charges externes	31
3.4.2	Reprises de provisions & transferts de charges – Autres produits	32
3.4.3	Quotes-parts de résultats de GIE	32
3.4.4	Résultat financier	32
3.4.5	Résultat exceptionnel	32
4	Autres informations	33
4.1	Engagements hors bilan	33
4.1.1	Engagements financiers	33
4.2	Consolidation	33
4.2.1	Comptes consolidés	33
4.2.2	Événements postérieurs à la clôture	33



1 Faits majeurs de l'exercice

1.1 Événements principaux de l'exercice

- La confédération a continué la mise en service au cours de l'année 2016, de sa nouvelle application de Gestion de ses adhérents et de ses structures en ligne, dénommée GASEL. Cette évolution majeure a consisté à transplanter le périmètre fonctionnel des applications de la gestion de l'adhérent et des structures dans un nouvel environnement technologique permettant un accès partagé, réparti et sécurisé à une base de données centralisée rassemblant tous les référentiels uniques nécessaires à la gestion en temps réel de l'adhérent et des structures.

- La loi du 05 mars 2014 a prévu la création de l'Association de Gestion du Fonds Paritaire National (AGFPN) chargée d'une mission de service public, apportant une contribution au financement des organisations syndicales de salariés et des organisations professionnelles d'employeur.

L'AGFPN a conventionné avec la Cfdt.

Afin que la Confédération puisse assurer ses missions, l'AGFPN doit reverser à la Cfdt :

- Une subvention de l'état
- Une Contribution des entreprises (0,016% des rémunérations)

Ces sommes permettront à la Cfdt d'assurer les missions de service public suivantes :

- Une mission de gestion paritaire
- Une mission de participation aux politiques publiques
- Une mission de formation économique sociale et syndicale des représentants des syndicats de salariés (FESS)

Sur l'exercice 2016, la Confédération a pris en charge directement les coûts liés à l'indemnisation des salariés participant à des formations économiques sociales et syndicales pour un montant de 1 772 k€.

- La Confédération a mis en service l'immeuble du 51 avenue Simon Bolivar, pour un coût immobilisé de 9 288 k€.

- Durant l'exercice 2016, la Confédération a réalisé plusieurs actions :

- La campagne électorale « TPE PME » pour un montant de 1 166 k€
- La campagne « Parlons travail » pour un montant de 397 k€
- Un projet lié à la réforme territoriale pour un montant de 361 k€
- Un projet « Evolution de l'organisation » pour un montant de 518 k€
- Une convention « cellule de plan de travail » pour un montant de 700 k€

- Lors de l'exercice 2016, il a été provisionné, sur une organisation affiliée, une dépréciation de créances, avec clause de retour à meilleure fortune pour un montant de 900 k€. Elle a également déprécié une créance avec La Fabrique pour 406 k€.

- Il a été décidé qu'à compter de 2016, seule la variation CNAS de l'année serait comptabilisée en lieu et place de l'extourne intégrale de la provision N-1 et de la provision N. La variation a été ventilée en fonction des différentes composantes de la CNAS, pour lesquelles des dotations et reprises ont été constatées.

- La Confédération a décidé d'appliquer par anticipation le règlement ANC n° 2015-05 du 2 juillet 2015 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture, à compter du 1er janvier 2016.

La première application du présent règlement constitue un changement de méthode comptable dont l'effet est comptabilisé conformément aux dispositions de l'article 122-2 du règlement ANC n° 2014-03. Toutefois, par dérogation à l'article précité, les organisations peuvent limiter les modifications rétrospectives aux seules opérations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Les informations pro-forma mentionnées sont complétées par une information en annexe permettant d'expliquer les principaux impacts du changement de méthode sur le bilan et le compte de résultat (note 1.2.3, pages 8 à 17).

1.2 Principes, règles et méthodes comptables

1.2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

1.2.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

La confédération a arrêté ses comptes en respectant le règlement n°99-03 et ses règlements modificatifs, le règlement n°99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations ainsi que le règlement n°2009-10 du 3 décembre 2009 afférent aux règles comptables des organisations syndicales.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode principale retenue pour l'établissement des comptes sociaux est la méthode des coûts historiques

1.2.3 Application du règlement ANC 2015-05

Au cours de l'exercice 2016, un changement de méthode a été effectué concernant la provision pour dettes sur les organisations.

Les opérations réalisées avec les organisations sont les suivantes :

Les organisations dans un souci de rendement de leur actif à long terme ont confié une partie de leur trésorerie à la Confédération en vue d'un placement mutualisé sur un panier de titres choisis par la confédération.

Ces placements sont enregistrés en immobilisations financières dans leurs bilans.

L'organisation apporteuse acquiert des « parts » des fonds placés par la Confédération pour leur compte.

Les organisations sont informées de la valeur liquidative de leurs « parts » sur le portail internet mis à leur disposition.

Cette valorisation fait l'objet d'une mission de validation par un Expert-Comptable.

En cas de reversement en cours d'année (sortie totale ou partielle), la Confédération reverse le montant demandé par l'organisation et constate une diminution du nombre de parts dont bénéficie l'organisation dans le panier, ainsi que le changement de valeur des parts restantes.

Cette sortie peut être réalisée :

- ⇒ sur un (des) titre(s) qui est comptablement en moins-value ou sur un (des) titre(s) qui est comptablement en plus-value
- ⇒ Lors de la clôture de l'exercice, la valeur de sortie du panier ne peut être connue. Si toutes les organisations sortaient en même temps, la sortie se ferait en valeur liquidative de titres du panier en vendant les titres de l'actif « sous-jacent ».
- ⇒ Lors de la clôture de l'exercice, le risque de perte de la Confédération n'est pas non plus valorisable. Il n'est pas constitutif d'un passif dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise. Il n'est donc pas possible de constituer une provision.

Impact sur les états financiers :

1- Sans changement de méthode sur l'année 2016

CFDT - CONFEDERATION - Proforma hors changement de méthode 2016		Exercice clos le : 31/12/2016		
BILAN ACTIF				
	31/12/2016			31/12/2015
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	46 296	38 668	7 628	16 887
Logiciels	46 296	38 668	7 628	16 887
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. Simil.				
Fonds commercial				
Autres				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	83 243 817	38 039 833	45 203 984	45 008 162
Terrains	13 306 906		13 306 906	13 306 906
Constructions	59 635 428	30 624 503	29 010 926	24 216 711
Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 777 130	6 296 622	1 480 509	995 883
Autres	1 577 273	1 118 709	458 564	483 732
Immobilisations grévées de droit				
Immobilisations corporelles en cours	947 079		947 079	6 004 930
Avances et acomptes				
Immobilisations financières	274 967 790	7 774 155	267 193 635	264 413 621
Participations	694 832	420 130	274 702	338 279
Créances rattachées à des participations	23 893 405		23 893 405	23 733 955
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	247 069 184	6 264 728	240 804 456	236 694 532
Autres titres immobilisés				
Prêts	3 308 976	1 089 297	2 219 679	3 645 713
Autres	1 393		1 393	1 143
TOTAL (I)	358 257 903	45 852 657	312 405 246	309 438 671
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de productions (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	902		902	1 596
Avances et acomptes versés sur commandes	122 712		122 712	319 247
Créances	26 333 642	590 043	25 743 599	25 840 384
Créances usagers et comptes rattachés	144 523		144 523	131 944
Autres	26 189 119	590 043	25 599 076	25 708 440
Valeurs mobilières de placement	11 571 891	-	11 571 891	13 520 041
Autres titres	11 571 891		11 571 891	13 520 041
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 688 770		2 688 770	2 621 407
Charges constatées d'avance	380 676		380 676	411 271
TOTAL (II)	41 098 593	590 043	40 508 550	42 713 946
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-		-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-		-	-
Ecart de conversion Actif (V)	-		-	-
TOTAL (I+II)	399 356 496	46 442 700	352 913 796	352 152 617

CFDT - CONFEDERATION - Proforma hors changement de méthode 2016		Exercice clos le : 31/12/2016	
BILAN PASSIF			
	31/12/2016	31/12/2015	
	Net	Net	
FONDS SYNDICAUX			
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
Ecarts de réévaluation			
Réserves	308 059 076	309 447 933	
Report à nouveau	0		
Résultat de l'exercice	-7 942 042	-1 388 857	
AUTRES FONDS PROPRES			
Fonds propres avec droit de reprise			
- Apports			
- Legs et donations			
- Résultat sous contrôle de tiers financeurs			
Ecarts de réévaluation			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme			
Provisions réglementées			
Droit des propriétaires (commodat)			
TOTAL (I)	300 117 034	308 059 076	
PROVISIONS			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	10 707 947	11 089 857	
FONDS DEDIES			
Sur contributions publiques de financement			
Sur autres ressources	306 375	361 507	
TOTAL (II)	11 014 322	11 451 364	
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	7 790 972	3 710 000	
Emprunts et dettes financières diverses (3)			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 194 162	4 895 125	
Dettes fiscales et sociales	255 531	233 653	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	28 419 184	23 287 017	
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance (1)	122 591	516 383	
TOTAL (III)	41 782 440	32 642 177	
Ecarts de conversion Passif (IV)	-	0	
TOTAL (I+II+III+IV)	352 913 796	352 152 617	
(1) dont à plus d'un an			
dont à moins d'un an	122 591	516 383	
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	-	0	
(3) emprunts participatifs	-	0	
ENGAGEMENTS DONNES	-	0	

CFDT - CONFEDERATION - Proforma hors changement de méthode 2016		Exercice clos le : 31/12/2016	
COMPTE DE RESULTAT			
	31/12/2016	31/12/2015	
PRODUITS D'EXPLOITATION			
1.Ventes de marchandises			
Production vendue (biens)			
2.Production vendue (services)	2 322 995	2 294 823	
Montant net du chiffre d'affaires	2 322 995	2 294 823	
Production stockée			
Production immobilisée			
Produits nets partiels sur opérations à long terme			
Subventions - Contributions (1)	25 379 837	23 317 356	
Reprises sur dépréciations, sur provisions et amort. et transferts de charges	3 229 147	8 774 929	
Cotisations	15 617 268	15 574 536	
Autres produits	1 277 695	1 932 640	
TOTAL (I)	47 826 941	51 894 285	
CHARGES D'EXPLOITATION			
Marchandises : Achats	0	228	
Variation de stocks	694	1 132	
Matières premières et autres approvisionnements : Achats			
Variation de stocks			
Autres achats et charges externes *	30 628 236	26 911 647	
Impôts, taxes et versements assimilés	657 302	652 679	
Salaires et traitements	389 049	402 076	
Charges sociales			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :			
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	4 545 284	4 469 978	
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	236 062		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	2 381 596	6 781 454	
Subventions accordées par l'organisation syndicale	891 064	2 335 834	
Autres charges (1)	16 115 260	11 451 258	
TOTAL(II)	55 844 546	53 118 671	
* Y compris redevance de crédit bail mobilier	-	-	
* Y compris redevance de crédit bail immobilier	-	-	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-8 017 605	-1 224 387	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			
Excédent ou déficit transféré (III)	0	0	
Déficit ou excédent transféré (IV)	3 006 667	3 387 931	
(1) Dont :			
Dons	-	-	
Legs et donations	-	-	
Produits liés à des financements réglementaires	-	-	
Ventes de dons en nature	-	-	

(1) Sur le montant de 25 380 k€ ("Subventions-Contributions"), un total de 14 503 k€ ("Autres charges") est reversé à des organisations affiliées.

CFDT - CONFEDERATION - Proforma hors changement de méthode 2016		Exercice clos le : 31/12/2016	
COMPTE DE RESULTAT			
		31/12/2016	31/12/2015
Produits financiers			
De participations		485 773	414 060
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés		62 591	46 574
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges financières		0	11 887
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		251 406	286 392
	TOTAL (V)	799 770	758 913
Charges financières			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		2 575 093	1 129 393
Intérêts et charges assimilées		466 608	575 282
Différences négatives de change		576	245
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
	TOTAL (VI)	3 042 277	1 704 920
RESULTAT FINANCIER (V-VI)		-2 242 507	-946 008
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)		-13 266 779	-5 558 325
Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion		2 421 454	473 649
Sur opérations en capital		26 161 077	37 839 415
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges exceptionnelles			
	TOTAL (VII)	28 582 532	38 313 064
Charges exceptionnelles			
Sur opérations de gestion		19 569	56 813
Sur opérations en capital		23 225 483	34 081 350
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		15 949	
	TOTAL(VIII)	23 261 001	34 138 163
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		5 321 531	4 174 901
Participation des salariés aux résultats (IX)			
Impôts sur les sociétés (X)		51 925	47 507
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (XI)		152 060	235 232
Engagements à réaliser sur ressources affectées (XII)		96 929	193 158
	TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII+XI)	77 361 303	91 201 494
	TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X+XII)	85 303 344	92 590 351
EXCEDENT OU DEFICIT (XIII-XIV)		-7 942 042	-1 388 857
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits			
Bénévolat		-	-
Prestations en nature			
Dons en nature			
Charges			
Secours en nature		-	-
Mise à disposition de biens et services			
Personnel bénévole			
Participation aux événements récurrents pluriannuels		-700 000	-700 000

(2) La différence entre le montant des produits (26 161 k€) et le montant des valeurs nettes comptables des titres sortis (23 225 k€) génère un excédent de 2 936 k€.

2 – Avec changement de méthode sur les années 2016 et 2015

CFDT - CONFEDERATION - proforma impact changement de méthode 2016 et 2015			Exercice clos le : 31/12/2016	
BILAN ACTIF				
	31/12/2016			31/12/2015
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	46 296	38 668	7 628	16 887
Logiciels	46 296	38 668	7 628	16 887
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. Simil.				
Fonds commercial				
Autres				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	83 243 817	38 039 833	45 203 984	45 008 162
Terrains	13 306 906		13 306 906	13 306 906
Constructions	59 635 428	30 624 503	29 010 926	24 216 711
Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 777 130	6 296 622	1 480 509	995 883
Autres	1 577 273	1 118 709	458 564	483 732
Immobilisations grévées de droit				
Immobilisations corporelles en cours	947 079		947 079	6 004 930
Avances et acomptes				
Immobilisations financières	274 967 790	7 676 779	267 291 011	264 478 375
Participations	694 832	420 130	274 702	338 279
Créances rattachées à des participations	23 893 405		23 893 405	23 733 955
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	247 069 184	6 167 352	240 901 832	236 759 286
Autres titres immobilisés				
Prêts	3 308 976	1 089 297	2 219 679	3 645 713
Autres	1 393		1 393	1 143
TOTAL (I)	358 257 903	45 755 280	312 502 623	309 503 425
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de productions (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	902		902	1 596
Avances et acomptes versés sur commandes	122 712		122 712	319 247
Créances	26 333 642	590 043	25 743 599	25 840 384
Créances usagers et comptes rattachés	144 523		144 523	131 944
Autres	26 189 119	590 043	25 599 076	25 708 440
Valeurs mobilières de placement	11 571 891	-	11 571 891	13 520 041
Autres titres	11 571 891		11 571 891	13 520 041
Instruments de trésorerie	-		-	-
Disponibilités	2 688 770		2 688 770	2 621 407
Charges constatées d'avance	380 676		380 676	411 271
TOTAL (II)	41 098 593	590 043	40 508 550	42 713 946
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-		-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-		-	-
Ecart de conversion Actif (V)	-		-	-
TOTAL (I+II)	399 356 496	46 345 324	353 011 173	352 217 371

CFDT - CONFEDERATION - Proforma changement de méthode 2016 & 2015		Exercice clos le : 31/12/2016	
BILAN PASSIF			
	31/12/2016	31/12/2015	
	Net	Net	
FONDS SYNDICAUX			
FONDS PROPRES			
Réserves	308 059 076	309 447 933	
Report à nouveau	1 625 011	1 592 035	
Résultat de l'exercice	-7 284 509	-1 291 127	
AUTRES FONDS PROPRES			
Fonds propres avec droit de reprise			
- Apports			
- Legs et donations			
- Résultat sous contrôle de tiers financeurs			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	302 399 578	309 748 841	
PROVISIONS			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	8 332 182	9 274 248	
FONDS DEDIES			
Sur contributions publiques de financement			
Sur autres ressources	306 375	361 507	
TOTAL (II)	8 638 557	9 635 755	
DETTES			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	7 790 972	3 710 000	
Emprunts et dettes financières diverses (3)			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 194 162	4 895 125	
Dettes fiscales et sociales	255 531	233 653	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	28 609 782	23 477 615	
Produits constatés d'avance (1)	122 591	516 383	
TOTAL (III)	41 973 038	32 832 775	
Ecart de conversion Passif (IV)	-	0	
TOTAL (I+II+III+IV)	353 011 173	352 217 371	
(1) dont à plus d'un an			
dont à moins d'un an	122 591	516 383	
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	-	0	
(3) emprunts participatifs	-	0	
ENGAGEMENTS DONNES			
	-	0	

CFDT - CONFEDERATION - Proforma impact changement de méthode 2016 et 2015		Exercice clos le : 31/12/2016	
COMPTE DE RESULTAT			
	31/12/2016	31/12/2015	
PRODUITS D'EXPLOITATION			
1.Ventes de marchandises			
Production vendue (biens)			
2.Production vendue (services)	2 322 995	2 294 823	
Montant net du chiffre d'affaires	2 322 995	2 294 823	
Production stockée			
Production immobilisée			
Produits nets partiels sur opérations à long terme			
Subventions - Contributions (1)	25 379 837	23 317 356	
Reprises sur dépréciations, sur provisions et amort. et transferts de charges	3 229 147	8 774 929	
Cotisations	15 617 268	15 574 536	
Autres produits	1 277 695	1 932 640	
TOTAL (I)	47 826 941	51 894 285	
CHARGES D'EXPLOITATION			
Marchandises : Achats	0	228	
Variation de stocks	694	1 132	
Matières premières et autres approvisionnements : Achats			
Variation de stocks			
Autres achats et charges externes *	30 628 236	26 911 647	
Impôts, taxes et versements assimilés	657 302	652 679	
Salaires et traitements	389 049	402 076	
Charges sociales			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :			
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	4 545 284	4 469 978	
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	236 062	112 386	
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	1 821 440	6 748 478	
Subventions accordées par l'organisation syndicale	891 064	2 335 834	
Autres charges (1)	16 115 260	11 451 258	
TOTAL (II)	55 284 390	53 085 695	
* Y compris redevance de crédit bail mobilier	-	-	
* Y compris redevance de crédit bail immobilier	-	-	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-7 457 449	-1 191 411	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			
Excédent ou déficit transféré (III)	0	0	
Déficit ou excédent transféré (IV)	3 006 667	3 387 931	
(1) Dont :			
Dons	-	-	
Legs et donations	-	-	
Produits liés à des financements réglementaires	-	-	
Ventes de dons en nature	-	-	

(1) Sur le montant de 25 380 k€ ("Subventions-Contributions"), un total de 14 503 k€ ("Autres charges") est reversé à des organisations affiliées.



CFDT - CONFEDERATION - Proforma impact changement de méthode 2016 et 2015 Exercice clos le : 31/12/2016

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2016	31/12/2015
Produits financiers		
De participations	485 773	414 060
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	62 591	46 574
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges financières	0	11 887
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	251 406	286 392
TOTAL (V)	799 770	758 913
Charges financières		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	2 477 717	1 064 639
Intérêts et charges assimilées	466 608	575 282
Différences négatives de change	576	245
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL (VI)	2 944 901	1 640 166
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-2 145 131	-881 254
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	-12 609 247	-5 460 595
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 421 454	473 649
Sur opérations en capital	26 161 077	37 839 415
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges exceptionnelles		
TOTAL (VII)	28 582 532	38 313 064
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	19 569	56 813
Sur opérations en capital	23 225 483	34 081 350
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	15 949	
TOTAL (VIII)	23 261 001	34 138 163
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	5 321 531	4 174 901
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les sociétés (X)	51 925	47 507
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (XI)	152 060	235 232
Engagements à réaliser sur ressources affectées (XII)	96 929	193 158
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII+XI)	(XIII) 77 361 303	91 201 494
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X+XII)	(XIV) 84 645 812	92 492 621
EXCEDENT OU DEFICIT (XIII-XIV)	-7 284 509	-1 291 127
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits		
Bénévolat	-	-
Prestations en nature		
Dons en nature		
Charges		
Secours en nature	-	-
Mise à disposition de biens et services		
Personnel bénévole		
Participation aux événements récurrents pluriannuels	-700 000	-700 000

(2) La différence entre le montant des produits (26 161 k€) et le montant des valeurs nettes comptables des titres sortis (23 225 k€) génère un excédent de 2 936 k€.

2 Informations relatives au bilan

2.1 Actif

2.1.1 Tableau des immobilisations

Rubriques (exprimé en k€)	Valeur brute au 1er janvier 2016	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	46	-	-	46
Immobilisations corporelles	78 637	10 237	5 630	83 244
Immobilisations financières	269 612	29 681	24 325	274 968
TOTAL	348 295	39 918	29 955	358 258

L'augmentation des immobilisations corporelles correspond pour l'essentiel :

- à la mise en service de l'immeuble 51 avenue Simon Bolivar, à hauteur de 9 288 k€, dont 5 445 k€ de travaux réalisés au cours des exercices antérieurs.
- aux travaux en cours liés à la rénovation de la façade de l'immeuble Bolivar pour 312 k€,
- au coût des travaux concernant la rénovation du studio audiovisuel pour 100 k€,
- à la rénovation des locaux de l'immeuble Belleville 116 k€ et à ceux de l'immeuble Bolivar pour 167 k€, du matériel audiovisuel pour 30 k€ ainsi que des acquisitions de mobilier et œuvres pour 94 k€.
- Le montant net d'augmentation des Titres immobilisés de l'activité du portefeuille (TIAP) est de 5 552 k€, relative à des opérations d'arbitrage ou d'apports opérées sur les valeurs inscrites en immobilisations financières. Par ailleurs, les SCI contrôlées par la confédération ont remboursé un montant de 485 k€ sur les créances rattachées aux participations et la SCI Rebuffat a réduit sa créance de 325 k€ correspondant à l'affectation de sa perte sur l'exercice 2015.

2.1.2 Tableau des amortissements et dépréciations

Rubriques	Amortissements et dépréciations cumulés au 1er janvier 2016	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Amortissements et dépréciations cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	29	9		38
Immobilisations corporelles	33 629	4 536	124	38 041
Immobilisations financières	5 199	2 478	-	7 677
TOTAL	38 857	7 023	124	45 756

2.1.3 Immobilisations incorporelles

La confédération continue le développement du logiciel de gestion des syndicats « Gasel » qu'elle met à la disposition exclusive des syndicats affiliés à la CFDT. Ce logiciel n'est pas valorisé dans les comptes.

2.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurant au bilan arrêté au 1^{er} janvier 2009 (terrains et immeubles) avaient été valorisées sur la base d'une expertise immobilière pour les comptes de l'exercice 2009.

Les autres immobilisations corporelles ont été évaluées selon leur valeur en l'état à l'ouverture de l'exercice.

Les immobilisations corporelles acquises en 2016 sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.5 Principaux mouvements

Les éléments constituant les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice 2016 sont rappelés en 2.1.1. Il est à noter que des travaux étaient déjà inscrits dans les comptes des exercices 2013, 2014 et 2015, notamment représentés par un ensemble immobilier inscrit en immobilisations en cours et activée sur l'exercice 2016.

Cette acquisition a fait l'objet d'importants travaux d'aménagement intérieur à compter de l'exercice 2013 ; il est à noter que la valeur du terrain, estimé à 30% du montant total de l'acquisition s'élevant à 5 300 k€, est inscrite sur le poste comptable terrains.

2.1.5.1 Méthode d'amortissement

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Gros œuvres	Linéaire	de 24 à 31 ans
Façades étanchéité...	Linéaire	5 ans
étanchéité...	Linéaire	10 ans
CVC, électricité...	Linéaire	de 5 à 8 ans
Installations, aménagements	Linéaire	de 6 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	de 5 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	de 5 à 10 ans

Pour les postes « Installations, aménagements », « Matériel et outillage » et « Matériel de bureau », la durée d'amortissement des biens figurant au bilan arrêté au 1^{er} janvier 2009 (valorisation sur expertise) a été ramenée à une durée correspondant à la période initiale de leur amortissement.

Nous avons différencié, sur l'exercice 2016, l'étanchéité liée à la façade amortie sur 5 ans, des travaux d'étanchéité interne amortis sur 10 ans.

2.1.6 Immobilisations financières

La Confédération réalise des placements sur les marchés financiers en actions, obligations, SICAV monétaires, titres de participation.

Les mouvements 2016 sur les immobilisations financières et sur les valeurs mobilières de placement sont évalués à leur coût historique.

Des dépréciations sont constatées au 31 décembre 2016 en cas de moins-value latente.

Les plus-values latentes ne font pas l'objet d'une comptabilisation conformément au principe de prudence.

2.1.6.1 Liste des filiales et des participations

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition.
Aucune dépréciation n'a été enregistrée en 2016.
Il n'y a pas eu de mouvement significatif en cours d'année.

Sociétés	Capitaux propres	% capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la CFDT et non	CA HT du dernier exercice clos	Résultat net du dernier exercice clos	Dividendes comptabilisés au cours de l'exercice	
			Brute	Nette					
Filiales (+ 50 %)	SCI Loire-Jaurès	- 138	100%	15	15	6 806	707	- 153	197
	SCI Flandre-Jaurès	233	100%	15	15	3 620	673	218	288
	SCI Rebuffat-Jaurès	- 161	100%	2	2	13 469	1 223	- 163	325
Participations (10 à	néant								

2.1.6.2 Créances rattachées à des participations

Elles correspondent aux créances identifiées sur les trois SCI (Loire-Jaurès, Flandre-Jaurès et Rebuffat-Jaurès).

2.1.6.3 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (Tiap)

Les titres immobilisés de l'activité de portefeuille pour un montant de 247 069 k€ correspondent aux placements à long terme réalisés par la CFDT, dans le cadre de la gestion patrimoniale de ses réserves. Ces titres sont immobilisés bien qu'ils soient composés en partie par des valeurs mobilières de placement.

Une dépréciation nette a été constatée en 2016 à hauteur de 6 167 k€.

Exercice 2016	à l'ouverture de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice			Valeur estimative comptable
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative comptable	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	
Décomposition de la valeur estimative						
Fractions du portefeuille évaluées :						
• Au coût de revient	241 517	236 894		247 069	240 902	
• Au cours de bourse			299 926			310 040
• D'après la situation nette						
• D'après la situation nette réestimée						
• D'après une valeur de rendement ou de rentabilité						
• D'après la valeur de souscription (titres libérés)			8 150			7 814
Valeur estimative du portefeuille	241 517	236 894	308 076	247 069	240 902	317 854

2.1.6.4 Autres titres immobilisés

Les autres titres immobilisés sont essentiellement constitués par :

- 15 180 titres de la SAS Vigeo (dont 10 630 titres acquis en 2015), sur 602 747 actions de 20 € composant son capital.

La dépréciation enregistrée en 2015 sur ces titres (356 k€) a été augmentée de 64 k€ pour être portée à 420 k€ sur les comptes 2016.

2.1.7 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
<i>Créance de l'actif immobilisé</i>			
Créances rattachées à des participations	23 893	-	23 893
Prêts (1)	3 309	333	2 976
<i>Créances de l'actif circulant</i>			-
Fournisseurs débiteur & avoirs à recevoir	42	42	
Créances usagers et comptes rattachés	145	145	-
Autres créances	26 189	26 189	-
Charges constatées d'avance	381	381	
Total	53 959	27 090	26 869
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	20		
Prêts récupérés en cours d'exercice	376		

2.1.8 Produits à recevoir

Ils sont constitués par :

- Cotisations à recevoir (Scpvc) : 3 045 k€
- Subventions et contributions à recevoir : 5 799 k€
- Autres produits à recevoir : 37 k€

2.1.9 Valeurs mobilières de placement

Les mouvements 2016 sur les valeurs mobilières de placement sont évalués au coût unitaire moyen pondéré pour les cessions et au coût d'achat pour les acquisitions.

Des dépréciations sont constatées en fin d'exercice en cas de moins-value latente. Au 31 décembre 2016, aucune dépréciation n'a été constatée.

Les plus-values latentes ne font pas l'objet d'une comptabilisation conformément au principe de prudence.

Conformément à la règle établie lors des exercices précédents, il est rappelé que des titres s'assimilant à des valeurs mobilières de placement sont inscrits en Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP) ; en effet, ils correspondent à des placements à long terme assurant la gestion patrimoniale des réserves.

2.1.10 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance (380 k€) correspondent à des charges d'exploitation de l'exercice, et sont composées de :

Général CP	montant K€
611100 -TRAVAUX FACONS EXECUTES EXTERIEUR	3
615600 -Contrat de MAINTENANCE	3
616000 -PRIME D'ASSURANCES	30
618100 -DOCUMENTATIONS	133
623100 -ANNONCES ET INSERTIONS	8
623800 -OUTILS PEDAGOG. OU D'INFORM.TECHN.	5
625200 -DEPLACEMENTS & SEJOURS	8
628110 -COTISATIONS INTERNATIONALES	189
divers	1
Total	380

2.2 Passif

2.2.1 Fonds syndicaux

Les principaux mouvements sur l'exercice sont les suivants :

Libellé	Solde au 1 ^{er} janvier 2016	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds syndicaux				
Réserves générales	149 513		7 371	142 142
Réserve affectée Caisse Nationale d'Action Syndicale	154 139	5 282		159 421
Autres réserves affectées	2 845			2 845
Réserve affectée événements pluriannuels (1)	2 950	700		3 650
Report à nouveau	-	1 625		1 625
Résultat de l'exercice	-	1 389	-	1 389
Autres fonds syndicaux	-			-
Total	308 058	7 607	5 982	309 683

(1) Pour assurer le financement des événements récurrents et significatifs dont la fréquence est supérieure à un an (congrès et élections prud'homales), la confédération a constitué une réserve s'élevant à 3 650 k€ qui doit augmenter en 2017, lors de la décision d'affectation du résultat 2016.

En pied de compte de résultat figure cette part du résultat de l'exercice 2016 qui sera affectée à cette réserve, soit 700 k€.

2.2.2 Provisions pour risques et charges

2.2.2.1 Tableau des provisions pour risques et charges

Rubriques	Provisions au 1er janvier 2016	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : utilisations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	1 816		1 816	-	-
Provisions pour charges	9 274	1 821	-	2 763	8 332
Total	11 090	1 821	1 816	2 763	8 332

2.2.2.2 Evaluation des provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques :

La Confédération a repris 1816 k€ liés au changement de méthode sur la provision pour dettes sur les organisations

Les provisions pour charges se rapportent essentiellement aux :

- Provision de la Caisse Nationale d'Action Syndicale* : 5 624 k€
 - * Elle est représentative des sommes que la Confédération (CNAS) est susceptible de payer au titre de la couverture juridique assurée aux adhérents de la CFDT.
- Provision relative aux engagements pris en matière de retraite et engagements similaires* : 2 708 k€
 - * L'ensemble du personnel est soit rémunéré par le GIE Belleville, soit mis à disposition. A ce titre, les engagements pris en matière d'indemnités de fin de carrière, y compris par les GIE Belleville et GIE Villette (structures liées), font l'objet d'une provision dotée par la Confédération.

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode actuarielle appelée « méthode des unités de crédit projetées », répartissant la valeur actuarielle des prestations futures sur chacune des années de service du salarié.

Suivant l'application des textes conventionnels (distincts pour le secrétariat confédéral et pour le secrétariat administratif), les prestations futures découlent de :

- L'ancienneté à la date de l'évaluation
- Le salaire projeté à l'âge de la retraite
- Les droits tels que définis
- Les conditions du départ en retraite (démissions)
- Le facteur d'actualisation
- La probabilité de paiement de la prestation (maintien du salarié dans l'organisation jusqu'à l'âge de son départ en retraite).

Le taux d'actualisation utilisé est de : 1,3 % (basé sur un taux publié par l'Institut des Actuaires). Le taux d'évolution des rémunérations est de : 2,4 % observé ces quatre dernières années.

2.2.3 Fonds dédiés – Tableau de suivi

Ressources	Montant des fonds affectés au projet (tableau bord)	Fonds à dégager au début de l'exercice (19)	Utilisation en cours d'exercice (7894)	Engagement à réaliser sur ressources affectées (6894)	Fonds restant à engager en fin d'exercice (19)
Conventions diverses	889	362	152	96	306
Total	889	362	152	96	306

En conformité avec le règlement CRC 2009-10, a été appliquée la disposition stipulant une inscription en « Engagements à réaliser » de montants affectés à des actions définies, repris au cours des années ultérieures en fonction de leur utilisation.

2.2.4 Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an	Échéance à plus de 5 ans
Emprunt (2) et dette auprès des établissements de crédit dont : - à 2 ans au maximum à l'origine - à plus de 2 ans à l'origine	7 791	1 256	5 242	1 293
Emprunt et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 194	5 194		
Dettes fiscales et sociales	256	256		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (1)	28 610	17 390		11 220
Produits constatés d'avance	123	123		
TOTAL	41 974	24 219	5 242	12 513
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	4 920			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	839			

(1) Le montant des autres dettes correspond pour 17 390 k€ à des dettes d'exploitation (essentiellement sur des structures affiliées) et pour 11 220 k€ à des dettes envers des Fédérations professionnelles et Unions Régionales Interprofessionnelles.

En effet, les Fédérations et les Unions Régionales Interprofessionnelles ont la possibilité de confier tout ou partie de leur trésorerie à la Confédération, à des fins de placement dans le cadre d'une gestion centralisée pour compte. La dette figurant au bilan pour 11 220 k€ représente les fonds confiés par les organisations à la Confédération, en valeur historique et se rapportant à une partie de leurs réserves.

L'engagement de la Confédération consiste à reverser ces fonds aux organisations à la valeur du marché au jour de la demande de restitution de ces fonds ou à la valeur « linéarisée ».

La provision pour charges financières (1 816 k€) constatée dans les comptes de la Confédération au 31 décembre 2015, correspondant à la différence entre la valeur de la dette envers les organisations inscrite au passif du bilan de la Confédération, et la valeur du montant que la Confédération aurait dû rembourser aux organisations si elles l'avaient demandé à la clôture de l'exercice, a été imputée au report à nouveau suite au changement de méthode de l'exercice.



2.2.5 Charges à payer

Les charges à payer correspondent à des charges d'exploitation :

- Factures non parvenues :	1 201 k€
- Diverses charges d'exploitation :	143 k€
- Contributions à verser aux organisations Cfdt :	13 440 K€
- Comptes Courant Entités Consolidés	3 315 k€
- Autres dettes	492 k€

3 Informations relatives au compte de résultat

3.1 Tableau de détermination des ressources

Cotisations reçues (1)	15 617
« - » reversement de cotisations à des syndicats visés à l'article L.2135-1	-
« + » subventions-contributions reçues (2)	25 380
« - » reversement subventions-contributions à des organisations affiliées (2)	-14 503
« + » autres produits d'exploitation perçus	6 830
« + » produits financiers perçus	800
TOTAL	34 124

(1) Le montant des cotisations représente la part de la cotisation perçue par la Confédération pour ses seules activités. La part de la cotisation 6 636 k€ pour le GIE Cfdt Presse et celle du GIE Vilette pour 948 k€, ne figurent pas dans les comptes de la Confédération et le montant des cotisations relevant des activités gérées par la Confédération s'établit ainsi pour 2016 à un total de 23 201 k€.

Ces parts relèvent de la centralisation de la collecte totale par le « Service Central de Perception et Ventilation des Cotisations » (SCPVC) des organisations affiliées à la Cfdt, s'élevant à un montant de 85 690 k€ pour l'exercice 2016.

(2) La somme de 25 380 k€ est constituée par des ressources issues de :

- Conventions pour mener des actions spécifiques aux organisations syndicales :	2 133 k€
- Participation et actions effectuées dans le cadre d'organismes paritaires :	3 485 k€
- Conventions de partenariat :	1 081 k€
- Financement du dialogue social :	18 681 k€
- Etat :	7 348 k€
- Contribution entreprise :	11 333 k€

La Confédération reverse une partie de ces ressources aux organisations affiliées qui contribuent à la réalisation des actions financées. De ce fait, l'analyse du poste « subventions-contributions » (25 380 k€) n'est pertinente que si l'on tient compte de 14 503 k€ de reversements, ramenant le montant de ressources nettes à 10 877 k€.

3.1.1 *Fait générateur des cotisations*

Le versement des cotisations est comptabilisé selon le principe édicté par la « Charte financière » régissant la répartition des cotisations entre structures affiliées à la Cfdt.

En conformité avec le règlement n° 2009-10 du CRC, l'individualisation par structures Cfdt des flux de cotisations, dont le versement intervient postérieurement à la clôture, permet la reconnaissance d'un produit à recevoir comptabilisé sur l'exercice arrêté au 31 décembre 2016.

3.1.2 *Contributions publiques de financement*

Ces contributions sont comptabilisées à réception d'une notification délivrée par le financeur. Conformément au principe repris dans le paragraphe 2.6 du règlement CRC (n° 2009-10 - Annexe – Règles comptables des organisations syndicales -), il est tenu compte d'éventuelles conditions suspensives ou résolutoires figurant dans la convention et précisant les termes des actions à mener.

Durant l'exercice 2016, les contributions enregistrées en produits ont fait l'objet d'un traitement comptable obéissant aux règles ci-dessus rappelées.

3.2 Ventilation de l'effectif moyen

Les collaborateurs administratifs et permanents syndicaux qui composent le personnel de la Confédération sont régis par des statuts différents, selon la distinction suivante :

catégories	Personnel facturé par le Gie Belleville	Personnel mise à disposition
Sécrétariat administratif & technique	85	0
Sécrétariat confédéral	82	24
Total	167	24

* Le GIE Belleville facture par ailleurs du personnel aux associations contrôlées par la Confédération et entrant dans le périmètre de consolidation.

3.3 Contributions volontaires en nature

La Confédération Cfdt se réfère aux dispositions de l'article 4 du règlement CRC n° 2009-10 (Annexe) définissant le « Traitement des contributions en nature », effectuées à titre gratuit.

Les contributions volontaires en nature sont exclusivement constituées par des mises à disposition de permanents syndicaux ; leur durée de fonction au sein de la Confédération, renouvelable, correspond généralement à un mandat relevant du Congrès confédéral qui se tient tous les quatre ans.

Le nombre de personnes mises à disposition est de 24 en 2016. Ces personnels sont issus essentiellement de fonctions publiques.

Les indications émanant des entités tierces concernées permettent à la Confédération d'appréhender la valorisation de ces contributions, à savoir 1 842 k€ pour l'exercice 2016.

3.4 Autres informations sur le compte de résultat

3.4.1 Autres achats et charges externes

Le montant de la facturation émanant du GIE Belleville s'établit pour l'exercice à un montant de 15 971 k€. Il s'agit essentiellement de personnel refacturé pour 12 680 k€ (figurant sur le poste « autres achats et charges externes » du compte de résultat).

Cette facturation représente 52,14% du poste « Autres achats et charges externes » s'élevant au total à 30 628 k€, dont les autres principales prestations sont :

- Prestations juridiques	2 013 k€
- Prestations informatiques	1 949 k€
- Charges d'occupation des locaux	1 243 k€
- Frais de réunions et missions	4 169 k€
- Coûts de maintenance et assurance	381 k€
- Etudes et documentations	832 k€
- Divers honoraires	1 753 k€

3.4.2 Reprises de provisions et transferts de charges - Autres produits :

Figure sur ce poste un montant de 2 764 k€ de reprises de provisions relatives à des dossiers juridiques instruits par la Caisse Nationale d'Action Syndicale (CNAS) et réglés durant l'exercice 2016.

Les transferts de charges concernent principalement des « refacturations » faites à des structures associées (GIE ou associations) pour un montant de 250 k€.

Le montant des autres produits (1 078k€) est essentiellement constitué d'une part de facturations diverses sur des conventions contractées avec des structures associées ou affiliées, ainsi qu'avec des partenaires externes, et d'autre part de versements liés à la délégation des membres Cfdt siégeant au C.E.S.E. (Conseil Economique Social et Environnemental).

3.4.3 Quotes-parts de résultats de GIE :

Ces quotes-parts, comptabilisées en déficit (3 007 k€), sont issues de deux groupements d'intérêt économique gérant, pour la Confédération et ses structures associées, des fonctions opérationnelles mutualisées, organisées par « métiers » (moyens généraux, informatique, presse, site internet, diffusion de revues et matériel syndical...).

3.4.4 Résultat financier :

D'un montant négatif de - 2 145 k€, il se décompose comme suit :

Revenus de SCI ou de placements (VMP)	737 k€
Provisions sur portefeuille TIAP (Moins Values latentes)	-1 408 k€
Provisions sur risque financier	-1 069 k€
Reprise de provisions sur portefeuille TIAP	0 k€
Perte des SCI	- 325 k€
Net de charges ou produits financiers divers	- 79 k€

3.4.5 Résultat exceptionnel :

Les éléments essentiels qui le composent, pour 5 322 k€ en net, sont les suivants :

Plus-values des mouvements sur les cessions sur portefeuille TIAP	2 935 k€
Valeur comptable immobilisations sorties	0 k€
Net de produits et charges divers	2 388 k€

4 AUTRES INFORMATIONS

4.1 Engagements hors bilan

4.1.1 *Engagements financiers*

*La Confédération s'est portée caution pour garantir, jusqu'à hauteur respectivement de 134 k€, 478 k€, 4 123 k€, 7 922 k€, 1 568 k€, cinq prêts accordés par des banques à cinq entités tierces.

Les termes de ces engagements sont fixés respectivement aux 10 juillet 2022, 17 novembre 2023, 30 mars 2029, 1^{er} mars 2041 et 01 avril 2041.

*Des contrats de placement de fonds ont été souscrits par la Confédération, dans le cadre de sa gestion du portefeuille de titres immobilisés, pour un engagement total de 24 000 k€. Les parts de ces fonds sont appelées progressivement par le gérant du fonds.

Au 31 décembre 2016, un montant de 1 896 k€ a été appelé au titre de ces contrats et figure à l'actif du bilan. La partie non libérée de ces engagements s'élève à 11 406 k€.

*La confédération a affecté en nantissement le 23 novembre 2012 et au cours de l'exercice 2016, au profit de la Société Générale, des parts de titres FCP Investissement, pour un montant total évalué à 5 301 k€, 1 000 k€ et 1 460 k€.

Ce nantissement de titres vient garantir les emprunts souscrits par la confédération auprès de la Société Générale :

- d'un montant de 5 300 k€ d'une durée de 10 ans remboursable en 40 trimestrialités
- d'un montant de 2 000 k€ d'une durée de 7 ans remboursable en 84 mensualités
- d'un montant de 2 920 k€ d'une durée de 7 ans remboursable en 72 mensualités.

4.2 Consolidation

4.2.1 *Comptes consolidés*

Les comptes sociaux 2016 de la Confédération sont intégrés dans un ensemble consolidé « Confédération Cfdt » dont elle est l'entité consolidante.

Le périmètre de cette consolidation inclut des entités contrôlées à 100 % par la Confédération (Groupements d'intérêt économique, Sociétés civiles immobilières, Associations loi 1901 et une EURL).

4.2.2 *Evénements Postérieurs à la Clôture*

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

2. LES COMPTES CONSOLIDES

Sommaire

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	PAGE 36
I BILAN CONSOLIDE	38
II COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	39
III TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	40
IV VARIATION DES FONDS PROPRES	41
V ANNEXE	42

Les bilan et compte de résultat des comptes consolidés de la CONFEDERATION Cfdt sont exprimés en milliers d'€uros (k€).

Confédération Française Démocratique du Travail

Rapport des commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

Confédération Française Démocratique du Travail
4, boulevard de la Villette
75955 Paris Cedex 19

Aux membres du Conseil National,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Bureau National, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés du syndicat C.F.D.T., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Bureau National. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable exposé dans la note 6.3.2 « Application du règlement ANC 2015-05 » de l'annexe concernant la provision pour dettes sur les organisations.

Rapport des commissaires aux comptes

*CONFEDERATION FRANCAISE DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL - C.F.D.T.
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2016 - Page 2*

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- la note 6.3.5. de l'annexe expose les principes et méthodes comptables pour la détermination de la valeur des immobilisations financières. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié les évaluations qui en résultent.
- Des provisions sont constituées pour couvrir les risques tels que décrits dans les notes 6.3.10 et 7.10 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues, et à vérifier que la note fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

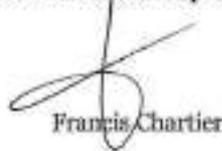
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport financier.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 avril 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Francis Chartier

ERNST & YOUNG Audit



Isabelle Traou-Sengeissen

I - Bilan consolidé

Bilan consolidé

En milliers d'€uros

Actif	31/12/2016	31/12/2015
Immobilisations incorporelles	10 697	10 314
Immobilisations corporelles	68 900	69 227
Immobilisations financières	243 404	240 735
Titres mis en équivalence	0	0
Total actif immobilisé	323 000	320 276
Stocks et en-cours	628	696
Clients et comptes rattachés	853	1 058
Autres créances et comptes de régularisation	13 908	14 656
Disponibilités et VMP	18 165	19 083
Total actif circulant	33 555	35 492
Total actif	356 555	355 769
Passif	31/12/2016	31/12/2015
Réserves	308 059	309 448
Réserves consolidées	1 467	1 800
Report à nouveau	1 625	
Résultat consolidé	-7 710	-1 722
Autres (écarts de conversion)	0	0
Fonds propres	303 442	309 526
Fonds dédiés	306	362
Provisions pour risques et charges	8 351	11 107
Emprunts et dettes financières	8 375	4 453
Fournisseurs et comptes rattachés	4 915	4 440
Autres dettes et comptes de régularisation	31 166	25 881
Total des dettes	44 456	34 774
Total passif	356 555	355 769

II - Compte de résultat consolidé

Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros

Compte de résultat	31/12/2016	31/12/2015
Cotisations	23 201	23 132
Subventions contributions	26 187	24 300
Autres produits d'exploitation	14 606	20 872
Total des produits d'exploitation	63 994	68 305
Achats consommés	-2 946	-2 977
Charges externes	-23 439	-21 761
Charges de personnel	-18 635	-18 122
Impôts et taxes	-2 602	-2 617
Autres charges d'exploitation	-16 859	-12 795
Dotations aux amortissements et aux provisions	-10 283	-15 062
Total des charges d'exploitation	-74 765	-73 335
Résultat d'exploitation	-10 770	-5 030
Charges financières	-2 620	-1 242
Produits financiers	3 251	4 117
Résultat financier	631	2 875
Résultat courant des entreprises intégrées	-10 140	-2 155
Charges et produits exceptionnels	2 428	443
Impôts sur les résultats	-53	-52
Résultat net des entreprises intégrées	-7 765	-1 764
Report ressources non utilisées	152	235
Engagements à réaliser	-97	-193
Résultat net de l'ensemble consolidé	-7 710	-1 722
Intérêts minoritaires	0	0
Résultat net (part du groupe)	-7 710	-1 722

III - Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE		Notes	31/12/2016	31/12/2015
OPERATIONS D'EXPLOITATION				
OPERATIONS D'EXPLOITATION	RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		-7 710	-1 722
	Dérive de résultat + Résultat de dilution			
	Dotations aux amortissements et provisions		12 533	16 173
	Reprises des amortissements et provisions		-2 764	-8 198
	Plus et moins values de cession			1
	Impôts différés			
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT			2 060	6 254
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	Variation des intérêts courus			
	Variations des stocks		67	-46
	Variation des créances d'exploitation		-797	452
	Variation des autres créances		1 731	-2 315
	Variations des dettes d'exploitation		1 338	612
	Variations des autres dettes		4 928	726
	Charges et produits constatés d'avance		-401	-88
	Pertes & gains de change			
	VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT		6 866	-659
Flux net de trésorerie lié à l'activité			8 926	5 595
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT				
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	Décassements / acquisitions immos incorporelles (1)		-2 309	-1 847
	Décassements / acquisitions immos corporelles (1)		-6 256	-2 674
	Encaissement / cessions d'immobilisations corporelles et incorp.			
	Subventions d'investissement encaissées			
	Décassement / acquisitions immos financières		-5 999	-10 397
	Encaissements / cessions immos financières		832	441
	Trésorerie nette sur acquisition/cession de filiales			-207
	Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-13 732	-14 684
OPERATIONS DE FINANCEMENT				
OPERATIONS DE FINANCEMENT	Variations des fonds dédiés		-55	-43
	Encaissements provenant d'emprunts		4 979	4
	Remboursement d'emprunts		-1 035	-549
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement			3 889	-587
VARIATION DE TRESORERIE de l'exercice			-917	-9 676
Incidences des variations de taux de change				
TRESORERIE A L'OUVERTURE (*)			19 083	28 758
TRESORERIE A LA CLOTURE (*)			18 165	19 083

IV - Variation des Fonds Propres

En milliers d'€uros

Situation à la clôture	Réserves générales	Réserves affectées	Réserves consolidées	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres - part du groupe
Solde au 31/12/2014	155 761	157 380	3 646		(5 539)	311 248
Affectation du résultat	(6 248)	2 555	(1 846)		5 539	
Résultat de l'exercice					(1 722)	(1 722)
Dividendes distribués						
Variations des écarts de conversion						
Autres						
Solde au 31/12/2015	149 513	159 935	1 800		(1 722)	309 526
Affectation du résultat	(7 371)	5 983	(333)		1 722	(0)
Résultat de l'exercice					(7 710)	(7 710)
Dividendes distribués						
Variations des écarts de conversion						
Autres				1 625		1 625
Solde au 31/12/2016	142 142	165 917	1 467	1 625	(7 710)	303 442

La charte financière qui régit les organisations syndicales affiliées à la CFDT dispose que des parts de cotisations soient attribuées à des secteurs confédéraux distincts.

Ainsi, des montants correspondent à des « réserves affectées » reflétant l'activité de ces secteurs, principalement la Caisse Nationale d'Action Syndicale (CNAS) et sont inclus dans le poste « réserves », voir détail 7.8 « Fonds Syndicaux de la Confédération ».

V - Annexe

Sommaire

5. Faits majeurs	page 43
5.1 Observations sur les comptes sociaux de la Confédération	43
5.2 Comptes consolidés de la Confédération	43
5.3 Evènements de l'exercice	43
5.4 Liste des entités consolidées	45
6. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation	46
6.1 Référentiel comptable	46
6.2 Modalités de consolidation	46
6.3 Méthodes et règles d'évaluation	47
7. Informations sur les comptes du bilan et du compte de résultat et sur leurs variations	56
7.1 Immobilisations incorporelles	56
7.2 Immobilisations corporelles	57
7.3 Immobilisations financières	58
7.4 Stocks et en-cours	59
7.5 Ventilation des créances par échéance	60
7.6 Dépréciation de l'actif circulant	60
7.7 Valeurs mobilières de placement et disponibilités	60
7.8 Fonds Syndicaux de la Confédération Cfdt	61
7.9 Fonds dédiés	61
7.10 Provisions pour risques et charges	62
7.11 Impôts différés	62
7.12 Emprunts et dettes financières	63
7.13 Autres passifs	64
7.14 Engagements hors bilan	65
7.15 Tableau des ressources	66
7.16 Charges d'exploitation	68
7.17 Autres produits d'exploitation	69
7.18 Résultat financier	70
7.19 Résultat exceptionnel	70
7.20 Impôts	71
7.21 Effectif	71
8. Autres informations	72
8.1 Evènements postérieurs à la clôture	72
8.2 Dirigeants	72
8.3 Honoraires commissaires aux comptes	72
8.3 Liste des organismes paritaires	72

5 Faits majeurs

5.1 Observations sur les comptes sociaux de la Confédération

Les modalités d'établissement des comptes annuels des organisations syndicales sont définies dans la Section 1 de l'Annexe – « Règles comptables des organisations syndicales » du règlement n°2009-10 du Comité de la réglementation comptable (CRC).

5.2 Comptes consolidés de la Confédération

La Confédération CFDT a établi ses premiers comptes consolidés au 1er janvier 2009 et leur première certification est intervenue au 31 décembre 2010, selon le calendrier défini par les textes.

L'article L. 2135-2, inséré dans le Code du travail par l'article 10 de la loi du 20 août 2008, précise les obligations et méthodes à adopter par une organisation syndicale tête de périmètre au regard de l'établissement de comptes consolidés.

La Confédération CFDT applique pour ses comptes consolidés 2015 les modalités de l'article du Code du travail, définies en Section 2 de l'Annexe des règles comptables des organisations syndicales, annexe du règlement n° 2009-10.

Ces modalités déterminent le périmètre d'ensemble (lien d'adhésion ou d'affiliation) ; s'agissant de la notion de contrôle, les règles renvoient à l'application de l'article L.233-16 du code de commerce qui définit ces critères.

5.3 Evènements de l'exercice

- La confédération a continué la mise en service au cours de l'année 2016, de sa nouvelle application de Gestion de ses adhérents et de ses structures en ligne, dénommée GASEL. Cette évolution majeure a consisté à transplanter le périmètre fonctionnel des applications de la gestion de l'adhérent et des structures dans un nouvel environnement technologique permettant un accès partagé, réparti et sécurisé à une base de données centralisée rassemblant tous les référentiels uniques nécessaires à la gestion en temps réel de l'adhérent et des structures.

- La loi du 05 mars 2014 a prévu la création de l'Association de Gestion du Fonds Paritaire National (AGFPN) chargée d'une mission de service public, apportant une contribution au financement des organisations syndicales de salariés et des organisations professionnelles d'employeur.

L'AGFPN a conventionné avec la Cfdt.

Afin que la Confédération puisse assurer ses missions, l'AGFPN doit reverser à la Cfdt :

- Une subvention de l'état
- Une Contribution des entreprises (0,016% des rémunérations)

Ces sommes permettront à la Cfdt d'assurer les missions de service public suivantes :

- Une mission de gestion paritaire
- Une mission de participation aux politiques publiques
- Une mission de formation économique sociale et syndicale des représentants des

syndicats de salariés (FESS)

Sur l'exercice 2016, la Confédération a pris en charge directement les coûts liés à l'indemnisation des salariés participant à des formations économiques sociales et syndicales pour un montant de 1 772 k€.

- La Confédération a mise en service l'immeuble du 51 avenue Simon Bolivar, pour un coût immobilisé de 9 288 k€.

- Durant l'exercice 2016, la Confédération a réalisé plusieurs actions :
 - La campagne électorale « TPE PME » pour un montant de 1 166 k€
 - La campagne « Parlons travail » pour un montant de 397 k€
 - Un projet lié à la réforme territoriale pour un montant de 361 k€
 - Un projet « Evolution de l'organisation » pour un montant de 518 k€
 - Une convention « cellule de plan de travail » pour un montant de 700 k€

- Lors de l'exercice 2016, il a été provisionné, sur une organisation affiliée, une dépréciation de créances, avec clause de retour à meilleure fortune pour un montant de 900 k€. Elle a également déprécié une créance avec La Fabrique pour 406 k€.

- Il a été décidé qu'à compter de 2016, seule la variation CNAS de l'année serait comptabilisée en lieu et place de l'extourne intégrale de la provision N-1 et de la provision N. La variation a été ventilée en fonction des différentes composantes de la CNAS, pour lesquelles des dotations et reprises ont été constatées.

- La Confédération a décidé d'appliquer par anticipation le règlement ANC n° 2015-05 du 2 juillet 2015 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture, à compter du 1er janvier 2016.

La première application du présent règlement constitue un changement de méthode comptable dont l'effet est comptabilisé conformément aux dispositions de l'article 122-2 du règlement ANC n° 2014-03. Toutefois, par dérogation à l'article précité, les organisations peuvent limiter les modifications rétrospectives aux seules opérations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent règlement. Les informations pro-forma mentionnées sont complétées par une information en annexe permettant d'expliquer les principaux impacts du changement de méthode sur le bilan et le compte de résultat (note 6.3.2).

5.4 Liste des entités consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous et il est à noter l'absence d'intérêts minoritaires dans les associations loi 1901 ; les réserves de ces entités sont ainsi intégralement reprises dans les réserves consolidées de la Confédération.

Sociétés	Formes juridiques	N° Siren	Sièges sociaux	Méthode de consolidation 31/12/2016	Méthode de consolidation 31/12/2015	% contrôle 31/12/2016	% contrôle 31/12/2015	% intérêt 31/12/2016	% intérêt 31/12/2015
Confédération		784 409 930	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19	Société mère	Société mère	100%	100%	100%	100%
Association AGI	AGI	349 904 839	47-49, avenue Simon Bolivar, 75950 Paris Cedex 19	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Association ASSECO	ASSO	389 700 303	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
GIE BELLEVILLE	GIE	334 993 748	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Association BIERVILLE	ASSO	319 073 425	10, route des Nations, 91690 Boissy la Rivière	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Association CELIDE	ASSO	424 318 368	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Domaine de Bienville EURL	EURL	477 876 130	10, route des Nations, 91690 Boissy la Rivière	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Association ESPACE BELLEVILLE	ASSO	334 722 378	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
SCI FLANDRE	SCI	398 216 051	12, rue des dunes, 75019 Paris	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Association Institut Belleville	ASSO	328 142 237	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Association IRIS	ASSO	525 389 813	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Association ISEFOJ	ASSO	447 807 066	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
SCI LOIRE-JAURES	SCI	395 201 340	12, rue des dunes, 75019 Paris	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
GIE PRESSE	GIE	334 993 730	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
SCI REBUFFAT	SCI	431 886 183	12, rue des dunes, 75019 Paris	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
GIE VILLETTE	GIE	334 993 755	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%

6 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

6.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés de l'Ensemble confédéral sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement n° 99.02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999, sont appliquées depuis le 1^{er} janvier 2000.

Dans le cadre du règlement comptable n° 2009-10 issu de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008, portant sur la « rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail » et le décret n° 2009-1665 du 28 décembre 2009, la confédération a arrêté ses comptes en respectant le règlement n°2014-03 et ses règlements modificatifs, relatifs aux organisations syndicales.

6.2 Modalités de consolidation

6.2.1 Méthodes de consolidation

Toutes les entités dans lesquelles l'Ensemble assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Toutes les transactions importantes entre les entités consolidées sont éliminées.

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de la structure consolidante les éléments des comptes des entités consolidées, après retraitements éventuels.
- Éliminer les opérations entre l'entité consolidante et les autres entités consolidées.

6.2.2 Élimination des opérations intra-groupe

Conformément à la réglementation, les transactions entre les entités intégrées ainsi que les résultats internes entre ces entités ont été éliminées dans les comptes consolidés.

6.2.3 Dates de clôture des exercices des entités consolidées

Les entités sont consolidées sur la base de leur bilan arrêté au 31 décembre, d'une durée de 12 mois, à l'exception éventuelle des entités créées entrant dans le périmètre dont la durée est fonction de leur date de création.

L'exercice de toutes les entités consolidées est d'une durée de 12 mois, dont la clôture est fixée au 31 décembre.

6.3 Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par l'Ensemble sont les suivants :

6.3.1 Application des méthodes préférentielles

L'application des méthodes préférentielles du règlement CRC 99-02 est la suivante :

<i>Application des méthodes préférentielles</i>	<i>OUI NON N/A</i>	<i>Note</i>
Comptabilisation des contrats de location-financement	N / A	
Provisionnement des prestations de retraites et assimilées	OUI	6.3.11
Etalement des frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt	N/A	
Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif/passif	N/A	
Comptabilisation à l'avancement des opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice	N/A	

6.3.2 Application du règlement ANC 2015-05

Au cours de l'exercice 2016, un changement de méthode a été effectué concernant la provision pour dettes sur les organisations.

Les opérations réalisées avec les organisations sont les suivantes :

Les organisations, dans un souci de rendement de leur actif à long terme, ont confié une partie de leur trésorerie à la Confédération en vue d'un placement mutualisé sur un panier de titres choisis par la confédération.

Ces placements sont enregistrés en immobilisations financières dans leurs bilans.

L'organisation apporteuse acquiert des « parts » des fonds placés par la Confédération pour leur compte.

Les organisations sont informées de la valeur liquidative de leurs « parts » sur le portail internet mis à leur disposition.

Cette valorisation fait l'objet d'une mission de validation par un Expert-Comptable.

En cas de reversement en cours d'année (sortie totale ou partielle), la Confédération reverse le montant demandé par l'organisation et constate une diminution du nombre de parts dont bénéficie l'organisation dans le panier, ainsi que le changement de valeur des parts restantes.

Cette sortie peut être réalisée :

- Sur un (des) titre(s) qui est comptablement en moins-value ou sur un (des) titre(s) qui est comptablement en plus-value
- Lors de la clôture de l'exercice, la valeur de sortie du panier ne peut être connue. Si toutes les organisations sortaient en même temps, la sortie se ferait en valeur liquidative de titres du panier en vendant les titres de l'actif « sous-jacent ».
- Lors de la clôture de l'exercice, le risque de perte de la confédération n'est pas non plus valorisable. Il n'est pas constitutif d'un passif dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise. Il n'est donc pas possible de constituer une provision.

A : Sans Changement de méthode sur l'exercice 2016

Bilan consolidé - Proforma sans Changement de méthode

En milliers d'euros

Actif	31/12/2016	31/12/2015
Immobilisations incorporelles	10 697	10 314
Immobilisations corporelles	68 900	69 227
Immobilisations financières	243 307	240 735
Titres mis en équivalence	0	0
Total actif immobilisé	322 904	320 276
Stocks et en-cours	628	696
Clients et comptes rattachés	853	1 058
Autres créances et comptes de régularisation	13 908	14 656
Disponibilités et VMP	18 165	19 083
Total actif circulant	33 555	35 492
Total actif	356 459	355 769
Passif	31/12/2016	31/12/2015
Réserves	308 059	309 448
Réserves consolidées	1 467	1 800
Report à nouveau	0	
Résultat consolidé	-8 367	-1 722
Autres (écarts de conversion)	0	0
Fonds propres	301 159	309 526
Fonds dédiés	306	362
Provisions pour risques et charges	10 727	11 107
Emprunts et dettes financières	8 375	4 453
Fournisseurs et comptes rattachés	4 915	4 440
Autres dettes et comptes de régularisation	30 975	25 881
Total des dettes	44 266	34 774
Total passif	356 459	355 769

Compte de résultat consolidé - Proforma sans changement de méthode

En milliers d'euros

Compte de résultat	31/12/2016	31/12/2015
Cotisations	23 201	23 132
Subventions contributions	26 187	24 300
Autres produits d'exploitation	14 606	20 872
Total des produits d'exploitation	63 994	68 305
Achats consommés	-2 946	-2 977
Charges externes	-23 439	-21 761
Charges de personnel	-18 635	-18 122
Impôts et taxes	-2 602	-2 617
Autres charges d'exploitation	-16 859	-12 795
Dotations aux amortissements et aux provisions	-10 844	-15 062
Total des charges d'exploitation	-75 326	-73 335
Résultat d'exploitation	-11 331	-5 030
Charges financières	-2 717	-1 242
Produits financiers	3 251	4 117
Résultat financier	534	2 875
Résultat courant des entreprises intégrées	-10 797	-2 155
Charges et produits exceptionnels	2 428	443
Impôts sur les résultats	-53	-52
Résultat net des entreprises intégrées	-8 422	-1 764
Report ressources non utilisées	152	235
Engagements à réaliser	-97	-193
Résultat net de l'ensemble consolidé	-8 367	-1 722
Intérêts minoritaires	0	0
Résultat net (part du groupe)	-8 367	-1 722

Bilan consolidé-Proforma avec Changement de méthode 2015 & 2016

En milliers d'euros

Actif	31/12/2016	31/12/2015
Immobilisations incorporelles	10 697	10 314
Immobilisations corporelles	68 900	69 227
Immobilisations financières	243 404	240 800
Titres mis en équivalence	0	0
Total actif immobilisé	323 000	320 341
Stocks et en-cours	628	696
Clients et comptes rattachés	853	1 058
Autres créances et comptes de régularisation	13 908	14 656
Disponibilités et VMP	18 165	19 083
Total actif circulant	33 555	35 492
Total actif	356 555	355 833
Passif	31/12/2016	31/12/2015
Réserves	308 059	309 448
Réserves consolidées	1 467	1 800
Report à nouveau	1 625	1 592
Résultat consolidé	-7 710	-1 624
Autres (écarts de conversion)	0	0
Fonds propres	303 442	311 216
Capitaux propres totaux :	303 442	311 216
Fonds dédiés	306	362
Provisions pour risques et charges	8 351	9 291
Emprunts et dettes financières	8 375	4 453
Fournisseurs et comptes rattachés	4 915	4 440
Autres dettes et comptes de régularisation	31 166	26 070
Total des dettes	44 456	34 965
Total passif	356 555	355 833

Compte de résultat consolidé - Proforma avec changement de méthode 2015 & 2016

En milliers d'€uros

Compte de résultat	31/12/2016	31/12/2015
Cotisations	23 201	23 132
Subventions contributions	26 187	24 300
Autres produits d'exploitation	14 606	20 872
Total des produits d'exploitation	63 994	68 305
Achats consommés	-2 946	-2 977
Charges externes	-23 439	-21 761
Charges de personnel	-18 635	-18 122
Impôts et taxes	-2 602	-2 617
Autres charges d'exploitation	-16 859	-12 795
Dotations aux amortissements et aux provisions	-10 283	-15 029
Total des charges d'exploitation	-74 765	-73 302
Résultat d'exploitation	-10 770	-4 997
Charges financières	-2 620	-1 177
Produits financiers	3 251	4 117
Résultat financier	631	2 940
Résultat courant des entreprises intégrées	-10 140	-2 057
Charges et produits exceptionnels	2 428	443
Impôts sur les résultats	-53	-52
Résultat net des entreprises intégrées	-7 765	-1 666
Report ressources non utilisées	152	235
Engagements à réaliser	-97	-193
Résultat net de l'ensemble consolidé	-7 710	-1 624
Intérêts minoritaires	0	0
Résultat net (part du groupe)	-7 710	-1 624

6.3.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou de production.

Les frais accessoires d'acquisition sont activés.

6.3.3.1 Durées d'amortissement des immobilisations incorporelles

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles	Méthode	Durée
Brevets, licences	Linéaire	2 ans
Projets informatiques	Linéaire	De 2 à 5 ans

Les immobilisations incorporelles peuvent être amorties, le cas échéant, sur des périodes qui correspondent à leur protection légale ou à leur durée d'utilisation prévue.

En cas de durée d'utilité indéterminable, aucun amortissement n'est pratiqué mais un test d'impairment est effectué annuellement.

6.3.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production, abstraction faite de toutes charges financières.

Les immobilisations corporelles, acquises avant 2009, figurant au bilan d'ouverture de la Confédération, au 1^{er} janvier (terrains et immeubles) ont été valorisées sur la base d'une expertise immobilière.

Les autres immobilisations corporelles ont été évaluées selon leur valeur en l'état à l'ouverture de l'exercice.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie probable des biens concernés.

Les principales durées d'utilisations retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Méthode	Durée
Terrains	Non amortissable	N/A
Constructions	Linéaire	20 à 35 ans
Agencements, aménagements des constructions	Linéaire	5 à 10 ans
Installations techniques, matériel et outillage	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	5 ans
Mobilier et Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Autres immobilisations	Linéaire	5 ans



6.3.5 Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire des participations non consolidées, prenant en compte la quote-part d'actif net, devient inférieure à leur coût d'acquisition.

Les autres immobilisations financières telles que les prêts figurent au bilan à leur coût de revient, hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute.

La Confédération réalise des placements sur les marchés financiers en actions, obligations, valeurs monétaires, titres de participation.

Les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP) correspondent aux placements à long terme réalisés par la CFDT, dans le cadre de la gestion patrimoniale de ses réserves.

Les titres de la Confédération ont été évalués, à la valeur de marché ou à leur valeur d'acquisition.

Des dépréciations sont constatées au 31 décembre en cas de moins-value latente.

Les plus-values latentes ne font pas l'objet d'une comptabilisation conformément aux règles comptables.

Ce portefeuille comprend en partie des placements effectués pour le compte d'organisations affiliées.

6.3.6 Stocks et travaux en-cours

Les stocks sont évalués selon la méthode FIFO : « Premier entré, Premier sorti ».

Le coût d'achat est composé du coût d'achat augmenté des frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire des stocks devient inférieure à leur coût d'acquisition.

6.3.7 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances douteuses font l'objet d'une dépréciation nominative lorsqu'il y a un risque d'impayé.

6.3.8 Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires.

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur valeur de marché, au 1^{er} janvier 2009 (bilan d'ouverture de la Confédération).

Les mouvements sur les valeurs mobilières de placement sont évalués au coût unitaire moyen pondéré (CUMP) pour les cessions et au coût d'achat pour les acquisitions, hors frais accessoires.

Une dépréciation est constatée lorsque le cours de bourse ou la valeur probable de réalisation est inférieur à la valeur d'achat.

Les plus-values latentes ne font pas l'objet d'une comptabilisation conformément aux règles comptables.

6.3.9 Impôts sur les bénéficiaires

L'activité des organisations syndicales étant exonérée d'impôt, il n'y a pas lieu de comptabiliser d'impôt différé.

6.3.10 Provisions pour risques et charges

Compte tenu de l'activité syndicale prépondérante de l'Ensemble consolidé, les provisions constatées correspondent essentiellement à des charges liées à l'activité juridique de la Caisse Nationale d'Action Syndicale (CNAS).

Par ailleurs, les provisions sont également constituées de provisions pour charges financières et de litiges.

6.3.11 Engagements de retraite et prestations assimilées

Le montant des droits, qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est généralement déterminé en fonction de leur ancienneté et en tenant compte de la probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

L'ensemble de ces coûts est provisionné dans les comptes sociaux et systématiquement pris en compte dans le résultat sur la durée d'activité des salariés.

L'ensemble du personnel est, soit rémunéré par les GIE Belleville et Vilette, soit mis à disposition à la confédération Cfdt. A ce titre les engagements pris en matière d'indemnités de fin de carrière, y compris par les GIE, font l'objet d'une provision dotée par la Confédération.

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode actuarielle appelée « méthode des unités de crédit projetées », répartissant la valeur actuarielle des prestations futures sur chacune des années de service du salarié.

Suivant l'application des textes conventionnels (distincts pour le secrétariat confédéral et pour le secrétariat), les prestations futures découlent de :

- L'ancienneté à la date de l'évaluation,
- Le salaire projeté à l'âge de la retraite,
- Les droits tels que définis,
- Les conditions du départ en retraite,
- Le facteur d'actualisation,
- La probabilité de paiement de la prestation (maintien du salarié dans l'organisation jusqu'à l'âge de son départ en retraite).

Le taux d'actualisation utilisé est de : 1,3 % (basé sur un taux publié par l'Institut des Actuaire).

Le taux d'évolution des rémunérations est de : 2,4 % observés ces quatre dernières années.



6.3.12 Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'Ensemble est engagé dans le cadre de ses activités courantes et annexes qui sont assumées à titre accessoire ou dans le prolongement de ses actions normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.



7 Informations sur les comptes du bilan et du compte de résultat et sur leurs variations

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

7.1 Immobilisations incorporelles

Montants en K€	31/12/2015	Mvts de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/12/2016
Valeurs brutes						
Frais de recherche et développement						
Frais d'établissement						
Concessions, brevets, marques	16 073		1 404		347	17 824
Fonds de commerce						
Autres immobilisations incorporelles	548		558			1 106
Avances et acomptes versés						
Total	16 622		1 962		347	18 930
Amortissements						
Frais de recherche et développement						
Frais d'établissement						
Concessions, brevets, marques	6 308		1 926			8 233
Fonds de commerce						
Autres immobilisations incorporelles						
Avances et acomptes versés						
Total	6 308		1 926			8 233
Valeurs nettes						
Frais de recherche et développement						
Frais d'établissement						
Concessions, brevets, marques	9 766		(522)		347	9 591
Fonds de commerce						
Autres immobilisations incorporelles	548		558			1 106
Avances et acomptes versés						
Total	10 314		36		347	10 697

Les immobilisations incorporelles correspondent principalement aux progiciels acquis ou développés par le GIE Vilette.

Les autres mouvements correspondent aux immobilisations en cours qui ont été finalisées en cours d'exercice.

La confédération a développé un logiciel de gestion des syndicats « Gasel » qu'elle met à la disposition exclusive des syndicats affiliés à la CFDT.



7.2 Immobilisations corporelles

Montants en K€	31/12/2015	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/12/2016
Valeurs brutes					
Terrains	21 845				21 845
Constructions	97 864	4 506	138	5 518	107 751
Installations techniques, mat. & out.	1 035	147			1 182
Autres immobilisations corporelles	2 729	309	29		3 009
Autres immo. corp. en crédit-bail					
Immobilisations corporelles en cours	6 138	768		(5 492)	1 413
Avances et acomptes	571	573	323	(26)	795
Total	130 181	6 303	490	0	135 994
Amortissements					
Terrains					
Constructions	58 059	5 936	138		63 857
Installations techniques, mat. & out.	792	83			875
Autres immobilisations corporelles	2 103	288	29		2 362
Autres immo. corp. en crédit-bail					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Total	60 954	6 307	167		67 094
Valeurs nettes					
Terrains	21 845				21 845
Constructions	39 805	(1 430)		5 518	43 893
Installations techniques, mat. & out.	243	64			307
Autres immobilisations corporelles	626	21	(0)		647
Autres immo. corp. en crédit-bail					
Immobilisations corporelles en cours	6 138	768		(5 492)	1 413
Avances et acomptes	571	573	323	(26)	795
Total	69 227	(4)	323	0	68 900

Les immobilisations sont constituées principalement des biens immobiliers inscrits à l'actif du bilan de la Confédération et des trois SCI, ainsi que sur l'association Bierville.

Les terrains et immeubles sont valorisés à leur coût historique dans les 3 SCI (Flandre-Jaurès, Loire-Jaurès et Rebuffat).

Pour la Confédération, en application de l'article 3 du CRC 2009-10, les méthodes suivantes d'évaluation ont été retenues :

- La valorisation des biens immobiliers a été effectuée sur la base d'une expertise immobilière qui retient la moyenne de trois valeurs (rendement valeur locative / valeur vénale par capitalisation / méthode par la construction), correspondant à la valeur historique dans les comptes sociaux.
- La décomposition par composants des biens immobiliers, hors SCI, est faite en retenant 4 composants principaux : gros-œuvre, façades étanchéité menuiseries extérieures, climatisation-ventilation-chauffage, électricité, plomberie, ascenseur, courants et agencements

L'augmentation des immobilisations corporelles correspond pour l'essentiel :

- à la mise en service de l'immeuble 51 avenue Simon Bolivar, à hauteur de 9 288 k€, dont 5 445 k€ de travaux réalisés au cours des exercices antérieurs,
- aux travaux en cours liés à la rénovation de la façade de l'immeuble Bolivar pour 312 k€,
- au coût des travaux concernant la rénovation du studio audiovisuel pour 100 k€.



7.3 Immobilisations financières

Montants en K€	31/12/2015	Mvts de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/12/2016
Valeurs brutes						
Titres de participations	662					662
Créances rattachées à des participations	0					0
Prêts	3 731		48	433	(21)	3 324
Autres immobilisations financières	241 541		5 951	399		247 094
Titres mis en équivalence						
Total	245 935		5 999	832	(21)	251 080
Dépréciation						
Titres de participations	357		64			420
Créances rattachées à des participations						
Prêts	20		1 070			1 089
Autres immobilisations financières	4 823		1 345			6 167
Titres mis en équivalence						
Total	5 199		2 478			7 677
Valeurs nettes						
Titres de participations	306		(64)			242
Créances rattachées à des participations	0					0
Prêts	3 711		(1 022)	433	(21)	2 235
Autres immobilisations financières	236 719		4 606	399		240 926
Titres mis en équivalence						
Total	240 735		3 521	832	(21)	243 404

(1) Le poste "Autres immobilisations financières" comprend principalement des placements sur les marchés financiers en actions, obligations, SICAV monétaires, titres de participation, réalisés par la Confédération.

Ces éléments sont issus des comptes sociaux de la confédération CFDT et correspondent aux placements à long terme réalisés par la CFDT, dans le cadre de la gestion patrimoniale de ses réserves.

Pour information, leur valeur est établie au 31/12/2016 à 310 040 k€ (valeur de marché) et à 7814 K€ (valeur de souscription de contrats Fcpr), pour une valeur brute à la clôture de 247 069k€, tel que précisé dans l'annexe des comptes sociaux de la confédération CFDT.

Une dépréciation est constatée fin 2016 à hauteur de 6 167 k€, ramenant la valeur nette de ces titres à 240 902 k€.



(2) Les titres de participation non consolidés concernent les sociétés suivantes :

Entités non consolidées	N° de Siren	Val. brute des titres au 31/12/2015	Augment.	Diminut.	Val. brute des titres au 31/12/2016	Montant des capitaux propres	Résultat dernier exercice	Pourcentage de détention
VIGEO SAS	443 055 215	624			624	5 412	(5 229)	2,52%
Autres titres		70			70	NC	NC	NC
Total		694			694	5 412	(5 229)	

La SAS Vigeo et les quatre entités figurant en Autres titres (Sifa, Inter-Expansion, Cisl/Msi) ne répondent pas aux critères définis par les textes pour être intégrées dans le périmètre de consolidation, notamment en termes de pourcentage de contrôle.

7.4 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

Montants en K€	31/12/2015	Mvts de périmètre	Variations	Ecarts de conversion	31/12/2016
Valeurs brutes					
Matières premières	68		2		70
En-cours	285		(10)		275
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises	356		(60)		296
Total	709		(68)		641
Dépréciations					
Matières premières					
En-cours					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises	13		(1)		13
Total	13		(1)		13
Valeurs nettes					
Matières premières	68		2		70
En-cours	285		(10)		275
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises	343		(59)		283
Total	696		(67)		628

Les stocks sont essentiellement détenus par le GIE CFDT-Presses et représentent du matériel syndical, des brochures et des ouvrages destinés au réseau CFDT.



7.5 Ventilation des créances par échéance

Les créances se décomposent, par échéance, de la manière suivante :

Échéances des créances

Montants en K€	Total brut	Échéances		Dépréciation	Total net
		- 1 an	+ 1 an		
Créances clients et comptes rattachés	906	906		52	853
Total	906	906		52	853

Échéances des créances (hors clients)

Nature	Total brut	Échéances		Dépréciations	Total net 31/12/2016	Total net 31/12/2015
		- 1 an	+ 1 an			
Créances rattachées aux participations	0	0			0	0
Autres immobilisations financières	250 418	250 399	19	7 257	243 161	240 430
Total créances immobilisées	250 418	250 399	19	7 257	243 161	240 430
Avances et acomptes sur commandes	150	150			150	157
Impôts différés actifs						
Autres créances	13 392	11 036	2 356	236	13 156	13 880
Charges constatées d'avance	601	601			601	620
Total autres créances d'exploitation	14 144	11 788	2 356	236	13 908	14 656

Les autres créances concernent essentiellement des subventions à recevoir pour 6 030 k€ et des cotisations collectées sur 2016 et à encaisser des syndicats en 2016 pour un montant de 3045 k€.

Les autres créances des trois SCI correspondent à des appels de fonds vis-à-vis du gestionnaire des immeubles pour un montant de 1 450 k€ lié à des remboursements sur l'exercice 2016.

7.6 Dépréciation de l'actif circulant

Les dépréciations de l'actif circulant se décomposent selon :

Montants en K€	31/12/2015	Mvts de périmètre	Dotations	Reprises	31/12/2016
Stocks	13			1	13
Créances	91		5	43	52
Valeurs mobilières de placement					
Total	104		5	44	65

7.7 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les valeurs mobilières de placement et disponibilités, d'un montant de 18 165 k€, proviennent principalement de la Confédération.



7.8 Fonds Syndicaux de la Confédération CFDT

Au 31 décembre 2016, les fonds syndicaux, compris dans les réserves générales et affectées se décomposent comme suit :

En milliers d'€uros

Situation à la clôture	Réserves générales	Réserves affectées	Réserves consolidées	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres - part du groupe
Solde au 31/12/2014	155 761	157 380	3 646		(5 539)	311 248
Affectation du résultat	(6 248)	2 555	(1 846)		5 539	
Résultat de l'exercice					(1 722)	(1 722)
Dividendes distribués						
Variations des écarts de conversion						
Autres						
Solde au 31/12/2015	149 513	159 935	1 800		(1 722)	309 526
Affectation du résultat	(7 371)	5 983	(333)		1 722	(0)
Résultat de l'exercice					(7 710)	(7 710)
Dividendes distribués						
Variations des écarts de conversion						
Autres				1 625		1 625
Solde au 31/12/2016	142 142	165 917	1 467	1 625	(7 710)	303 442

Le poste "Réserves affectées" correspond notamment à des montants enregistrés dans les comptes sociaux de la Confédération CFDT. En effet, la charte financière CFDT dispose que les cotisations versées par les syndicats et réparties, servent à des actions syndicales spécifiques : Caisse Nationale d'Action Syndicale (CNAS), Fonds d'organisation, Solidarité Syndicale Mondiale (SSM).

De plus, pour assurer le financement des événements récurrents et significatifs dont la fréquence est supérieure à un an (congrès et élections prud'homales), la confédération a mis en réserve 3 650 k€ au 31 décembre 2016, majorés d'un montant de 700 k€ décidé lors de l'affectation du résultat 2016 en 2017.

7.9 Fonds dédiés

En conformité avec le règlement CRC 2009-10, a été appliquée la disposition stipulant une inscription en « Engagements à réaliser » de montants affectés à des actions définies.

Montants en K€	Montants des fonds affectés au projet	Fonds à dégager au début de l'exercice (19)	Utilisation en cours d'exercice (7894)	Engagement à réaliser sur ressources affectées (6894)	Fonds restants à engager en fin d'exercice (19)
Ressources					
Conventions diverses	889	362	152	96	306



7.10 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

Provisions pour risques & charges

Montants en K€	31/12/2015	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2016
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	2 436		271			2 707
Provisions pour PV sur portefeuille VMP	1 816			1 816		
Provisions pour litiges sociaux						
Provisions pour Caisse Nationale d'Action Syndicale	6 838		1 550	2 763		5 625
Autres provisions pour risques & charges	17		1			18
Total	11 107					8 350

Elles sont principalement composées de :

Engagement pris en matière de retraite :

- L'ensemble du personnel est soit rémunéré par les GIE Belleville et GIE-Villette, soit mis à disposition. A ce titre les engagements pris en matière d'indemnités de fin de carrière, y compris par les GIE, font l'objet d'une provision dotée par la Confédération.
- L'engagement de retraite est calculé selon la méthode actuarielle appelée « méthode des unités de crédit projetées », répartissant la valeur actuarielle des prestations futures sur chacune des années de service du salarié.

Provisions de la Caisse Nationale d'Action Syndicale (CNAS) :

- Elles concernent les sommes que la Confédération est susceptible de payer au titre de la couverture juridique qu'elle assure aux adhérents de la CFDT.

La Confédération a repris 1816 k€ liés au changement de méthode sur la provision pour dettes sur les organisations.

7.11 Impôts différés

L'activité des organisations syndicales étant généralement exonérée d'impôt, il n'y a pas lieu de comptabiliser d'impôts différés. L'organisation est soumise à l'impôt au taux réduit

La valeur d'actif représentée par les déficits fiscaux reportables d'une entité fiscalisée, l'association Célidé, n'est pas constatée dans les comptes consolidés, leur imputation sur des excédents futurs étant incertaine sur les prochaines années.



7.12 Emprunts et dettes financières

Montants en K€	31/12/2015	Mvt de périmètre	Augment.	Diminut.	Ecart de conversion	31/12/2016
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit						
Dettes participation salariés						
Emprunts issus de location-financement						
Total emprunts auprès des établt et loc. financement						
Dettes financières diverses	4 453		4 958	1 035		8 375
Total emprunts et dettes financières diverses	4 453		4 958	1 035		8 375
Concours bancaires courants				0		(0)
Intérêts courus non échus						
Total concours bancaires courants et intérêts courus				0		(0)
Total emprunts et dettes financières	4 453		4 958	1 035		8 375

7.12.1 Nature et échéance des emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

Montants en K€	31/12/2015	31/12/2016	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit					
Dettes participation salariés					
Emprunts issus de location-financement					
Total emprunts auprès des établt et loc. financement					
Dettes financières diverses	4 453	8 375	1 253	5 245	1 877
Total emprunts et dettes financières diverses	4 453	8 375	1 253	5 245	1 877
Concours bancaires courants		(0)	(0)		
Intérêts courus non échus					
Total concours bancaires courants et intérêts courus		(0)	(0)		
Total emprunts et dettes financières	4 453	8 375	1 253	5 245	1 877



7.12.2 Variation des emprunts et dettes financières

Montants en K€	31/12/2015	Augment.	Diminut.	Ecarts de conversion	31/12/2016
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit					
Dettes participation salariés					
Emprunts issus de location-financement					
Total emprunts auprès des établt et loc. financement					
Dettes financières diverses	4 453	4 958	1 035		8 375
Total emprunts et dettes financières diverses	4 453	4 958	1 035		8 375
Concours bancaires courants				0	(0)
Intérêts courus non échus					
Total concours bancaires courants et intérêts courus				0	(0)
Total emprunts et dettes financières	4 453	4 958	1 035		8 375

La Confédération a souscrit sur l'exercice 2016 deux nouveaux emprunts pour un montant de 2 000 k€ et 2 920 k€ en plus de celui de 5 300 k€ qui a été souscrit en novembre 2012 par la confédération auprès de la Société Générale. Ils ont affecté au financement de l'ensemble immobilier au 51 avenue Simon Bolivar dans le 19^{ème}. Ils ont été remboursés, à hauteur de 839k€, leur solde se **monte à 7 791 k€ au 31/12/2016**.

7.13 Autres passifs

Les autres passifs comprennent les éléments suivants :

Montants en K€	31/12/2015	31/12/2016	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Fournisseurs	4 440	4 915	4 915		
Fournisseurs d'immobilisations	286	9	9		
Avances et acomptes reçus sur commandes	8	11	11		
Dettes fiscales et sociales	3 607	4 468	4 468		
Comptes-courants créditeurs		(0)	(0)		
Dettes diverses	21 375	26 493	15 273		11 220
Produits constatés d'avance	604	185	185		
Total autres passifs à court terme	30 321	36 081	36 081		11 220

*Les dettes diverses à moins d'un an correspondent pour l'essentiel à des cotisations, encaissées par le Service Central de Perception et Ventilation des Cotisations –SCPVC– (Confédération) début 2017 et dues aux organisations Cfdt (4166 K€) ; ces sommes s'inscrivent dans le total de la collecte des cotisations pour l'exercice 2016 qui s'élève à 85 690 k€

La Confédération a comptabilisé en charges à payer des montants de subventions à reverser (6 232 K€) et les trois SCI ont inscrit des charges à répartir sur leurs locataires (1 269 K€).

*Les dettes diverses à plus de 5 ans correspondent à des dettes envers des Fédérations et Unions Régionales Interprofessionnelles.

En effet, les Fédérations et les Unions Régionales Interprofessionnelles ont la possibilité de confier tout ou partie de leur trésorerie à la Confédération, à des fins de placement dans le cadre d'une gestion centralisée pour compte. La dette figurant au bilan pour 11 220 K€ représente les fonds confiés par les organisations à la Confédération, en valeur historique et se rapportant à une partie de leurs réserves.

L'engagement de la Confédération consiste à reverser ces fonds aux organisations à la valeur du marché au jour de la demande de restitution de ces fonds.



7.14 Engagements hors bilan

Engagements financiers :

*La Confédération s'est portée caution pour garantir, jusqu'à hauteur respectivement de 134k€, 478k€, 4 123 k€, 7 922 k€, 1 568 k€, de cinq prêts accordés par des banques à cinq entités tierces.

Les termes de ces engagements sont fixés respectivement aux 10 juillet 2022, 17 novembre 2023, 30 mars 2029, 1^{er} mars 2041 et 1^{er} avril 2041.

*Des contrats de placement de fonds ont été souscrits par la Confédération, dans le cadre de sa gestion du portefeuille de titres immobilisés, pour un engagement total de 24 000 k€. Les parts de ces fonds sont appelées progressivement par le gérant du fonds.

Au 31 décembre 2016, un montant de 1 896 k€ a été appelé au titre de ces contrats et figure à l'actif du bilan. La partie non libérée de ces engagements s'élève à 11 406 k€.

*La confédération a affecté en nantissement le 23 novembre 2012 et au cours de l'exercice 2016, au profit de la Société Générale, des parts de titres FCP Investissement, pour un montant total évalué à 5 301 k€, 1 000 k€ et 1 460 k€.

Ce nantissement de titres vient garantir les emprunts souscrits par la confédération auprès de la Société Générale :

- d'un montant de 5 300 k€ d'une durée de 10 ans remboursable en 40 trimestrialités
- d'un montant de 2 000 k€ d'une durée de 7 ans remboursable en 84 mensualités
- d'un montant de 2 920 k€ d'une durée de 7 ans remboursable en 72 mensualités.



7.15 Tableau des ressources

7.15.1 Selon le règlement comptable des organisations syndicales n°2009-10 (CRC)

Montants en K€	31/12/2016	31/12/2015
RESSOURCES DE L'ENSEMBLE CONFEDERAL		
Cotisations reçues (1)	23 201	23 132
"+" subventions contributions-contributions reçues (2)	26 187	24 300
dont reversement subventions-contributions à des organisations affiliées (2)	(14 850)	(10 689)
"+" autres produits d'exploitation perçus (3)	14 606	20 872
Total des Ressources	63 994	68 305
Produits financiers perçus	3 251	4 117
Résultat net (part du groupe)	67 245	72 422

(1) Montant des cotisations relevant des activités gérées par la confédération (23 201 K€).

Le montant des cotisations représente la quote-part calculée pour les entités confédérales, suivant la charte financière CFDT. Elle est générée par la centralisation de la collecte totale des organisations affiliées à la CFDT, s'élevant à un montant de 85 690 k€ pour l'exercice 2016.

(2) La Confédération reverse une partie de ces ressources aux organisations affiliées qui contribuent à la réalisation des actions financées. De ce fait, l'analyse du poste « subventions-contributions » (25 380k€) n'est pertinente que si l'on tient compte de 14 503 k€ de reversements, ramenant le montant de ressources nettes à 10 877 k€.

(3) Voir paragraphe 7.17 « Autres produits d'exploitation ».

Les ressources de la Confédération et des entités consolidées sont exclusivement réalisées en France.

7.15.2 Fait générateur des cotisations

Le versement des cotisations est comptabilisé selon le principe édicté par la « Charte financière » régissant la répartition des cotisations entre structures affiliées à la CFDT.

En conformité avec le règlement n° 2009-10 du CRC, l'individualisation par structures CFDT des flux de cotisations, dont le versement intervient postérieurement à la clôture, permet la reconnaissance d'un produit à recevoir comptabilisé sur l'exercice arrêté au 31 décembre.

7.15.3 Contributions publiques de financement

Ces contributions sont comptabilisées à réception d'une notification délivrée par le financeur. Conformément au principe repris dans le paragraphe 2.6 du règlement CRC (n° 2009-10 - Annexe – Règles comptables des organisations syndicales -), il est tenu compte d'éventuelles conditions suspensives ou résolutoires figurant dans la convention et précisant les termes des actions à mener.

Durant l'exercice 2016, les contributions enregistrées en produits ont fait l'objet d'un traitement comptable obéissant aux règles ci-dessus rappelées.



7.15.4 Contributions volontaires en nature

La Confédération CFDT se réfère aux dispositions de l'article 4 du règlement CRC n° 2009-10 (Annexe) définissant le « Traitement des contributions en nature », effectuées à titre gratuit.

Les contributions volontaires en nature sont exclusivement constituées par des mises à disposition de permanents syndicaux ; leur durée de fonction au sein de la Confédération, renouvelable, correspond généralement à un mandat relevant du Congrès confédéral qui se tient tous les quatre ans.

Le nombre de personnes mises à disposition est de 24 en 2016. Ces personnels sont issus essentiellement des entreprises et fonctions publiques.

Les indications émanant des entités tierces concernées permettent à la Confédération d'appréhender la valorisation de ces contributions, à savoir 1 842 € pour l'exercice 2016.



7.16 Charges d'exploitation

Le montant de l'ensemble des charges d'exploitation, impôts & taxes et dotations aux amortissements & provisions figurant en résultat d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

Détails des charges d'exploitation		
Autres charges d'exploitation en K€	31/12/2016	31/12/2015
Reversement subventions aux organisations (autres charges) :		
- Confédération	14 683	10 481
- Isefoj	167	208
Charges de gestion GIE CFDT Presse & Confédération	1 834	1 903
Autres charges d'exploitation	174	203
Total	16 858	12 795
Dotations aux amortissements & provisions en K€	31/12/2016	31/12/2015
Centre de formation Bierville	219	389
Amortissements des SCI	1 350	1 338
Amortissements GIE Villette	2 081	2 029
Amortissements Confédération	4 545	4 470
Provisions Confédération	2 058	6 782
Autres dotations amortissements et provisions (Gie-Presse...)	30	54
Total	10 283	15 062
Achats consommés en K€	31/12/2016	31/12/2015
Charges communes AGI	903	838
Centre de formation Bierville	467	459
Achats pour ventes GIE CFDT Presse	1 016	1 144
Achats des SCI	233	236
Achats consommés du GIE Villette	226	224
Autres achats consommés	103	78
Total	2 948	2 979
Charges externes en K€	31/12/2016	31/12/2015
Charges communes AGI	1 136	1 177
Centre de formation Bierville	902	951
Coûts des charges SCI	845	761
Intermédiaires Associations Iris et Isefoj (cf. études)	232	213
Achats et charges GIE Belleville et Villette	4 674	4 451
Achats et charges GIE CFDT Presse	3 144	4 282
Achats, prestations reçues, frais généraux Confédération	12 415	9 830
Autres charges externes	90	89
Total	23 438	21 754



Frais de personnel en K€	31/12/2016	31/12/2015
Coûts salariaux GIE Belleville & Gie-Villette	18 246	17 720
Autres charges de personnel Confédération	389	402
Autres frais de personnel		
Total	18 635	18 122

Impôts & taxes en K€	31/12/2016	31/12/2015
Taxes sur les salaires et autres GIE Belleville	1 469	1 432
Taxes des 3 SCI	309	309
Taxes diverses Confédération	657	653
Autres taxes GIE Vilette	150	189
Autres impôts et taxes	17	34
Total	2 602	2 617

7.17 Autres produits d'exploitation

Le montant des autres produits d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

Montants en K€	31/12/2016	31/12/2015
Autres produits (loyers Confédération et SCI, facturation Agi, ventes et publicité Gie Cfdt- Presse, prestations centre de Bierville...)	11 385	12 351
Reprises amortissements et provisions d'exploitation	2 908	8 208
Transferts de charges d'exploitation	313	313
Total	14 606	20 872

La baisse des reprises sur amortissements est due à une modification de méthode d'enregistrement des provisions CNAS.



7.18 Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

Montants en K€	31/12/2016	31/12/2015
Produits financiers		
Autres produits de participation	64	57
Revenus des créances et VMP	249	258
Reprises sur provisions et transferts de charges		12
Produits nets sur cessions de VMP	2 938	3 790
Autres produits financiers		
Total	3 251	4 117
Charges financières		
Dotations aux provisions	2 478	1 129
Intérêts et charges assimilées	141	112
Charges nettes sur cessions de VMP	1	
Autres charges financières		
Total	2 620	1 242
Résultat financier	631	2 875

Les dotations correspondent aux provisions sur portefeuille TIAP (Moins-Value latentes).

7.19 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose de la manière suivante :

Montants en K€	31/12/2016	31/12/2015
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	36	13
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	58	14
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
- Sur cession d'éléments d'actif incorporel		
- Sur cession d'éléments d'actif corporel		
- Sur cession d'autres éléments d'actif financier		
Autres produits exceptionnels	2 405	474
Reprises de provisions exceptionnelles		
Total	2 499	500
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1	41
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	35	16
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
- Sur cession d'éléments d'actif incorporel		
- Sur cession d'éléments d'actif corporel		
- Sur cession de titres consolidés		1
- Sur cession d'autres éléments d'actif financier	22	
Dotations exceptionnelles aux amort. et aux provisions	13	
Total	71	58
Résultat exceptionnel	2 428	443

(1) Autres produits exceptionnels : ajustement de solde sur portefeuille de placement



7.20 Impôts

La charge d'impôts est la suivante :

Montants en K€	31/12/2016	31/12/2015
Impôt exigible sur revenus du portefeuille titres	53	52
Impôts	53	52

7.21 Effectif

L'effectif employé par les entités intégrées globalement se décompose comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Cadres et équivalents	188	179
Employés	112	113
Total	300	292



8 Autres informations

8.1 Évènements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

8.2 Dirigeants

Les informations requises dans le cadre du paragraphe 425 du règlement 99-2 CRC ne sont pas communiquées car cela aboutirait à donner une information individuelle.

8.3 Honoraires Commissaires aux Comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat de l'exercice s'élève au titre de la mission d'audit à :

Ernst & Young EY	96 236 €
PricewaterhouseCoopers PWC	99 542 €
Et au titre des missions accessoires :	
Ernst & Young EY	18 796 €
PricewaterhouseCoopers PWC	14 427 €

8.4 Liste des organismes paritaires

La Confédération CFDT a des liens avec des organismes paritaires dans lesquels, soit elle assure la gouvernance conjointement avec les autres organisations représentatives d'employeurs et salariés, soit elle participe à une gestion paritaire.

En référence à la doctrine comptable relative aux modalités d'application de l'article L.2135-2 du code du travail, les organismes visés sont listés ci-après :

PROTECTION SOCIALE		
	CNAM AT/TS	Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés
	AGIRC ARCCO	Caisses retraite complémentaire des cadres
	CNAF	Caisse Nationale des allocations familiales
	ORST	Observatoires régionaux de la santé au travail
	CNAV	Caisse Nationale d'assurance Vieillesse
	ACOSS	Agence centrale des organismes de sécurité sociale
EMPLOI		
	AGEFIPH	Fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées
	UNEDIC / POLE EMPLOI	Union nationale inter professionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
LOGEMENT		
	UESL	Union des entreprises et des salariés pour le logement
DIALOGUE SOCIAL		
	ADSA	Association paritaire inter professionnelle nationale pour le développement du dialogue social dans l'artisanat
	AGFPN	Association de gestion du fonds paritaire national
ETUDES		
	IRES	Institut de recherches économiques et sociales

3. LA CLOTURE BUDGETAIRE

Ce rapport rend compte des opérations de gestion financière des budgets qui relèvent de la responsabilité statutaire du Conseil National : la perception et la ventilation des cotisations ainsi que l'utilisation des différentes parts nationales de cotisations selon leur objet et leur budget spécifiques.

Ce rapport présente et commente les résultats de l'exercice 2016 ; les données des exercices antérieurs sont rappelées pour mémoire.

Sommaire

1	LA COTISATION	page 74
2	LA PERCEPTION ET LA VENTILATION DES COTISATIONS	76
3	LES BUDGETS	78
	a. Budget confédéral	78
	b. Budget presse	80
	c. Budget CNAS	82
	d. Budget solidarité syndicale mondiale (SSM)	87
	e. Budget fonds d'organisation	88
4	BIERVILLE	89

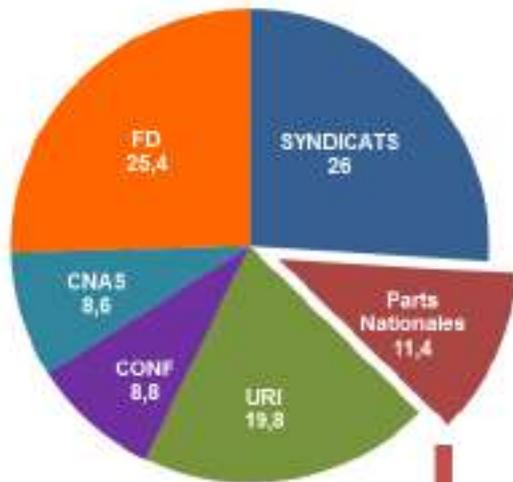
Ce rapport est exprimé en Euros

Confédération Française Démocratique du Travail

1 LA COTISATION

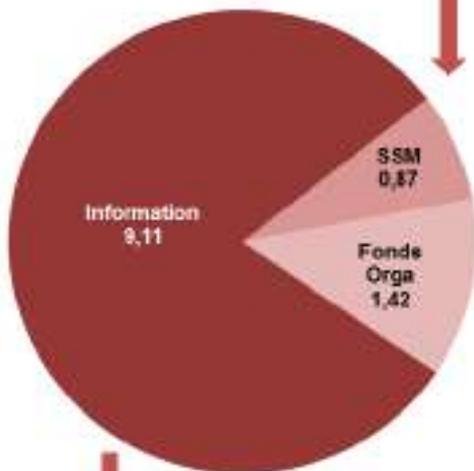
1.1. La répartition de la cotisation : le rôle du CNC est de veiller à l'utilisation des cotisations conformément à leur objet

Cotisation des salariés :



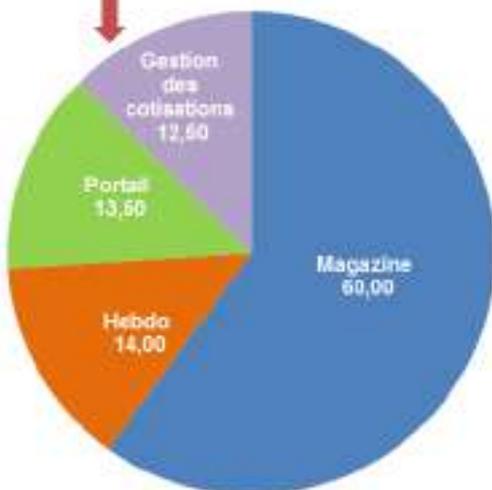
Répartition Cotisation Salarié en %
(charte de la cotisation syndicale adoptée par le CONGRES)

- Part SYNDICATS
- Parts Nationales
- Part URI
- Part CONF finance le budget confédéral
- Part CNAS finance le budget CNAS
- Part FD



Répartition des parts Nationales en %
décidée par le CONSEIL NATIONAL

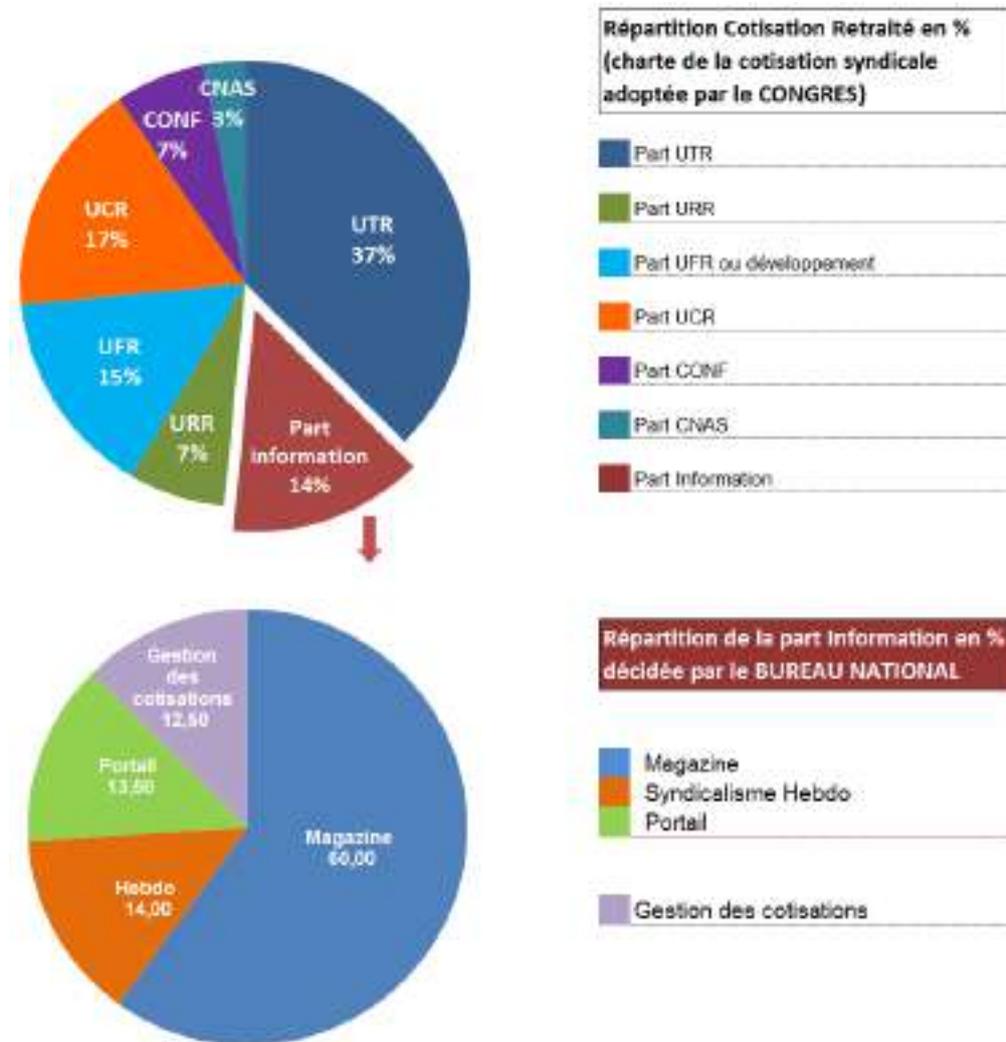
- Part Information
- Part SSM (solidarité mondiale syndicale) finance le budget SSM
- Part Fonds d'Organisation finance le budget Fonds d'Organisation



Répartition de la part Information en %
décidée par le BUREAU NATIONAL

- Magazine
- Syndicalisme Hebdo
- Portail
- finance le budget Presse
- Gestion des cotisations

Cotisation des retraités :



1.2. Le découpage budgétaire extrait du document de la politique financière confédérale adopté par le BN de septembre 2014

« Un premier niveau de découpage budgétaire découle de la ventilation des parts de la cotisation prévue par la charte de la cotisation syndicale :

- Le budget confédéral dont la partie moyens internes est constituée pour l'essentiel de la part cotisation, de dotations, des versements du CES et des produits financiers.
- Le budget de la CNAS dont les recettes cotisations sont complétées par les produits financiers d'une réserve prévue à cet effet ; les charges découlent des aides versées et des frais de gestion.
- Le budget de la presse, financé par la part Information provenant des cotisations, couvre l'essentiel des charges du Magazine et d'une partie de Syndicalisme Hebdo et du Portail.
- Le budget du fonds d'organisation et celui du SSM.

Ce premier niveau de ventilation est complété par les budgets pour la gestion des subventions de formation perçues nationalement (Responsables syndicaux, élus Prud'hommes, responsables de la formation professionnelle, administrateurs d'organismes paritaires...) et dont une partie est affectée aux opérations de coordination, l'autre étant répartie entre les organisations.

La périodicité et le caractère aléatoire de certaines activités conduisent à compléter ce dispositif par des budgets spécifiques pour des activités ponctuelles : Congrès, Campagnes électorales, manifestations, rassemblements... Les recettes proviennent de réserves affectées au sein de la trésorerie et la réserve générale de la Confédération. »



2 LA PERCEPTION ET LA VENTILATION DES COTISATIONS

2.1. Les recettes cotisations

Adhérents salariés

La recette des cotisations réglées par les salariés est de 81 857 008,43 € pour 6 450 994 cotisations mensuelles, répartis selon le tableau page suivante.

Le nombre de cotisations réglées par les salariés baisse de 1,03 % par rapport à 2015. La valeur de la cotisation moyenne, calculée sur la base de la collecte déclarée par les syndicats, est de 12,6891 € soit une augmentation de 1,30 % par rapport à 2015. Le salaire moyen de base a augmenté de 1,2 % (en glissement annuel, année de référence 2016). Sur la collecte répartie, les recettes cotisations des salariés augmentent de 0,22 %.

Adhérents retraités

La recette versée par les adhérents retraités est de 3 833 244,40 € pour 438 174 cotisations mensuelles.

Le nombre de cotisations réglées par les retraités augmente de 0,52 % ; la cotisation moyenne augmente de 1,19 %. La cotisation moyenne réelle pour les retraités est de 8,7482 €.

Sur la collecte répartie, les recettes cotisations salariés + retraités sont en baisse de 0,47 % par rapport aux prévisions budgétaires et augmentent de 0,29 % par rapport à la clôture 2015.

Rappel des préconisations :

Pour l'exercice 2016, le taux de réévaluation de la cotisation « salarié » proposé était de 1,4% et celui de la cotisation « retraité » était de 0 %.

2.2. Tableau des recettes cotisations

COTISATIONS Salariés	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
FEDERATIONS	17 861 394,69	18 462 085,38	18 857 924,66	18 991 200,83	19 079 560,70	19 603 937,63	19 651 663,02
SYNDICATS	21 398 083,94	21 935 460,66	22 396 643,68	22 650 610,34	22 728 099,59	23 387 660,46	23 426 083,85
REGIONS ^(*)	13 926 806,85	14 395 649,40	14 703 947,30	14 807 692,80	14 876 267,26	15 285 530,75	15 322 400,95
CONFEDERATION	6 187 847,91	6 396 124,46	6 533 351,70	6 579 409,27	6 610 241,50	6 791 468,87	6 808 379,07
FONDS INFORMATION	6 406 790,74	6 622 037,57	6 764 453,72	6 812 004,83	6 843 650,34	7 031 344,15	7 048 356,04
SSM	614 061,24	635 016,51	648 387,63	653 081,69	655 736,99	673 997,39	675 419,07
FONDS ORGANISATION	998 966,57	1 033 115,54	1 055 257,38	1 062 553,54	1 067 103,95	1 097 038,31	1 099 249,38
CNAS	6 047 418,10	6 251 125,78	6 384 925,61	6 430 392,61	6 460 008,74	6 637 635,81	6 653 555,21
UCC	851 624,24	880 260,45	899 138,42	905 494,82	909 690,00	934 693,09	936 969,97
Collecte répartie	74 292 994,28	76 610 875,74	78 244 030,10	78 892 440,73	79 230 359,07	81 443 306,44	81 622 076,56
Collecte des syndicats	74 476 351,15	76 655 000,88	78 274 334,98	79 176 563,14	79 537 561,92	81 652 708,60	81 857 008,43
Nb cotisations mensuelles	6 383 173	6 473 155	6 509 916	6 478 985	6 447 758	6 518 350	6 450 994
Valeur moyenne mensuelle	11,6676	11,8420	12,0240	12,2205	12,3357	12,5266	12,6891

COTISATIONS Retraités	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
CONFEDERATION	214 216,51	222 002,03	229 451,17	235 715,08	240 062,55	244 319,71	248 795,20
FONDS INFORMATION	461 386,10	478 205,19	494 232,90	507 643,36	517 031,07	526 213,65	535 842,98
CNAS	98 859,24	102 472,54	105 903,92	108 771,31	110 804,78	112 766,30	114 845,41
UFR	301 672,36	315 067,85	326 579,04	338 083,48	337 743,81	340 048,22	340 208,91
DEVELOPPEMENT/SOLIDARITE	192 666,82	197 294,86	202 940,54	205 816,99	216 193,24	223 783,26	233 930,48
UCR	560 245,34	580 677,73	600 136,82	616 414,68	627 792,43	638 979,95	650 688,39
UTR	1 241 582,94	1 287 788,18	1 333 000,57	1 374 301,56	1 386 038,32	1 413 120,79	1 437 472,14
URR	230 671,57	239 102,60	247 094,51	253 843,63	258 515,54	263 106,83	267 943,40
Collecte répartie	3 301 300,89	3 422 610,97	3 539 339,47	3 640 590,08	3 694 181,73	3 762 338,69	3 829 726,91
Collecte des UTR	3 310 874,21	3 434 088,95	3 554 660,78	3 664 803,96	3 696 095,30	3 768 319,23	3 833 244,40
Nombre de cotisations	429 636	436 239	438 889	438 948	434 188	435 896	438 174
Valeur moyenne mensuelle	7,7062	7,8720	8,0992	8,3491	8,5127	8,6450	8,7482

La différence entre la collecte des syndicats et des UTR et la collecte répartie s'explique par des frais payés par le SCPVC (frais bancaires, impayés, prélèvements, virements et régularisation d'exercice).

(*) Inclus les DOM-TOM : en 2016, la cotisation totale s'élève à 18 187,24 € (vs 17 721,17 € en 2015)

3 LES BUDGETS

a. Budget confédéral

3.a.1. Commentaire général

A la clôture, le budget est en déficit de 813 830,52 €.

Lors de son adoption par le Bureau National, le budget de fonctionnement n'intègre que les ressources jugées stables et pérennes.

A partir de 2016, l'augmentation des recettes est due à l'apport du financement issu du Fonds de Financement du dialogue social (AGFPN). En effet, ce sont 85% des fonds publics et de la gestion du paritarisme qui sont affectés au budget de fonctionnement. Le budget prévoyait un apport de 4 692 290 €, l'apport s'est élevé à la clôture à 5 868 312,71 €.

Les ressources non consommées sont affectées dans les réserves pour les différents projets de la Confédération, validés par le Bureau National.

3.a.2. Tableau constitution du résultat du budget confédéral

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Information Communication	246 882,83	250 699,14	260 989,93	279 744,40	318 249,78	296 958,83	351 205,26
Fonctionnement structures	351 331,74	374 398,43	551 753,38	561 841,58	609 283,73	585 831,34	592 116,90
Fonctionnement général	733 921,32	837 139,68	782 634,72	857 486,55	863 666,08	1 067 048,87	1 182 977,77
International	428 979,28	481 370,04	467 758,90	443 670,32	451 672,33	502 875,75	518 758,84
Charges de gestion	128 482,26	141 865,04	134 810,33	144 183,07	188 590,84	121 478,69	116 020,33
Personnel	9 853 947,17	10 391 856,37	10 880 606,96	10 794 348,48	12 238 890,64	12 799 872,23	13 457 758,11
Loyers et charges	1 019 691,84	1 038 907,92	1 045 907,28	1 151 662,89	1 285 389,50	1 238 414,86	1 243 771,44
Informatique	732 277,97	789 975,66	859 883,34	1 053 465,60	1 122 225,92	1 202 302,54	1 463 586,56
TOTAL DEPENSES	13 495 514,41	14 306 212,28	14 984 344,84	15 286 402,89	17 077 968,82	17 814 783,11	18 926 195,21
Cotisations Salariés	6 187 847,91	6 396 124,46	6 533 351,70	6 579 409,27	6 610 241,50	6 791 468,87	6 808 379,07
Cotisations Retraités	214 216,51	222 002,03	229 451,17	235 715,08	240 062,55	244 319,71	248 795,20
Reversements CESE	589 786,71	640 856,68	627 746,60	620 168,77	599 006,37	592 460,56	607 486,23
Dotations (conseillers techniques)	637 427,27	645 679,82	650 434,09	658 140,53	597 688,77	678 221,27	675 848,09
Recettes complémentaires	150 794,99	150 000,00	150 000,00	200 000,00	224 631,72	200 000,00	200 000,00
Produits financiers	1 861 400,00	1 861 400,00	1 861 400,00	1 861 400,00	1 861 400,00	1 861 400,00	1 861 400,00
Valorisation MAD	2 067 266,96	2 207 194,13	1 925 582,72	1 839 607,13	1 800 490,77	1 811 426,36	1 842 143,40
Apport réserves des détachés	1 786 774,04	2 169 375,87	2 546 577,28	2 782 544,47	2 901 048,93	2 927 841,14	0,00
Financement Dialogue social							5 868 312,71
TOTAL RECETTES	13 495 514,39	14 292 632,99	14 524 543,56	14 776 985,24	14 834 570,61	15 107 137,90	18 112 364,69
RESULTAT	-0,02	-13 579,29	-459 801,28	-509 417,65	-2 243 398,21	-2 707 645,21	-813 830,52

b. Budget Presse

3.b.1. Tableau de répartition de la part Information

	2014	2015	2016
PRESSE			
Magazine	71%	60 %	60 %
Syndicalisme Hebdo	19%	14 %	14 %
PRE	10%	13,5%	13,5%
GESTION DES COTISATIONS		12,5%	12,5%
TOTAL	100%	100%	100%

3.b.2. Commentaire général

La diffusion de l'Hebdo ne permet pas de combler la perte des ressources due à la baisse de la part affectée.

Le Portail de Ressources Etendu lancé en juin 2008 affiche un résultat négatif cette année.

Cfdt Productions n'a pas un chiffre d'affaires suffisant pour permettre de couvrir la totalité de ses frais fixes, ce qui explique son résultat déficitaire.

Le résultat déficitaire de l'activité presse provient en partie de la baisse de la part information affectée à ce budget mais aussi au recul continu des recettes abonnements ventes des titres.

3.b.3. Tableau constitution du résultat du budget Presse

NB : Cette activité étant assujettie à la TVA, les recettes et les dépenses sont présentées hors taxes, y compris les recettes cotisations qui supportent une TVA de 2,10 % pour les titres CFDT Magazine et Syndicalisme Hebdo, et de 20 % pour le PRE.

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
CFDT Magazine	3 982 223,16	4 146 619,83	4 349 106,97	4 186 300,38	4 549 763,01	4 590 999,44	4 625 277,15
Syndicalisme Hebdo	1 825 491,42	1 825 524,23	1 881 915,53	1 840 219,00	1 987 698,38	1 879 068,30	1 882 307,49
La Revue	218 806,68	213 212,16	164 472,41	111 926,84			
Action Juridique	241 452,20	186 909,54	252 590,39	226 057,86	219 763,32	244 011,29	343 079,23
Social Actualité	297 622,66	291 983,68	313 618,23	147 232,76			
CFDT : La Revue				194 021,17	390 764,00	322 756,51	289 535,37
PRE	460 830,00	387 635,63	451 672,67	770 912,07	939 387,74	848 964,50	930 605,83
Sous-total Presse	7 026 426,12	7 051 885,07	7 413 376,20	7 476 670,09	8 087 376,46	7 885 800,03	8 070 805,06
CFDT Productions	483 444,76	526 188,07	691 633,98	487 799,10	563 888,79	557 109,14	464 349,43
Audiovisuel	215 726,40	272 592,00	128 220,16	171 502,80	241 812,44	255 259,41	254 373,77
Agenda	429 487,57	449 332,32	456 246,00	451 285,00	430 187,00	400 989,00	372 858,00
Sous-total autres Presse	1 128 658,73	1 248 112,39	1 276 100,13	1 110 586,90	1 235 888,23	1 213 357,55	1 091 581,20
TOTAL DEPENSES	8 155 084,85	8 299 997,46	8 689 476,34	8 587 256,99	9 323 264,69	9 099 157,58	9 162 386,26
COTISATIONS Salariés (HT)	6 275 015,42	6 485 835,03	6 625 321,95	6 598 677,45	6 602 904,78	5 887 201,21	5 901 444,93
COTISATIONS Retraités (HT)	451 896,28	468 369,43	484 067,49	491 745,78	498 842,78	440 587,97	448 650,41
ABONNEMENTS VENTES	1 888 990,50	1 740 277,87	1 544 747,29	1 599 696,17	1 619 134,00	1 449 496,16	1 441 209,21
SUBVENTIONS	315 550,20	312 072,48	266 974,53	293 975,84	310 069,05	352 577,80	359 276,52
DIVERS	379 309,95	380 751,01	465 891,27	439 177,85	436 613,01	339 514,34	357 515,56
TOTAL RECETTES	9 310 762,34	9 387 305,83	9 387 002,53	9 423 273,09	9 467 563,62	8 469 377,32	8 508 096,63
RESULTAT	1 155 677,49	1 087 308,37	697 526,19	836 016,10	144 298,93	-629 780,26	-654 289,63

c. Budget CNAS

3.c.1. Recettes et répartition

Le budget de la CNAS est alimenté par une part des cotisations. Cette part est fixée à 8,6 % pour la cotisation des salariés et 3 % pour celle des retraités. Pour 2016, le montant de la part CNAS des cotisations s'établit comme suit :

Cotisation des salariés :	6 653 555,21 €
Cotisation des retraités :	114 845,41 €

Les recettes cotisations sont complétées par les produits financiers provenant de la réserve de financement constituée à partir des résultats des exercices antérieurs pour un montant de 1 676 900 €. Cette recette complémentaire permet de financer le fonctionnement de la CNAS.

Le budget de la CNAS, déduction faite des charges de gestion est affecté en pourcentage pour chacune de ses « branches ». Cette répartition statutaire a été modifiée par le congrès confédéral de Marseille en 2014 et s'établit comme suit :

15 % pour la branche « grèves »

45 % pour la branche « juridique » (défense du droit syndical, défense juridique au titre de l'intérêt général ou collectif, soutien aux adhérents)

10 % pour la branche « actions de proximité »

13 % pour la branche « aide aux services aux adhérents » (dont Réponses à la carte)

17 % pour la branche « autres prestations » (victimes de la répression syndicale, assurances, contrat défenseur, soutien aux rétro-adhérents).

3.c.2. Branche « Grève »

La prestation grève a été modifiée par le congrès de Marseille. Les nouvelles dispositions ont permis d'indemniser plus de dossiers qu'auparavant. Par ailleurs, la conflictualité a été plus importante en 2016 par rapport à 2015. Ainsi, 81 dossiers ont été enregistrés en 2016 (contre 63 en 2015, 32 dossiers en 2014 et 28 dossiers en 2013). Au total 931 adhérents ont été indemnisés pour un montant total de 185 152 € (soit une moyenne de 199 € par adhérent indemnisé). L'ensemble représente 27 302 heures indemnisées.

Pour garantir la capacité de résistance et de faire face aux engagements vis-à-vis de tous les adhérents en cas de conflits longs ou nombreux, une réserve grève a été instituée au congrès de Paris de 1992. L'objectif adopté en congrès a été de garantir 10 jours de prestation grève à l'ensemble des adhérents de la CFDT. Sur la base de 7 heures/jour, le besoin théorique pour l'année 2016 est de 291 467 638 €. La réserve constatée est de 113 284 682,68 € au 31/12/2016 avant affectation du résultat de l'exercice.

En vertu des modalités de la nouvelle prestation grève, le niveau de la réserve permet au 31/12/2016 de garantir 27 Heures 30 de grève pour l'ensemble des adhérents de la CFDT soit 39% de l'objectif fixé au congrès de Paris.



3.c.3. Branche « Juridique »

Dossiers juridiques

En 2016, 575 nouveaux dossiers juridiques, droit syndical et fonds tactique, ont été enregistrés en légère diminution par rapport aux deux années précédentes.

Dossiers soutien à l'adhérent

On distingue la défense des adhérents de plus de 6 mois d'adhésion de la défense des rétro-adhérents en termes de règles et en termes de budget. Seuls les dossiers de soutien des adhérents anciens sont pris en compte dans la branche « juridique », les dossiers de rétro-adhérents relevant de la branche « autres prestations ». Le nombre de dossiers nouveaux ouverts en 2016 s'élève à 1346 en légère baisse par rapport aux deux années précédentes.

Hausse des paiements

Le total des paiements sur les dossiers juridiques et adhérents effectués en 2016 sur l'ensemble des dossiers en cours s'élève à 1 921 667,17 € soit un volume très supérieur à 2015 (1,3 M€), correspondant à une hausse des paiements de +46%. Ceci explique la baisse des provisions affectées aux dossiers en cours (voir paragraphe 7).

Fond expérimental

L'adoption au congrès de Marseille d'une disposition pour enregistrer des « pré-dossiers » et éventuellement de prendre en charge des études juridiques précontentieuses n'a pas donné lieu à de nombreuses demandes. Celles-ci sont en général traitées dans le cadre usuel des dossiers juridiques avec une prise en charge exceptionnelle de la phase de conseil préalable. Un seul dossier a donné lieu à une étude préalable à laquelle il n'a pas été donné une suite juridique. Cette unique dépense hors dossier juridique a été inscrite au titre du « fonds expérimental » pour 1 296 €.

En revanche, afin de répondre à une demande de précontentieux dans le cadre d'un dossier en cours, le Comité de Gestion a accepté à titre exceptionnel de prendre en charge l'assistance d'un avocat pour les recours hiérarchiques auprès du ministre du Travail contre une décision de l'inspection du travail autorisant le licenciement de salariés protégés. Cette disposition exceptionnelle a été proposée, après l'exercice 2016, au Conseil National Confédéral pour modification du Règlement Intérieur de la CNAS (février 2017).

3.c.4. Branche « Action » / « Actions de proximité »

Prestation Action

Cette prestation pour des négociations innovantes a été abandonnée et transformée au congrès de Marseille 2014 en prestation Action de Proximité. Un dossier relevant de cette branche était toujours en cours. Il a été soldé en 2016.

Prestation Action de Proximité

Cette prestation destinée aux syndicats pour aller à la rencontre des salariés éloignés du syndicalisme est déclinée en deux types de projets : « négociations de protocoles électoraux » et « lieux de rencontre ».

69 dossiers « négociations de protocoles » ont été pris en charge par le comité de gestion avant le 31/12/2016. Au total, 62 syndicats ont fait remonter leurs justificatifs pour paiement tandis que 15 n'ont pas répondu aux relances ou ont envoyé leurs justificatifs après la clôture (et seront donc payés en 2017). Au total 1201 négociations ont été validées au 31/12/2016 (pour un montant de 120 100 €).

8 dossiers « lieux de rencontre » ont été approuvés par le comité de gestion en 2016. Les justificatifs remontés avant clôture ont été validés à hauteur de 59 969 €.



La procédure pour les dossiers « protocoles » a été rendue plus fluide pour une prise en charge plus rapide. Le comité de gestion a décidé de proposer la reconduction des dossiers arrivant à échéance pour 2 années supplémentaires (afin de couvrir un cycle électoral complet de 4 ans).

En revanche, un certain nombre de difficultés ont été rencontrées concernant les projets « lieux de rencontre » (complexité de la gestion de projet pour les petits syndicats, effet d'aubaine éloigné de l'objet initial de la prestation, large spectre des demandes, etc.). Ces dossiers nécessitent un suivi et un effort d'accompagnement individualisés par la CNAS et le service DOF. Pour permettre la prise en charge d'initiatives plus simples et parfois conjoncturelles, le comité de gestion a décidé d'accepter des dossiers à durée courte.

3.c.5. Branche « Action » / « Actions de proximité »

Branche « Service aux adhérents »

Cette nouvelle branche budgétaire a été créée lors du congrès de Marseille de 2014. Il s'agit d'accompagner les expérimentations de services en direction des adhérents, de leur apporter une aide individuelle concernant des informations ou des réponses à des demandes précises, de les orienter vers les services aptes à traiter un problème particulier en prenant appui sur le réseau CFDT.

Le dispositif « Réponses à la carte » entre dans ce cadre (en particulier le contrat avec le centre d'appels DOMPLUS et le développement du logiciel OPERA). La CNAS a financé ce dispositif à hauteur de 715 213,23 €.

3.c.6. Branche « Autres prestations »

Dossiers « rétro-adhérents »

En 2016, les règlements de « forfaits défenseurs » effectués pour les dossiers rétro-adhérent s'élèvent à 122 010 € soit un volume de règlement en hausse de +38% par rapport à 2015 (88k€).

Conformément à la résolution adoptée au congrès de Marseille de 2014, la formation des défenseurs agréés a été prise en compte et la CNAS a financé la participation de défenseurs agréés aux 4 rassemblements de formation prud'homale organisés sous l'égide de l'ISEFOJ, pour un montant total de 74 400 €. Un budget « formation défenseurs » sera systématiquement adopté dans le cadre du budget annuel de la CNAS.

Dossiers « Victimes »

Ces dossiers ont pour but d'aider financièrement les militants subissant dans le cadre d'une responsabilité syndicale une mise à pied avec perte de salaire (ou heures de délégation non payées etc.). En 2016, 12 dossiers ont été ouverts (11 en 2015, 13 en 2014 et 15 en 2013). Les sommes versées en 2016 par la CNAS aux syndicats pour leurs militants victimes de la répression s'élèvent à 18 974,52 € (29 275 € en 2015).

Assurances

Ce poste recouvre : l'assurance « responsabilité civile syndicats » qui couvre toutes les structures lorsqu'elles sont amenées à louer temporairement une salle, ainsi que les fautes ou défaillances des défenseurs juridiques agréés dans le cadre d'un dossier CNAS. L'assurance « vie syndicale » qui protège l'ensemble des adhérents participant à une initiative CFDT. L'assurance « vie professionnelle » couvrant tous les adhérents en cas de mise en cause par un tiers dans le cadre de leur exercice professionnel.

Le montant en 2016 a été de 60 340,00 € presque identique à celui de 2015 (59 950 €).

Contrats Assurances MACIF	Nombre de dossiers déposés en 2016	Nombre de dossiers déposés en 2015
Responsabilité civile des syndicats	0	4
Vie Syndicale	3	1
Vie professionnelle	5	4

3.c.7. Frais de Gestion

Les frais de gestion couvrent les dépenses liées aux frais de personnel de l'unité CNAS, d'une partie du service juridique et du service informatique ainsi que les frais de fonctionnement : loyer, téléphone, frais d'impression et les dépenses liées aux réunions. Ils couvrent également les frais de communication de la CNAS dont une partie des cartes d'adhérent, du guide des trésoriers et des abonnements à Cfdt Magazine pour les adhérents au PAC. Le total des frais de gestion pour 2016 s'élève à 1 378 723,16 € (contre 1,4 M€ en 2015). Les produits financiers issus de la réserve de financement permettent de couvrir ces frais.

3.c.8. Provision des dossiers

En 2015, une nouvelle méthode de provision des dossiers a été mise en place suite à une extraction statistique effectuée sur l'application informatique de la CNAS. La nouvelle méthode de calcul avait nécessité la reprise intégrale des provisions 2014 pour poser l'intégralité des nouvelles provisions par typologie de dossiers. En 2016, la méthode étant la même que celle de l'exercice précédent, seuls les écarts de provisions ont été comptabilisés. Le total des écarts de provisions est de -1 213 336,72 €.

Cette diminution des provisions témoigne d'une plus grande activité de la CNAS. Il résulte en effet d'un plus grand nombre de paiements sur les dossiers diminuant ainsi le montant à provisionner par dossier en cours. A ce titre on peut remarquer que le budget alloué aux dossiers « adhérents » a été atteint à 98 %.

D'autre part, comme annoncé l'an dernier, une campagne a été menée pour mettre en « terminé » les dossiers anciens inactifs et laissés par défaut « en cours » faute d'indication spécifique fournie par les syndicats et donc inutilement provisionnés.

Total des provisions 2015 :	6 837 728,41 €
Total des provisions 2016 :	5 624 391,68 €
336	-1 213 336,72 €

3.c.9. Tableau de résultat (page suivante)



LIGNE analytique	Réalisé 2015	Budget 2016	Réalisé 2016	% réalisé/ budget
DEPENSES				
Grève	131 480,00	1 039 510,00	185 152,57	18%
Adhérents	337 883,43	498 963,20	487 319,01	98%
Tactique / Intérêt Général ou Collectif	266 225,90	1 091 482,00	482 551,85	44%
Fonds expérimental/ solidarité	0,00	0,00	1 296,00	
Droit syndical	715 654,30	1 528 074,00	951 796,31	62%
Victimes	29 275,07	55 610,00	18 974,52	34%
Assurance	59 950,00	289 170,00	60 340,00	21%
Rétro adhérents	88 495,00	793 330,00	122 010,00	15%
Abt Défenseurs Action Juridique	38 297,00	40 000,00	33 082,00	83%
Formation défenseurs			74 400,00	
Aide au service aux adhérents				
Réponse à la Carte	576 199,84	900 910,00	715 213,23	79%
Actions de Proximité salariés éloignés				
Négociation de protocoles électoraux	0,00	693 010,00	120 100,00	
Lieux de rencontre des salariés	0,00		59 969,54	
Reliquat branche Action	0,00		38 250,00	
Gestion de la CNAS	2 537 835,24		2 472 710,50	
Frais de Gestion	1 448 178,80	1 497 987,39	1 378 723,16	92%
Dotat° Amortissements Belleville	1 089 656,44		1 093 987,34	
Charges exceptionnelles exercices antérieurs	0,00		901,28	
TOTAL DEPENSES	4 781 295,78	6 930 059,20	5 824 066,81	84%
RECETTES				
Cotisations	6 750 402,11		6 768 400,62	
Cotisations actifs	6 637 635,81	6 635 776,44	6 653 555,21	100%
Cotisations retraités	112 766,30	115 355,53	114 845,41	100%
Contribution Réserve de financement	1 676 900,00	1 676 900,00	1 676 900,00	
Produit Exceptionnel sur exercice	1 685,51		0,00	
Produits sur exercice antérieur	73 007,13		85 985,92	
TOTAL RECETTES	8 501 994,75	8 428 031,97	8 531 286,54	101%
Provisions dossiers Adhérents	-1 136 348,14		675 328,54	
Provision dossier rétro-adhérents	-1 379 797,76		975 620,28	
Provision DA non-qualifiés			-1 550 169,64	
Provision dossiers Intérêt général ou collectif	-721 594,92		259 835,88	
Provisions dossiers droit syndical	-1 331 345,82		389 721,66	
Provisions dossiers J en instruction	-2 179 391,76		373 750,00	
Reprises de provisions	7 753 309,96		0,00	
ECART DE PROVISIONS	1 004 831,56		1 124 086,72	
Produits financiers	557 016,94		315 001,02	
Revenus prêts conf & orgas	142 572,18		117 732,12	
Revenus particip. SCI Loire Jaurès	399 773,41		197 025,95	
Revenu placement VMP	14 671,35		242,95	
Contributions & revenus placements	557 016,94		315 001,02	
RESULTAT EXERCICE	5 282 547,47		4 146 307,47	

d. Budget solidarité syndicale mondiale (SSM)

Ce budget est alimenté par 0,87% de la cotisation moyenne et a pour objet d'aider à la structuration du mouvement syndical dans des pays émergents. Ce budget peut également être sollicité pour des opérations exceptionnelles à visée, strictement humanitaires.

Une partie des moyens disponibles est affectée au co-financement de projets mis en œuvre par l'Institut Belleville. Cette association, concourant au même objet que la SSM, a été mise en place par la Confédération afin d'accéder à des financements d'organismes extérieurs et de faciliter les coopérations avec d'autres organisations non gouvernementales.

	2014	2015	2016
a) AIDE A DES SYNDICATS (ou à des ONG) pour organisation réunions, congrès, ou leur participation à des rassemblements ou initiatives régionales ou mondiales	22 650,00	10 000,00	18 821,82
b) AIDE A DES MILITANTS DE SYNDICATS en situation personnelle difficile (liberté, menaces, santé, etc.)	5 284,99	5 710,31	3 449,18
c) ACTIONS DE SOLIDARITE organisées par la CSI ou des régionales de la CSI	5 000,00	-	15 000,00
d) Frais de fonctionnement budget SSM	94 552,42	108 448,26	115 716,71
e) Contribution fonctionnement Institut Belleville Hors Projet	312 206,48	135 000,00	135 000,00
f) Financement projet Institut Belleville	109 284,82	210 000,00	265 000,00
g) AIDE A UNE (ou des) ORGANISATIONS (FD/URI) engageant des actions répondant aux libellés a) ou b) 5% du budget géré sur une durée de mandat (4 ans) ; les parts non dépensées sur une année seraient reportées sur les années restantes du mandat	-	-	-
sous-total CHARGES (hors f) hors actions coopération Institut Belleville	439 693,89	259 158,57	287 987,71
TOTAL CHARGES	548 978,71	469 158,57	552 987,71
TOTAL RECETTES	655 736,99	673 997,39	675 419,07
RESULTAT	106 758,28	204 838,82	122 431,36

e. Budget Fonds d'organisation

La charte financière a prévu de mutualiser une partie des ressources des cotisations, 1,42% de la cotisation moyenne mensuelle réelle, pour inciter les organisations à relayer des priorités de développement fixées par le Bureau National sur proposition de la Commission Confédérale d'Organisation. Ces ressources viennent en complément des recettes affectées au développement par les syndicats, fédérations et régions.

L'année 2016 est la première étape vers la nouvelle forme de conventionnement entre la Confédération et les organisations.

La réflexion du groupe de travail sur les fonds se poursuit en lien avec les autres groupes de travail sur l'évolution de l'organisation.

	BUDGET 2016		REALISE 2016	
AXE 1 ORGANISATION	354 562,33	32,50%	429 153,98	38,36%
Organisation Interpro				
Organisation des syndicats				
Coopérations fédérales				
<i>DOM TOM</i>	16 364,42	1,50%		
AXE 2 SYNDICALISATION	572 754,53	52,50%	464 481,47	41,52%
Initiatives pro et Interpro				
AXE 3 PRIORITES Renouveau	163 644,15	15,00%	225 096,00	20,12%
Jeunes				
Mixité				
sous-total AXES	1 090 961,01	100,00%	1 118 731,45	100,00%
FUSIONS			303 466,36	
Fonctionnement/amortissements			383 052,18	
TOTAL DEPENSES			1 805 249,99	
Recettes cotisations			1 099 100,46	
Reprise s/antérieur			706 149,53	
TOTAL RECETTES			1 805 249,99	

4 BIERVILLE

La fréquentation du centre s'est élevée à 15 625 journées en 2016, contre 13 841 en 2015. Cela représente une augmentation de 12,89 % par rapport à 2015. Il faut remonter à l'exercice 2005 pour trouver une plus forte fréquentation du centre (15 944).

Les contrats initiaux prévoyaient 20 863 journées d'activité. Le réalisé a cependant été réduit de 5 238 journées se décomposant en :

- 1 677 journées pour des sessions annulées,
- 3 561 journées pour des baisses d'effectifs des sessions maintenues.

L'activité réalisée représente 74,89 % du prévisionnel, contre 60,82% en 2015. Il s'agit d'une nette amélioration, après plusieurs années de dégradation de ce ratio.

Résultats comparés

	2012	2013	2014	2015	2016
Nbre de journées réalisées	13 716	14 823	14 694	13 841	16 625
CHARGES	1 664 881 €	1 797 984 €	1 850 649 €	1 905 443 €	1 878 127 €
PRODUITS	1 499 877 €	1 666 229 €	1 647 206 €	1 643 043 €	1 785 067 €
RESULTAT Hors dotat° aux amortissements	-165 004 €	-131 755 €	-203 443 €	-262 400 €	-93 060 €



4. LES RESOLUTIONS SUR LES COMPTES SOCIAUX 2016

Voici les résolutions d'approbation des comptes 2016 et propositions d'affectation du résultat :

Résolution 1 : Approbation des comptes sociaux au 31.12.2016

Le Conseil National Confédéral approuve les comptes au 31 décembre 2016, présentant un total d'actif et de passif de 353 011 173 € et des fonds propres de 302 399 578 €. Le résultat net est de : - 7 284 509 €.

Résolution 2 : Reprise sur réserves

Il est décidé de reprendre sur la réserve générale : 11 830 816,47 €.

Résolution 3 : Proposition d'affectation

Le Bureau National propose au Conseil National d'affecter :

- Le résultat de l'exercice soit - 7 284 509 € sur la réserve générale.
- Aux réserves affectées suivantes, conformément à la charte de la cotisation :
 - CNAS : 4 146 307,47 €.
- Et à la réserve d'Événements Pluriannuels : 400 000 € pour le Congrès de 2018.



5. LE COMPTE MISSION RESSOURCES

A QUOI EMPLOYONS-NOUS NOS RESSOURCES ?

Sommaire

PRESENTATION DU COMPTE MISSION RESSOURCE (CMR)	page 96
UN OUTIL DE COMPRÉHENSION ET DE TRANSPARENCE	96
LE CMR : UNE AUTRE VISION DES COMPTES CONSOLIDÉS	96
CONSTRUCTION DE LA BASE D'ETUDE	97
LE PERIMETRE	97
LES MISSIONS	98
LE FONCTIONNEMENT	98
LA GESTION PATRIMONIALE	98
L'EXTRACTION DES DONNÉES.....	99
LA REPARTITION DES FRAIS DE PERSONNEL ET AUTRES CHARGES	99
COMPTE MISSION RESSOURCE 2016	101
LES EMPLOIS : 78 MILLIONS	102
LES MISSIONS.....	103
AGIR.....	104
COMMUNIQUER.....	106
DÉFENDRE LES ADHÉRENTS	108
DÉVELOPPER	110
DIRIGER	112
FORMER	114
STRUCTURER.....	116
LE FONCTIONNEMENT.....	118
LA GESTION PATRIMONIALE	120
LES RESSOURCES : 78 MILLIONS	122
LES RESSOURCES INTERNES	123
LES COTISATIONS	124
LES PRESTATIONS DE SERVICES	126
LES REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS, ET TRANSFERTS DE CHARGES..	127
LES AUTRES PRODUITS.....	128
LES REVENUS PATRIMONIAUX	129
LES RESSOURCES EXTERNES.....	130
LE DEFICIT	131
COMPTE MISSION RESSOURCE 2015	136
COMPTE MISSION RESSOURCE 2014	137



PRESENTATION DU COMPTE MISSION RESSOURCE (CMR)

UN OUTIL DE COMPRÉHENSION ET DE TRANSPARENCE

La construction du CMR répond à deux objectifs :

■ **Le premier** est de permettre une lecture plus aisée de l'ensemble des activités de la Confédération (comptes consolidés). En effet, il permet de passer d'une comptabilité par nature (comptabilité générale et compte de résultat) à une affectation par mission ou activité (élaborée à partir de la comptabilité analytique). L'ensemble des ressources du CMR est égal à l'ensemble des produits du compte de résultat et l'ensemble des charges est égal à l'ensemble des coûts affectés à chaque mission. Le résultat du compte de résultat et du CMR sont donc identiques.

■ **Le deuxième** est de préparer la présentation et le rapport que la Confédération fera de l'utilisation des sommes issues du Fonds du financement du dialogue social.

LE CMR : UNE AUTRE VISION DES COMPTES CONSOLIDÉS

Le CMR est établi à partir du compte de résultat consolidé. La ventilation des charges du compte de résultat entre les différents postes d'emplois du CMR, a été effectuée directement à partir de la comptabilité analytique des différents établissements, à l'exception de certains axes qui ont été retraités et ventilés sur les différents postes d'emplois en fonction d'une clé de répartition :

- les frais de personnel affectés aux activités,
- les loyers et charges,
- les charges et projets informatiques.

Les ressources du CMR sont établies à partir des comptes de résultat de chaque établissement par affectation directe sauf pour les cas particuliers. C'est le cas des « Revenus patrimoniaux » qui regroupent les produits financiers, les produits exceptionnels relatifs aux cessions de valeurs mobilières de placements et le chiffre d'affaire des SCI.

Les « Autres produits » comprennent les autres produits d'exploitation et le report des ressources non utilisées.

Les ressources externes comprennent les subventions reçues.



CONSTRUCTION DE LA BASE D'ETUDE

LE PERIMETRE

Liste des entités consolidées

Société et forme juridique	N° Siren	Siège social
Confédération	784 409 930	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19
Association AGI	349 904 839	47-49, avenue Simon Bolivar, 75950 Paris Cedex 19
Association ASSECO	389 700 303	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19
GIE BELLEVILLE	334 993 748	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19
Association BIERVILLE	319 073 425	10, route des Nations, 91690 Boissy la Rivière
Association CELIDE	424 318 368	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19
Domaine de Bierville EURL	477 876 130	10, route des Nations, 91690 Boissy la Rivière
Association ESPACE BELLEVILLE	334 722 378	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19
SCI FLANDRE	398 216 051	12, rue des dunes, 75019 Paris
Association Institut Belleville	328 142 237	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19
Association IRIS	525 389 813	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19
Association ISEFOJ	447 807 066	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19
SCI LOIRE-JAURES	395 201 340	12, rue des dunes, 75019 Paris
GIE PRESSE	334 993 730	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19
SCI REBUFFAT	431 886 183	12, rue des dunes, 75019 Paris
GIE VILLETTE	334 993 755	4, boulevard de la Villette, 75955 Paris Cedex 19



LES MISSIONS

AGIR

- Regroupe tous les travaux au service de l'action revendicative
- Le champ d'investigation est large (insertion, emploi parcours professionnel...)
- Mise en œuvre de la politique CFDT en Europe, à l'international et en Outre Mer

COMMUNIQUER

- Pôle consacré à l'information (adhérents, militants...) sur les positions et la vie de la CFDT
- Regroupe plusieurs types de communications (presse papier, web, goodies...)
- Permet de développer et de nourrir le sentiment d'appartenance à une culture commune

DEFENDRE LES ADHERENTS

- Pôle consacré à la défense des adhérents

DEVELOPPER

- Regroupe l'ensemble des actions assurant le développement et le renouvellement de la CFDT
- Rassembler et représenter le plus grand nombre de salariés
- Développer le service à l'adhérent
- Délégation jeunes, promouvoir auprès des organisations CFDT des politiques de développement et de prise de responsabilité en direction des jeunes
- Des pratiques syndicales de proximité en direction des salariés et adhérents (les enquêtes flash, protocoles électoraux...)

DIRIGER

- Fonctionnement des instances statutaires (Congrès confédéral, Conseil National, Bureau National)
- Fonctionnement de la gouvernance
- Prise de décision de la politique syndicale

FORMER

- Mettre en place le plan de formation à partir des priorités définies par le BN
- Construction de formations avec les organisations en fonction des besoins
- Gestion de la subrogation

STRUCTURER

- Mise en place de moyens divers afin d'aider les organisations CFDT à mieux fonctionner
- Fournir les moyens de fonctionner de façon optimale
- Affiliation des syndicats
- Gestion des conflits dans les organisations CFDT ainsi qu'entre elles

LE FONCTIONNEMENT

- Inclut les coûts de gestion nécessaires à la mise en place des missions de la Confédération

LA GESTION PATRIMONIALE

- Mise en place de la politique immobilière et de placement de la Confédération
- Assurer la mise en place d'un patrimoine dans un objectif d'indépendance



L'EXTRACTION DES DONNEES

A l'exception des Sociétés Civiles Immobilières (SCI), l'ensemble de la comptabilité est tenue en interne par le service comptabilité.

Pour réaliser le CMR, nous procédons à une extraction des 13 entités comptables de la Confédération. **93 414** lignes d'écritures comptables ont été extraites pour l'exercice 2016.

Répartition des écritures par entité comptable

Entité comptable	Entité Juridique	Nombres de lignes
AGI	Association AGI	4 200
BEL	GIE BELLEVILLE	19 209
BIE	Association BIERVILLE	2 408
CEL	Association CELIDE	2
CFE	Confédération	7 111
CNA	Confédération	3 420
CON	Confédération	20 468
DOM	Domaine de Bierville EURL	143
ESP	Association ESPACE BELLEVILLE	207
FOR	Confédération	367
IMM	Confédération	2 617
INS	Association Institut Belleville	800
IRI	Association IRIS	6
ISE	Association ISEFOJ	547
PRE	GIE PRESSE	15 883
SPV	Confédération	32
SSM	Confédération	339
VIL	GIE VILLETTE	15 655
		93 414

LA REPARTITION DE LA CHARGE DE PERSONNEL ET AUTRES CHARGES

La charge de personnel a été répartie en fonction de l'activité des services.

Répartition de la charge de personnel selon le CMR

Affectation dans les EMPLOIS	Masse salariale	Pourcentage
Agir	6 690 596 €	34%
Communiquer	3 003 957 €	15%
Défendre les adhérents	972 299 €	5%
Développer	594 569 €	3%
Diriger	2 407 258 €	12%
Former	1 171 753 €	6%
Structurer	1 393 526 €	7%
Fonctionnement	3 145 369 €	16%
Gestion patrimoniale	121 627 €	1%
	19 500 954 €	100%

La clé issue de cette répartition est utilisée pour ventiler la charge de personnel, les loyers et charges, et les charges informatiques.



COMPTE MISSION RESSOURCE

EXERCICE 2016

EMPLOIS

Missions	63 423 K€
Agir	24 826 K€
Communiquer	8 856 K€
Défendre les adhérents	5 493 K€
Développer	2 166 K€
Diriger	3 899 K€
Former	8 406 K€
Structurer	9 777 K€
Fonctionnement	9 561 K€
Gestion patrimoniale	4 622 K€
TOTAL DES EMPLOIS	77 606 K€

RESSOURCES

Ressources internes	43 614 K€
Cotisations	23 202 K€
Prestations de services	7 821 K€
Reprises sur amortissements et provisions et transfert de charges	3 120 K€
Autres produits	1 212 K€
Revenus patrimoniaux	8 259 K€
Ressources externes	26 187 K€
Ressources exceptionnelles	94 K€
Déficit de l'exercice	7 710 K€
TOTAL DES RESSOURCES	77 606 K€

LES EMPLOIS : 78 MILLIONS

Tableau : les EMPLOIS

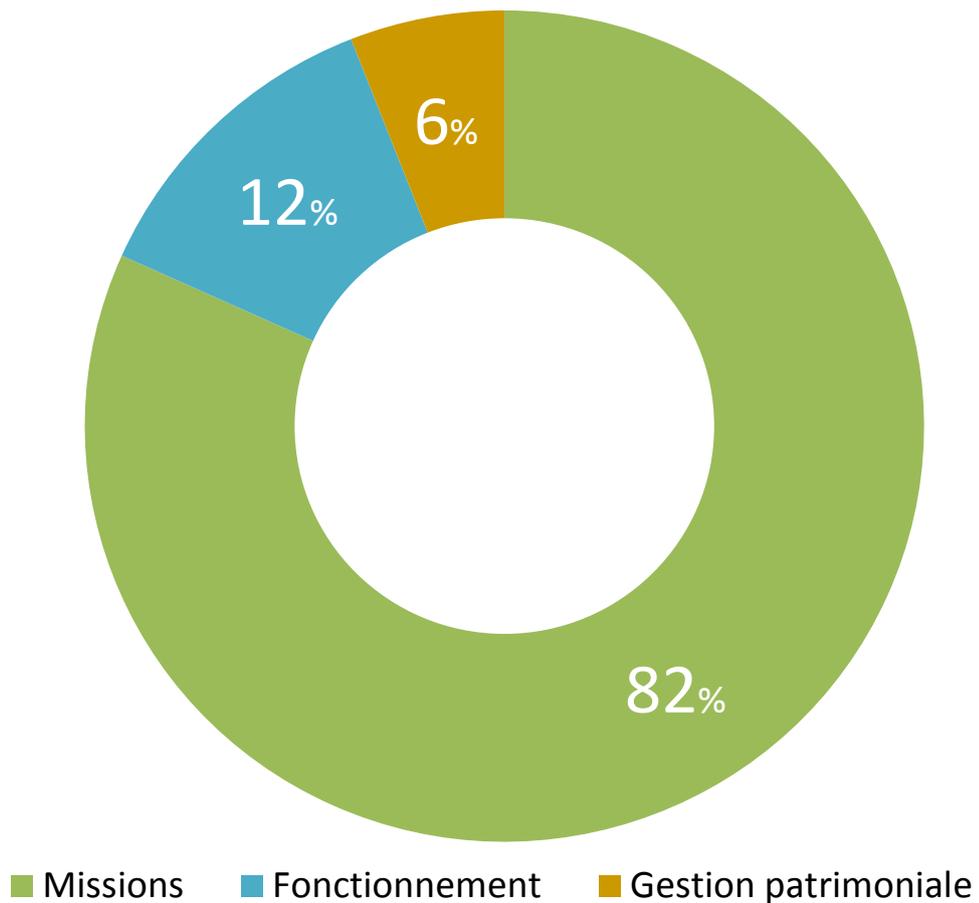
EMPLOIS	Montant	Pourcentage
Missions	63 423 K€	82%
Fonctionnement	9 561 K€	12%
Gestion patrimoniale	4 622 K€	6%
TOTAL	77 606 K€	100%

82% des emplois sont consacrés aux **missions**.

12% sont utilisés pour **le fonctionnement**.

6% servent à mettre en œuvre **la gestion patrimoniale**.

Graphique : répartition des EMPLOIS



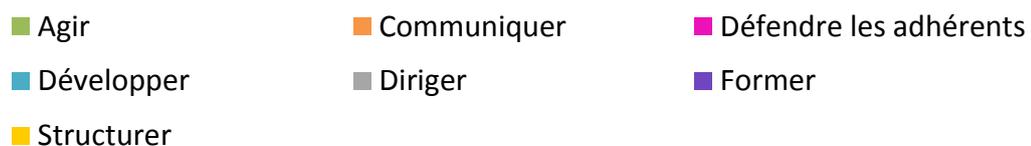
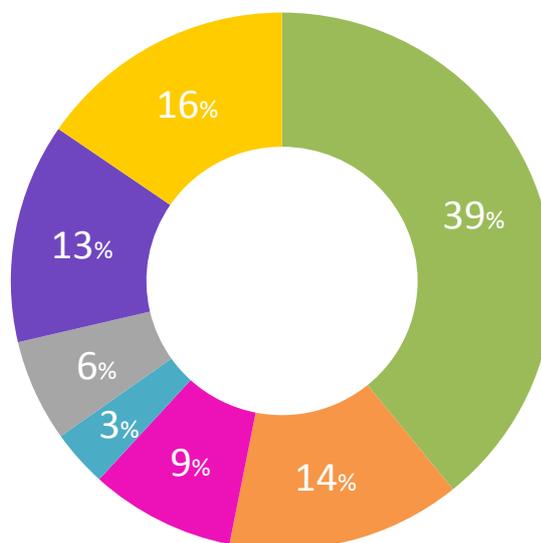
LES MISSIONS

63 MILLIONS consacrés à la mise en œuvre de la politique de la CFDT.

Tableau : les MISSIONS

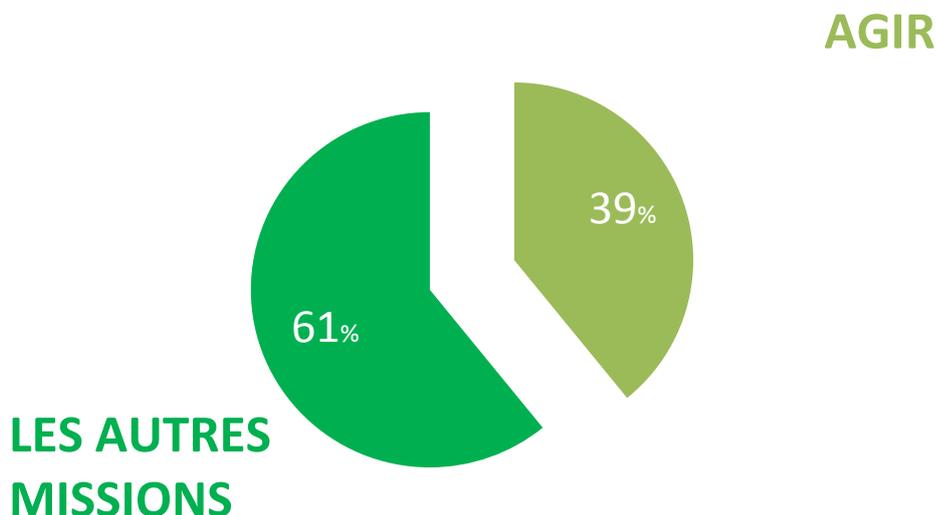
Missions	Montant	Pourcentage par rapport au total des missions
Agir	24 826 K€	39%
Communiquer	8 856 K€	14%
Défendre les adhérents	5 493 K€	9%
Développer	2 166 K€	3%
Diriger	3 899 K€	6%
Former	8 406 K€	13%
Structurer	9 777 K€	16%
TOTAL	63 423 K€	100%

Graphique : les MISSIONS



24 MILLIONS utilisés pour Agir

Graphique : la part d'AGIR dans les missions



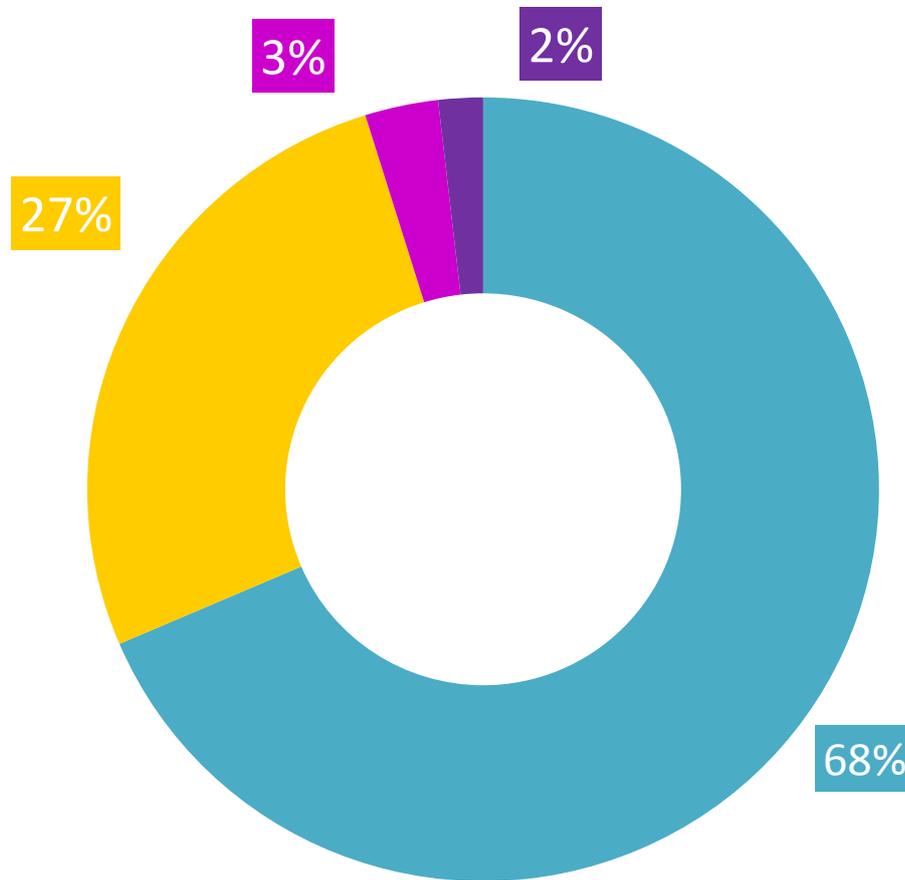
La mission **Agir** représente **39%** des dépenses consacrées à nos missions.

Tableau : répartition des principaux postes de la mission AGIR

REPARTITION	Montant	Pourcentage
Achats, services et charges	17 018 K€	68%
Charges de personnel	6 612 K€	27%
Dotations aux amortissements et provisions	744 K€	3%
Impôts et taxes	451 K€	2%
Total général	24 826 K€	100%

- Achats, services et charges (regroupe des postes très divers, déplacements, téléphone, reversement aux organisations, etc).
On y retrouve notamment **6.7 millions** destinés au Paritarisme, **2.7 millions** consacrés au chantier TPE/PME, **996 K€** attribués aux actions CNAM AT.
- Dotations aux amortissements et provisions
97 K€ concernent des provisions pour des études à réaliser (IRES). On retrouve, entre autres, l'amortissement des ressources informatiques au service de cette mission (par exemple **57 K€** concernent les logiciels de la Documentation).
- Impôts et Taxes
128 K€ concernent la participation à la formation continue, **99 K€** concernent la taxe sur les salaires, etc.

Graphique : répartition d'AGIR



■ Achats, services et charges

■ Charges de personnel

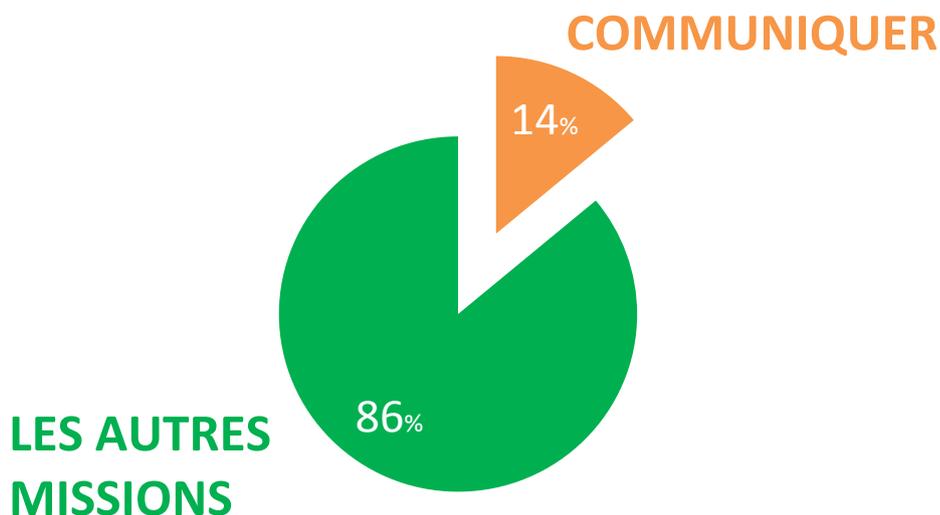
■ Dotations aux amortissements et provisions

■ Impôts et taxes

COMMUNIQUER

8,8 MILLIONS utilisés pour Communiquer.

Graphique : la part de COMMUNIQUER dans les missions



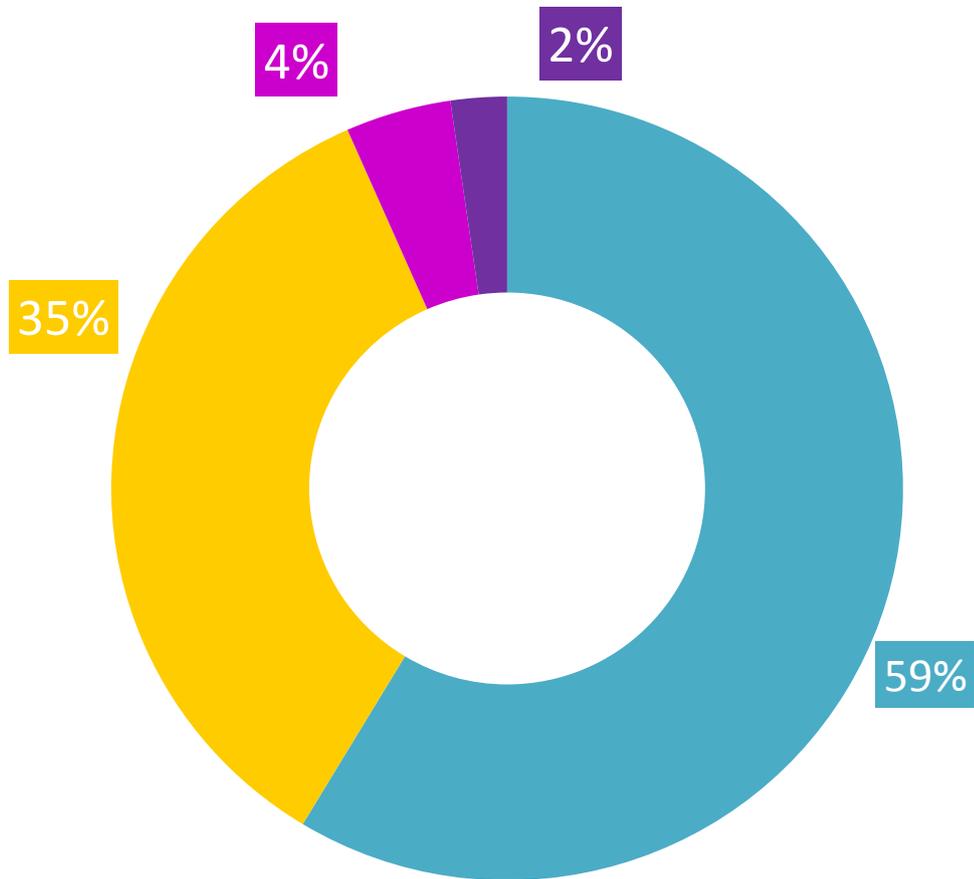
La mission **Communiquer** représente **14%** des dépenses consacrées à nos missions.

Tableau : répartition des principaux postes de la mission COMMUNIQUER

REPARTITION	Montant	Pourcentage
Achats, services et charges	5 193 K€	59%
Charges de personnel	3 078 K€	35%
Dotations aux amortissements et provisions	382 K€	4%
Impôts et taxes	203 K€	2%
Total général	8 856 K€	100%

- Achats, services et charges
On y retrouve notamment les dépenses nécessaires à la presse confédérale : **2.4 millions** destinés à l'affranchissement, **451 K€** pour l'impression, **445 K€** pour l'achat du papier, **81 K€** de prestations photos, etc.
- Dotations aux amortissements et provisions
214 K€ concernent le développement du portail. On retrouve, entre autres, l'amortissement de la partie Gasel en lien avec le pôle communiquer (par exemple **73 K€** concernent la partie gestion des abonnements dans Gasel).
- Impôts et Taxes
57 K€ concernent la participation à la formation continue, **44 K€** concernent la taxe sur les salaires, etc.

Graphique : répartition de COMMUNIQUER



■ Achats, services et charges

■ Charges de personnel

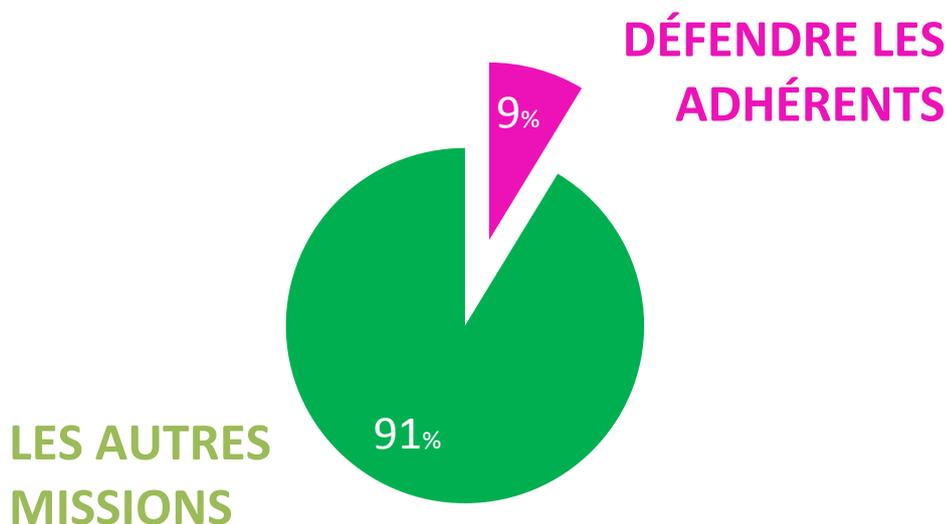
■ Dotations aux amortissements et provisions

■ Impôts et taxes

DÉFENDRE LES ADHÉRENTS

5,4 MILLIONS utilisés pour Défendre les adhérents.

Graphique : la part de DEFENDRE LES ADHERENTS dans les missions



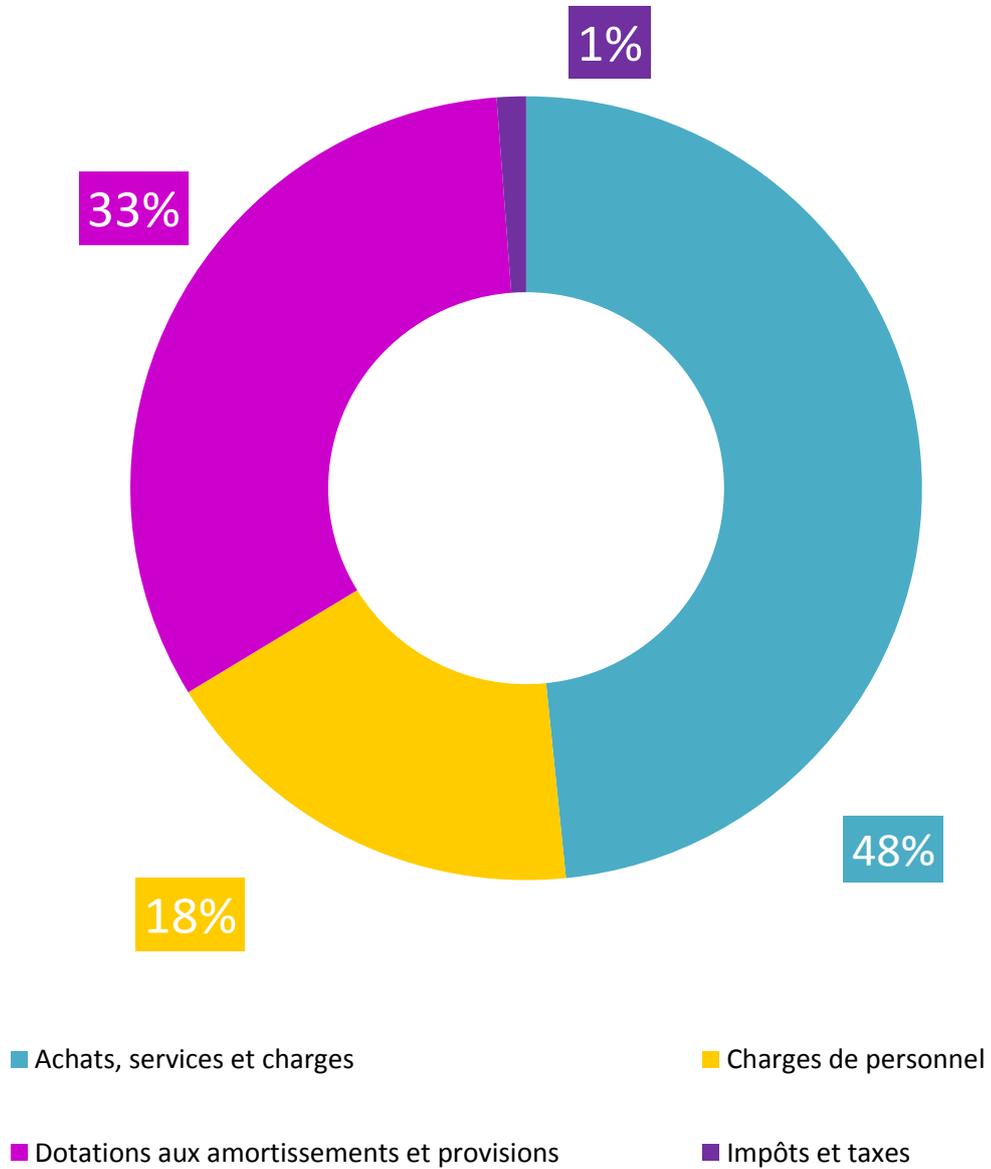
La mission **Défendre les adhérents** représente **9%** des dépenses consacrées à nos missions.

Tableau : répartition des principaux postes de la mission DEFENDRE LES ADHERENTS

REPARTITION	Montant	Pourcentage
Achats, services et charges	2 658 K€	48%
Charges de personnel	982 K€	18%
Dotations aux amortissements et provisions	1 786 K€	33%
Impôts et taxes	66 K€	1%
Total général	5 493 K€	100%

- Achats, services et charges
On y retrouve les dépenses pour le droit syndical : **953 K€** (dont **857 K€** de prestation d'avocat), **715 K€** pour Réponse à la Carte etc.
- Dotations aux amortissements et provisions
1 550 K€ concernent la provision pour les dossiers non qualifiés. On retrouve, entre autres, l'amortissement informatique autour du projet CNAS : **208 K€**.
- Impôts et Taxes
19 K€ concernent la participation à la formation continue, **14 K€** concernent la taxe sur les salaires, etc.

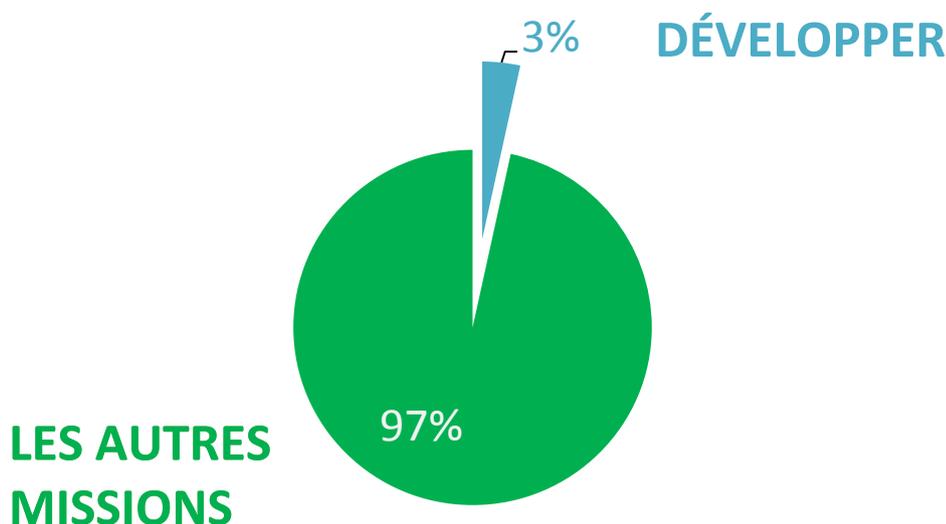
Graphique : répartition de DEFENDRE LES ADHERENTS



DÉVELOPPER

2,1 MILLIONS utilisés pour Développer

Graphique : la part de développer dans les missions



La mission **Développer** représente **3%** des dépenses consacrées à nos missions.

Tableau : répartition des principaux postes de la mission DEVELOPPER

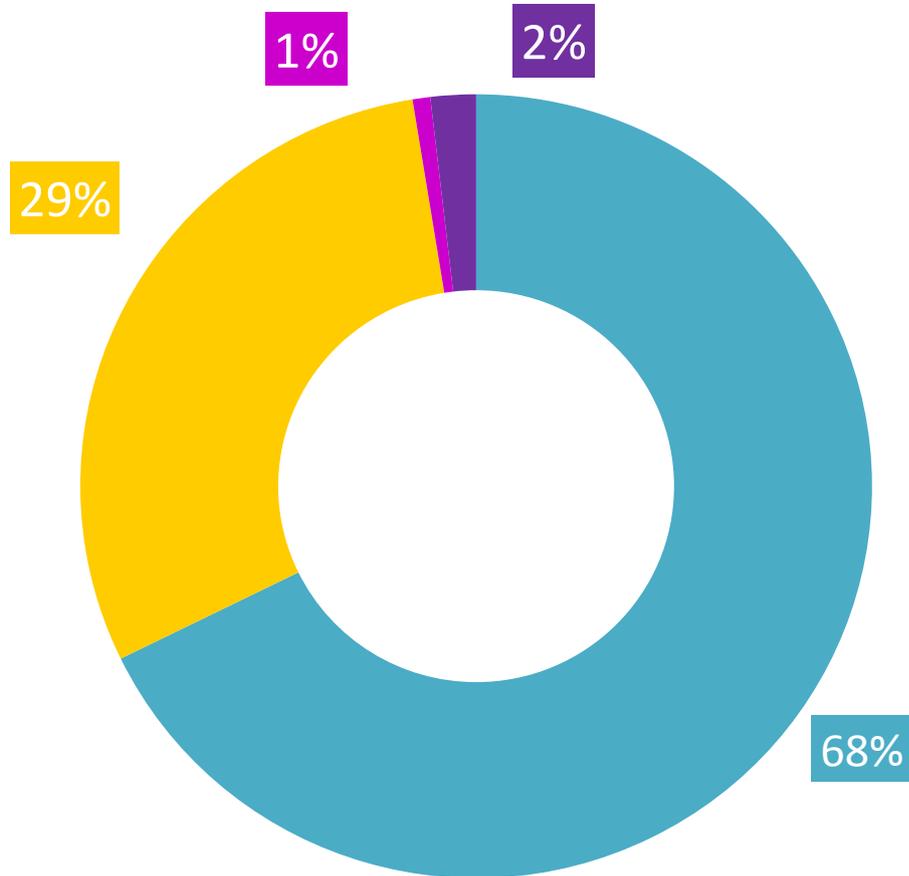
REPARTITION	Montant	Pourcentage
Achats, services et charges	1 467 K€	68%
Charges de personnel	643 K€	30%
Dotations aux amortissements et provisions	16 K€	1%
Impôts et taxes	40 K€	2%
Total général	2 166 K€	100%

- Achats, services et charges

On y retrouve **325 K€** pour le projet 40 Travaux, **643 K€** pour le Fonds d'Organisation, **114 K€** pour les campagnes d'adhésions, **86 K€** pour la campagne Saisonniers, etc.
- Impôts et Taxes

11 K€ concernent la participation à la formation continue, **9 K€** concernent la taxe sur les salaires, etc.

Graphique : répartition de DEVELOPPER



■ Achats, services et charges

■ Charges de personnel

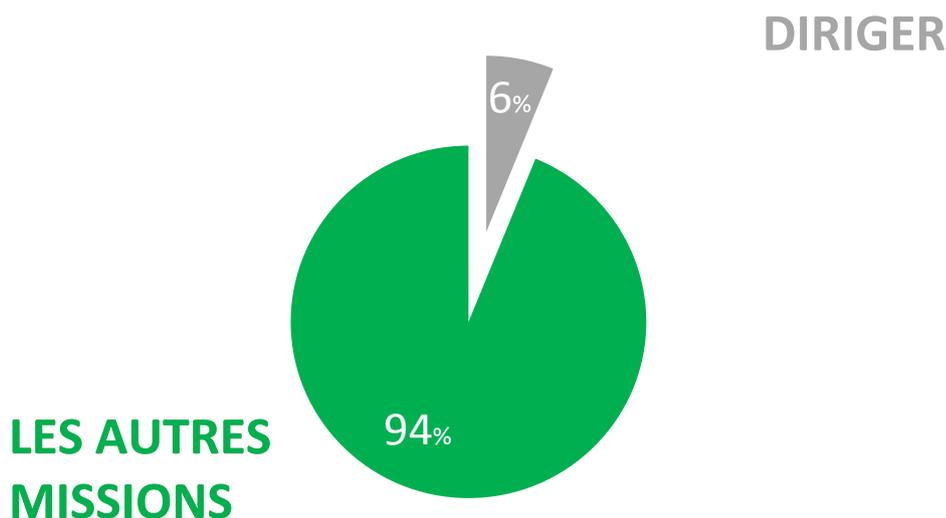
■ Dotations aux amortissements et provisions

■ Impôts et taxes

DIRIGER

3,8 MILLIONS utilisés pour Diriger.

Graphique : la part de DIRIGER dans les missions



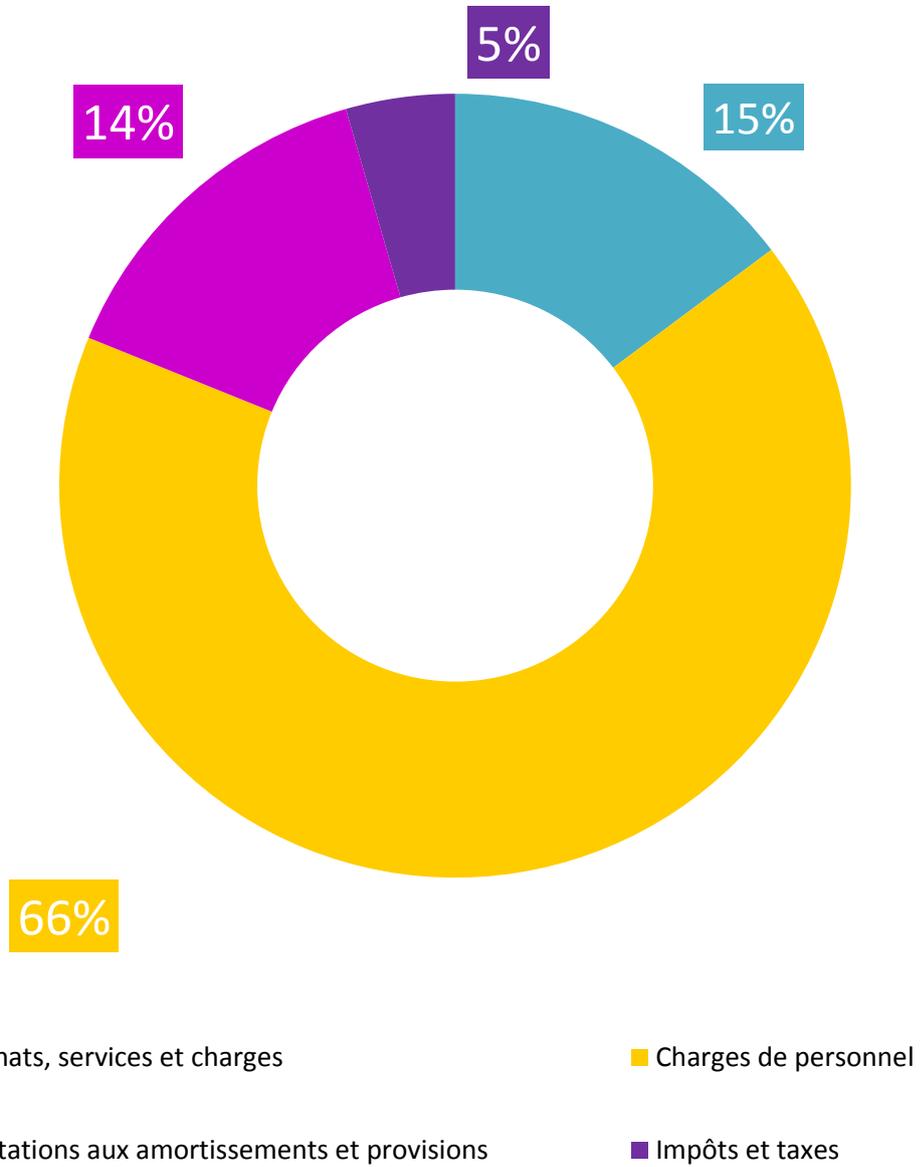
La mission **Diriger** représente **6%** des dépenses consacrées à nos missions.

Tableau : répartition des principaux postes de la mission DIRIGER

REPARTITION	Montant	Pourcentage
Achats, services et charges	574 K€	15%
Charges de personnel	2 590 K€	66%
Dotations aux amortissements et provisions	561 K€	14%
Impôts et taxes	174 K€	5%
Total général	3 899 K€	100%

- Achats, services et charges
On y retrouve **356 K€** pour Bierville, **127 K€** pour la gestion de l'exploitation informatique, **79 K€** pour l'activité du secrétariat général (**17 K€** de déplacement, etc.).
- Dotations aux amortissements et provisions
400 K€ concernent la provision pour le Congrès. On retrouve, entre autres, les amortissements de Bierville pour environ **107 K€**.
- Impôts et Taxes
46 K€ concernent la participation à la formation continue, **36 K€** concernent la taxe sur les salaires, etc.

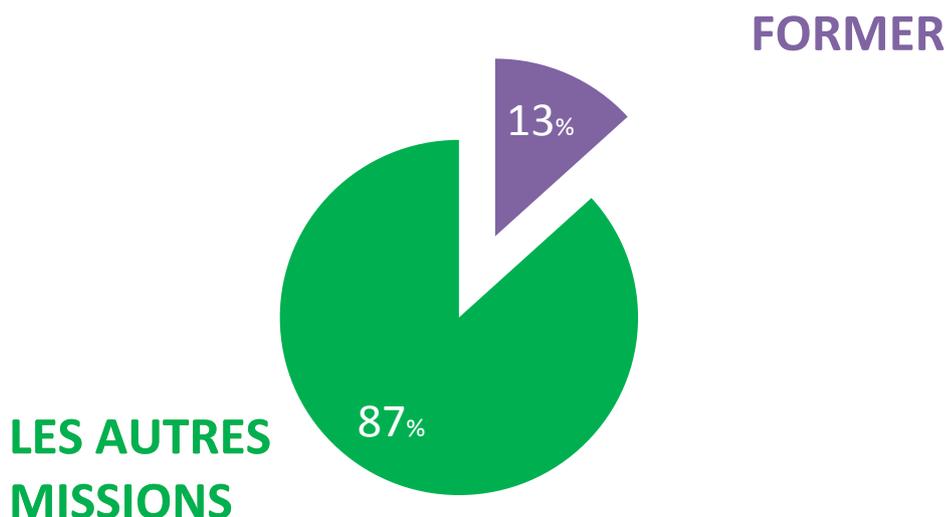
Graphique : répartition de DIRIGER



FORMER

8,4 MILLIONS utilisés pour Former.

Graphique : la part de FORMER dans les missions



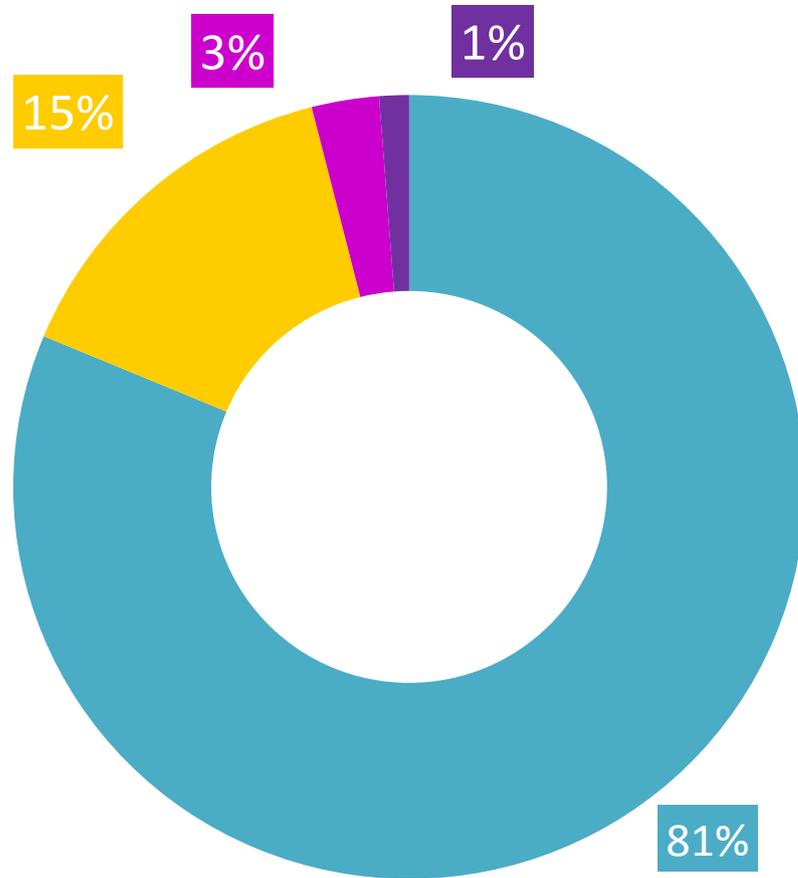
La mission **Former** représente **13%** des dépenses consacrées à nos missions.

Tableau : Répartition des principaux postes de la mission FORMER

REPARTITION	Montant	Pourcentage
Achats, services et charges	6 833 K€	81%
Charges de personnel	1 240 K€	15%
Dotations aux amortissements et provisions	231 K€	3%
Impôts et taxes	102 K€	1%
Total général	8 406 K€	100%

- Achats, services et charges
On y retrouve **1 437 K€** pour les dotations FESS, **788 K€** pour les contrats de formation, **1 771 K€** pour la subrogation, **506 K€** pour la prestation restauration de Bierville etc.
- Dotations aux amortissements et provisions
202 K€ concernent les amortissements de Bierville pour environ, **8 K€** pour les amortissements des postes de travail, etc.
- Impôts et Taxes
22 K€ concernent la participation à la formation continue, **17 K€** concernent la taxe sur les salaires,
17 K€ concernent la taxe foncière, etc.

Graphique : répartition de FORMER



■ Achats, services et charges

■ Charges de personnel

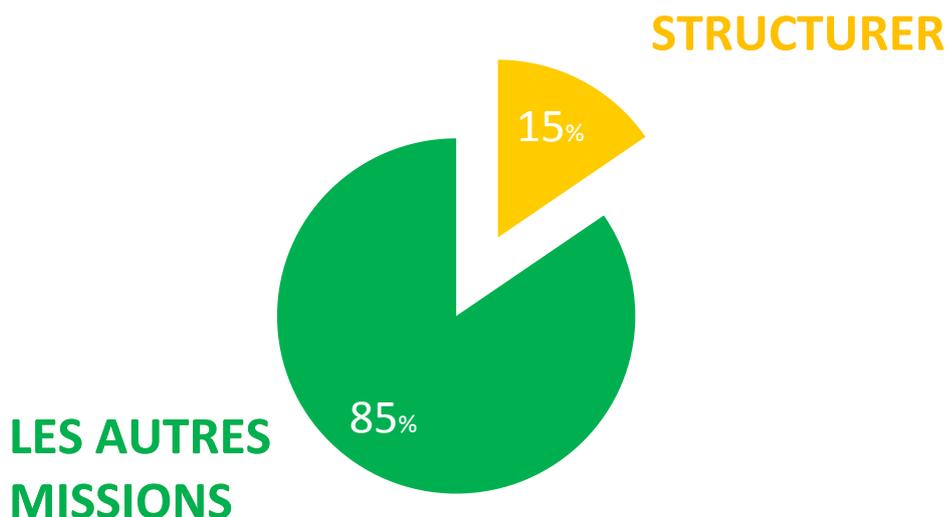
■ Dotations aux amortissements et provisions

■ Impôts et taxes

STRUCTURER

9,7 MILLIONS utilisés pour Structurer.

Graphique : la part de STRUCTURER dans les missions



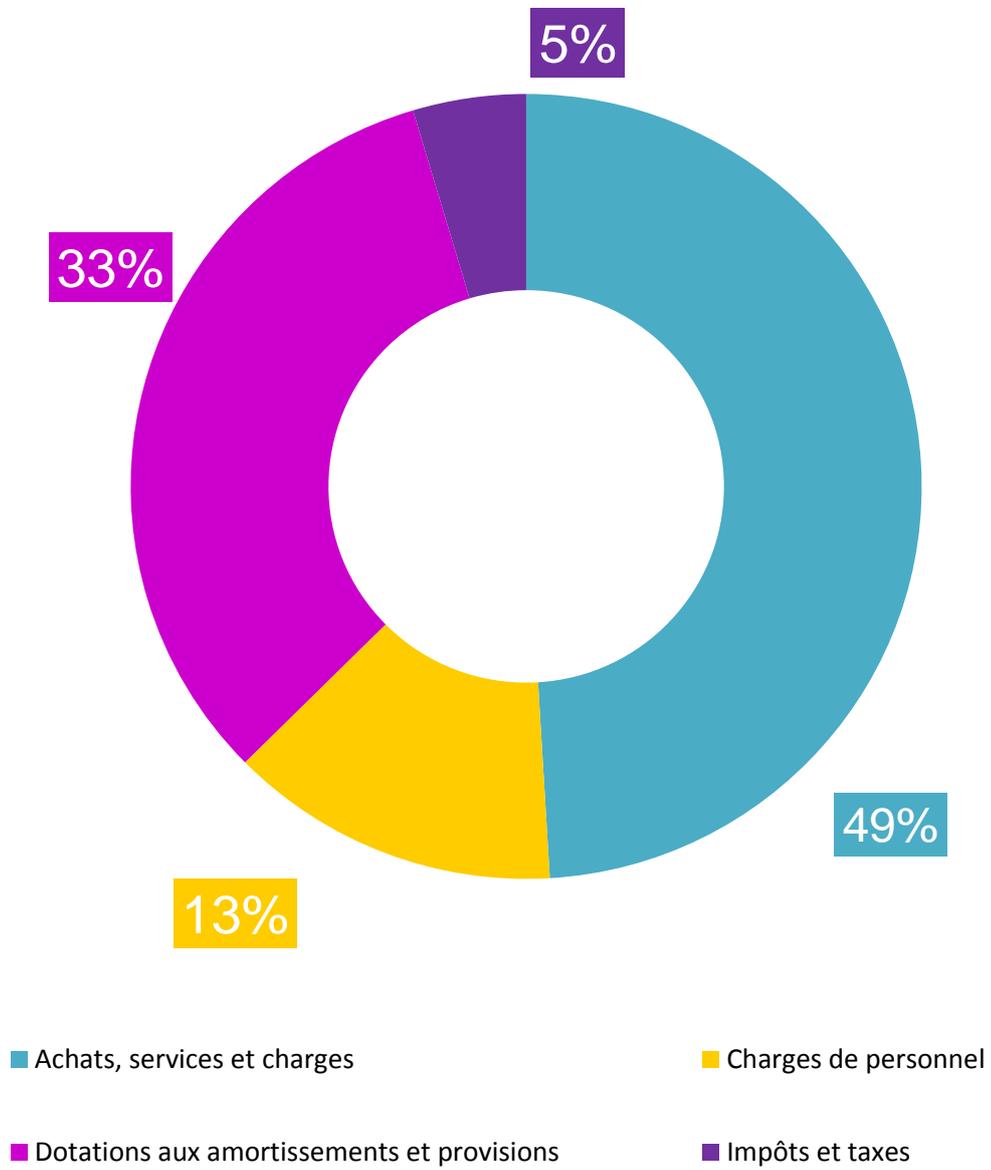
La mission **Structurer** représente **15%** des dépenses consacrées à nos missions.

Tableau : Répartition des principaux postes de la mission STRUCTURER

REPARTITION	Montant	Pourcentage
Achats, services et charges	4 796 K€	49%
Charges de personnel	1 324 K€	13%
Dotations aux amortissements et provisions	3 206 K€	33%
Impôts et taxes	452 K€	5%
Total général	9 777 K€	100%

- Achats, services et charges
On y retrouve **518 K€** pour l'évolution de l'organisation, **852 K€** pour la prestation restauration de Bolivar, **361 K€** pour la réforme territoriale, etc.
- Dotations aux amortissements et provisions
1 858 K€ concernent les amortissements de Bolivar, **203K€** pour les amortissements de la partie gestion des droits de GASEL, etc.
- Impôts et Taxes
171 K€ concernent la taxe foncière, **73 K€** concernent la taxe sur les salaires, **117 K€** concernent les autres impôts locaux, etc.

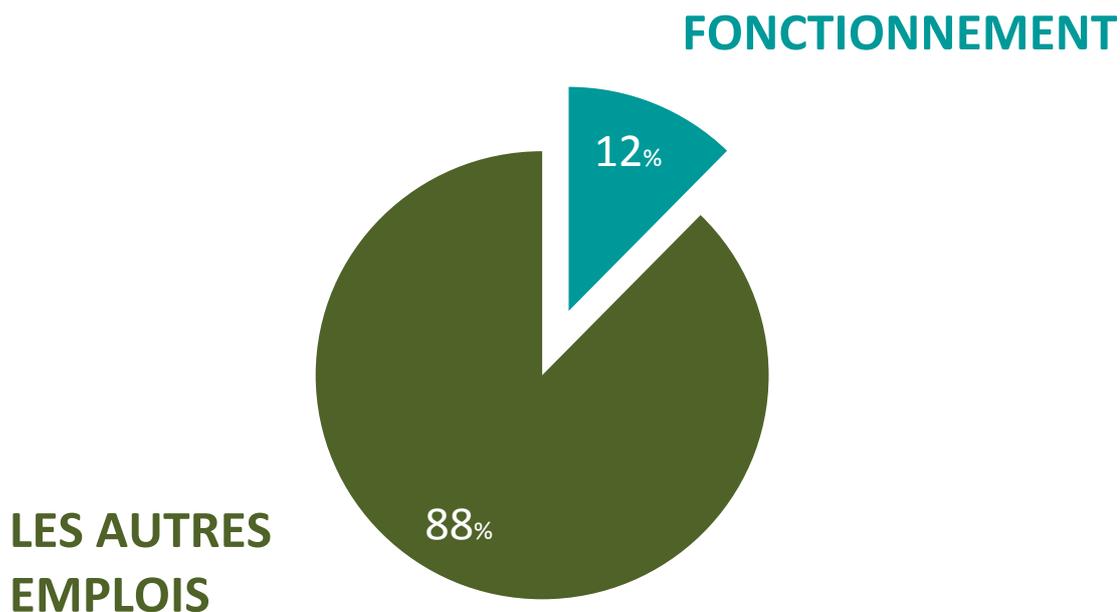
Graphique : répartition de STRUCTURER



LE FONCTIONNEMENT

9,5 MILLIONS utilisés pour Le Fonctionnement.

Graphique : la part de FONCTIONNEMENT dans les EMPLOIS



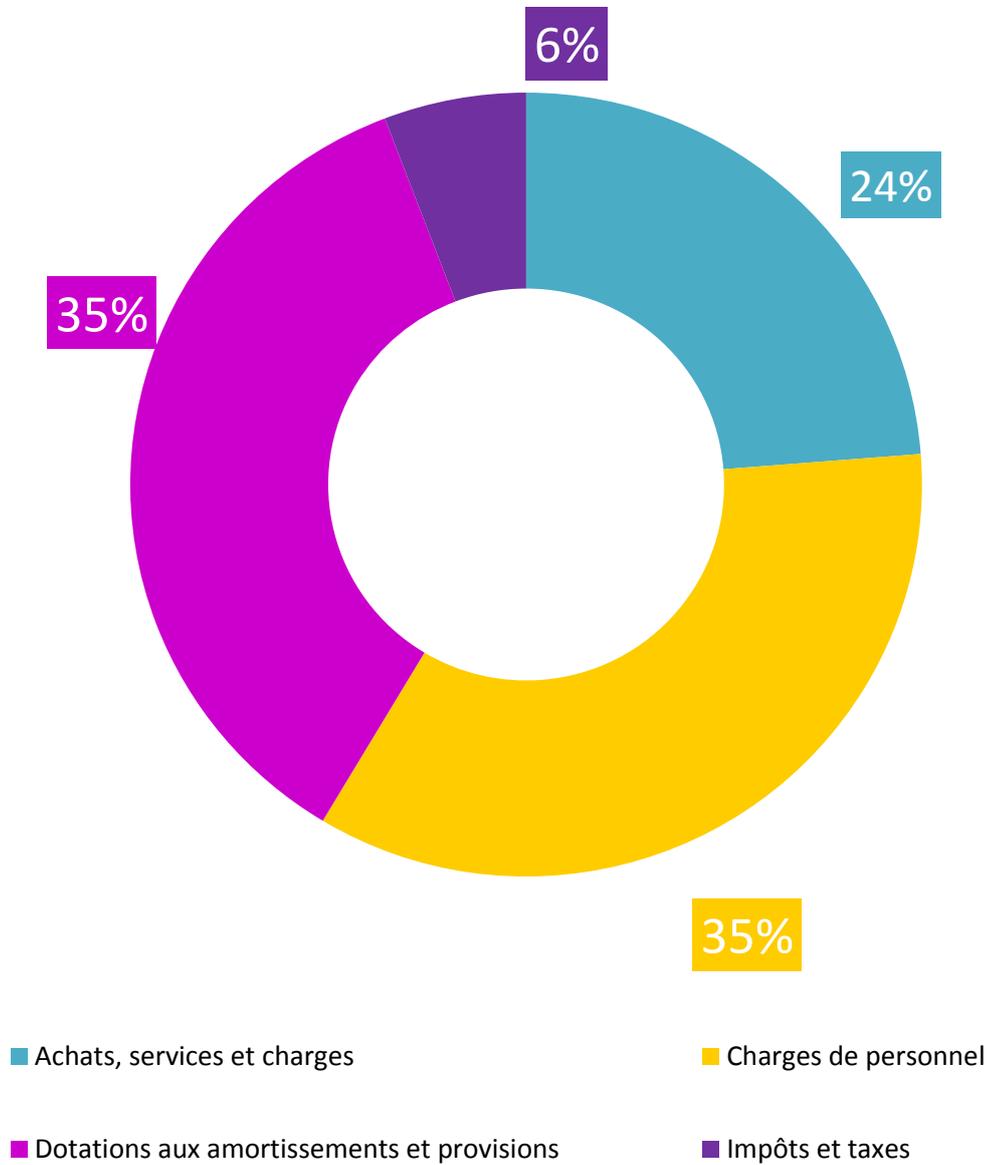
Le fonctionnement représente 12% des dépenses consacrées à nos emplois.

Tableau : répartition des principaux postes du FONCTIONNEMENT

REPARTITION	Montant	Pourcentage
Achats, services et charges	2 271 K€	24%
Charges de personnel	3 330 K€	35%
Dotations aux amortissements et provisions	3 404 K€	35%
Impôts et taxes	556 K€	6%
Total général	9 561 K€	100%

- Achats, services et charges
 - 764 K€ pour l'entretien de l'immeuble Belleville
 - 575 K€ pour les logiciels (paie, flux bancaires, application comptable...)
 - 218 K€ pour la maintenance de Gasel
- Dotations aux amortissements et provisions
 - 784 K€ pour l'amortissement de Gasel

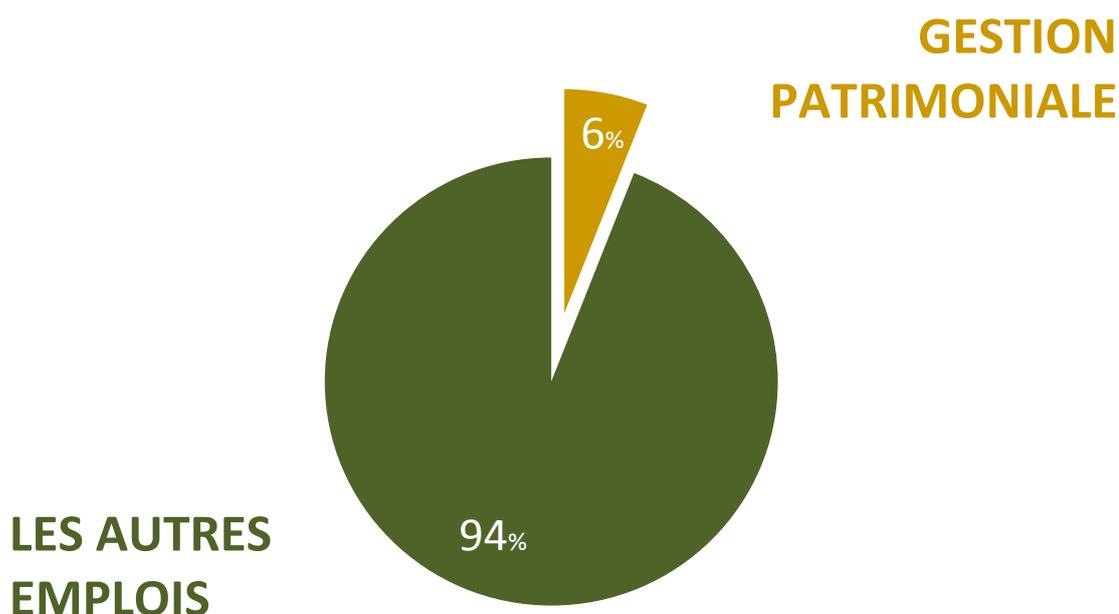
Graphique : répartition du FONCTIONNEMENT



LA GESTION PATRIMONIALE

4,6 MILLIONS utilisés pour la Gestion Patrimoniale.

Graphique : la part de GESTION PATRIMONIALE dans les EMPLOIS



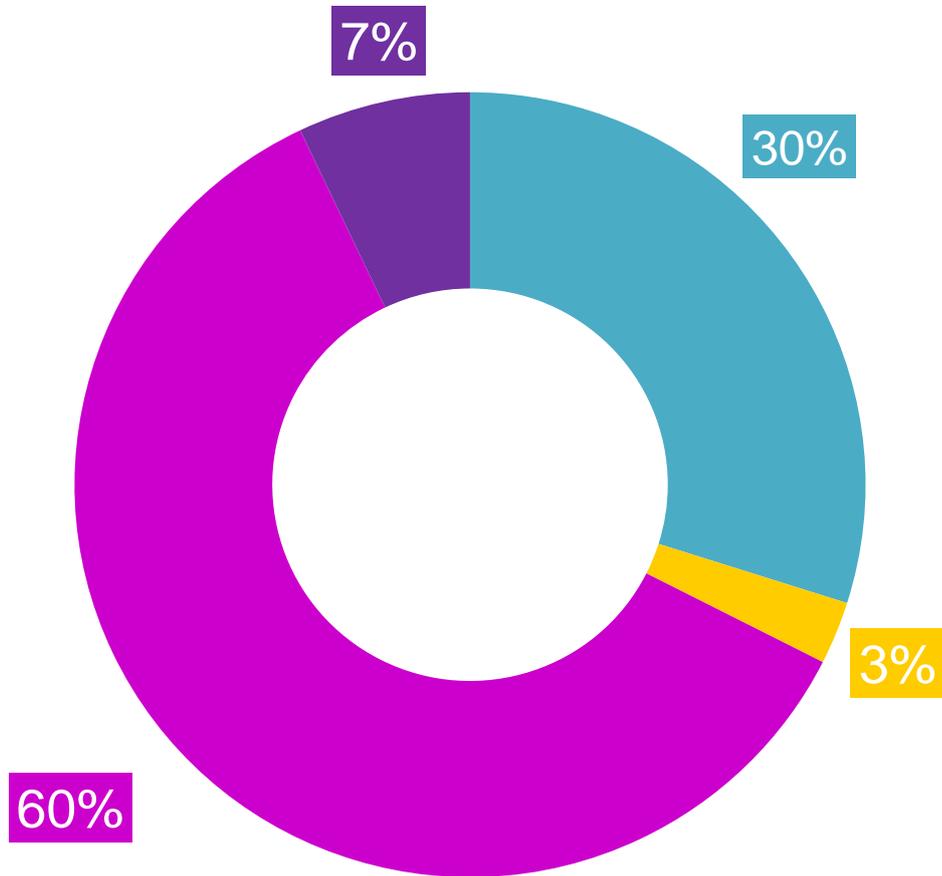
La gestion patrimoniale représente **6%** des dépenses consacrées à nos emplois.

Tableau : répartition des principaux postes de GESTION PATRIMONIALE

REPARTITION	Montant	Pourcentage
Achats, services et charges	1 365 K€	30%
Charges de personnel	118 K€	3%
Dotations aux amortissements et provisions	2 763 K€	60%
Impôts et taxes	376 K€	8%
Total général	4 622 K€	100%

- Achats, services et charges
On y retrouve **245 K€** pour la maintenance des immeubles dans les SCI, **187 K€** pour l'entretien et la réparation des immeubles, **145 K€** l'électricité et le gaz, **141 K€** liés aux frais financiers des emprunts, etc.
1.4 millions d'euros concernent des provisions pour titres ; **1 350K€** pour les amortissements des SCI.
- Impôts et Taxes
207 K€ concernent les taxe de bureau et de déchets, **94 K€** concernent la taxe foncière, etc.

Graphique : répartition de LA GESTION PATRIMONIALE



■ Achats, services et charges

■ Charges de personnel

■ Dotations aux amortissements et provisions

■ Impôts et taxes

LES RESSOURCES : 78 MILLIONS

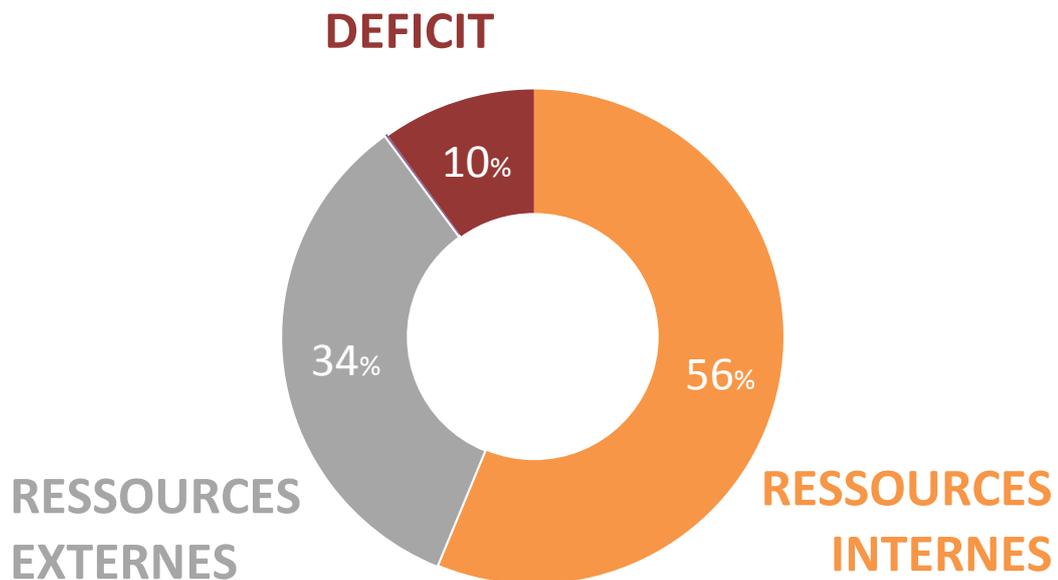
Tableau : répartition des RESSOURCES

RESSOURCES	Montant	Pourcentage
Ressources internes	43 614 K€	56%
Ressources externes	26 187 K€	34%
Ressources exceptionnelles	94 K€	
Déficit	7 710 K€	10%
TOTAL	77 606 K€	100%

56% des ressources sont d'origine **interne**.

34% des ressources sont d'origine **externe**.

Graphique : répartition des RESSOURCES



Le **déficit** représente **10%** des ressources

LES RESSOURCES INTERNES

Parmi les ressources totales de la CFDT, **LES RESSOURCES INTERNES** avec **44 millions** représentent :

- **56 %** des ressources totales

Graphique : la part des RESSOURCES INTERNES dans le total des RESSOURCES

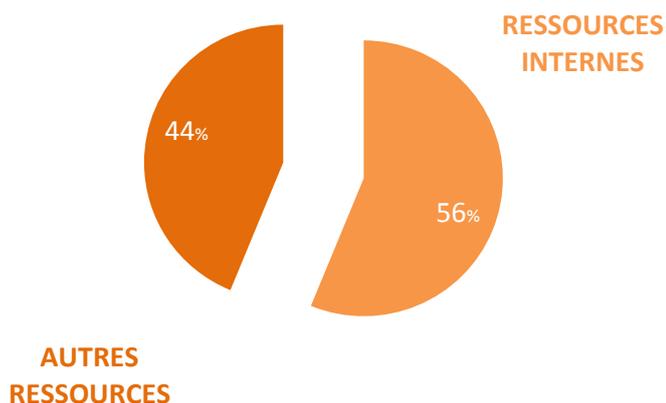
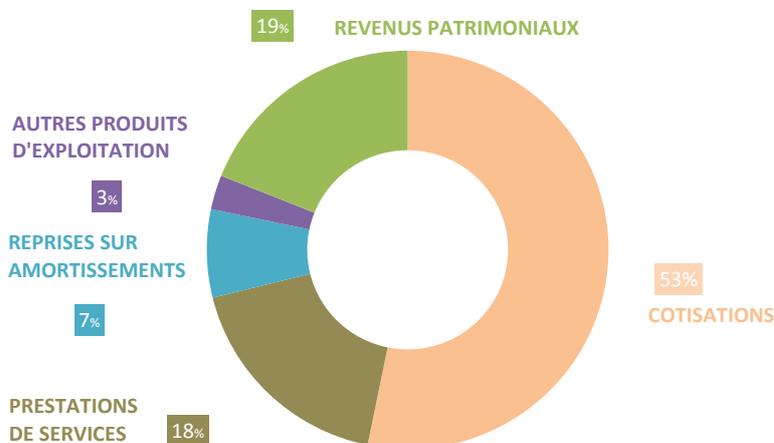


Tableau : répartition des RESSOURCES INTERNES

RESSOURCES INTERNES	Montant	Pourcentage
Cotisations	23 202 K€	53%
Prestation de services	7 821 K€	18%
Reprises sur amortissements	3 120 K€	7%
Autres produits	1 212 K€	3%
Revenus patrimoniaux	8 259 K€	19%
TOTAL	43 614 K€	100%

Graphique : répartition des RESSOURCES INTERNES



LES COTISATIONS

85 690 K€ de cotisations ont été collectés en 2016.

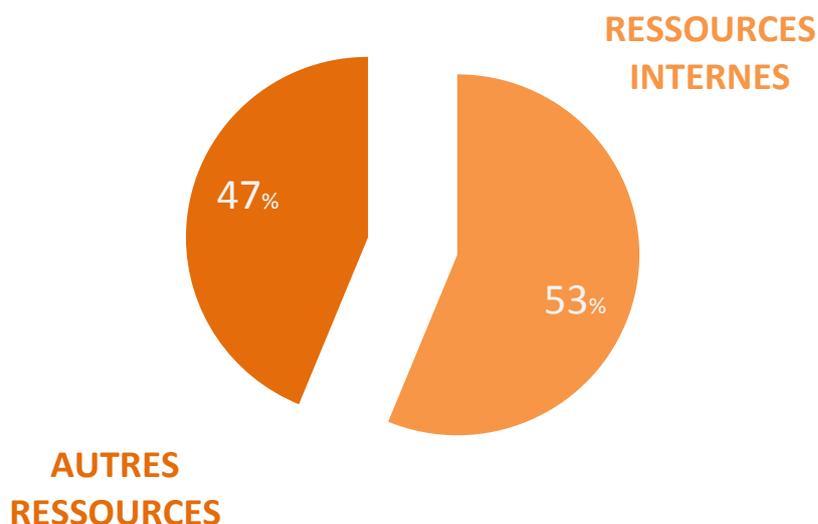
23 202 K€ sont perçus au niveau confédéral.

Répartition	2014	2015	2016
CONFEDERATION	6 850 K€	7 036 K€	7 057 K€
URI 49 (DOM TOM)	16 K€	18 K€	18 K€
SOLIDARITE SYNDICALE MONDIALE	656 K€	674 K€	675 K€
FDS ORGA	1 067 K€	1 097 K€	1 099 K€
FDS INFORMATION	7 361 K€	7 558 K€	7 583 K€
CNAS	6 571 K€	6 750 K€	6 768 K€
SOUS TOTAL COTISATIONS	22 521 K€	23 133 K€	23 202 K€
Regularisation de cotisations N-1	-8 K€		
Total comptes consolidés	22 512 K€	23 133 K€	23 202 K€

Parmi les **RESSOURCES INTERNES** de la CFDT, les **Cotisations** avec plus de **23 millions** représentent :

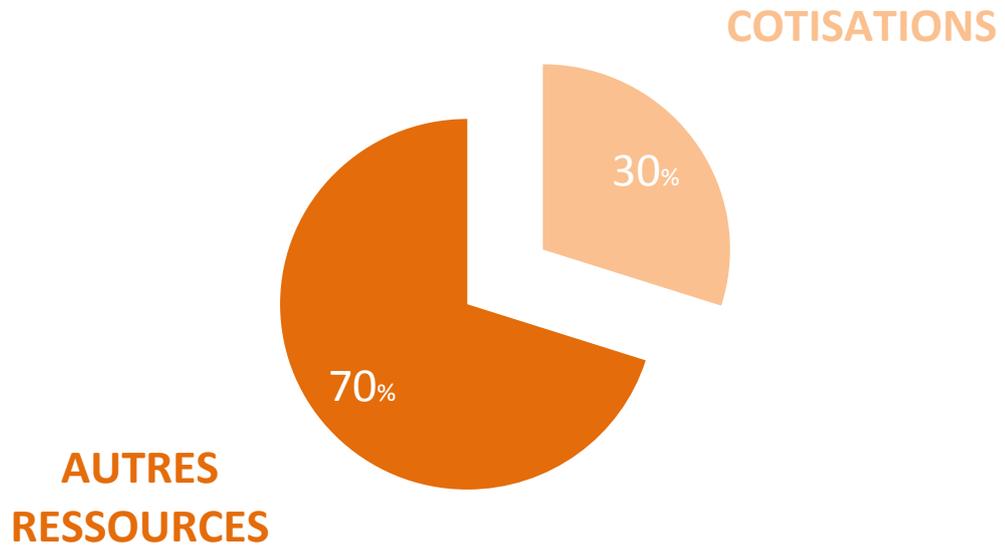
- **53 %** des ressources internes

Graphique : la part des COTISATIONS dans les ressources internes



- **30 %** des ressources totales

Graphique : la part des COTISATIONS dans les ressources totales

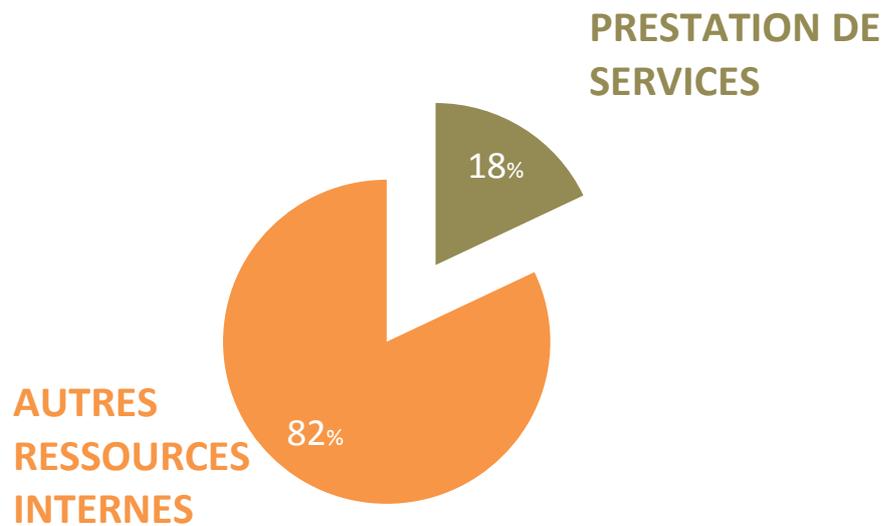


LES PRESTATIONS DE SERVICES

Parmi **LES RESSOURCES INTERNES** de la CFDT, **les Prestations de Services** avec **7,8 millions** représentent :

- **18 %** des ressources internes

Graphique : la part des prestations de services dans les ressources internes



- **10 %** des ressources totales

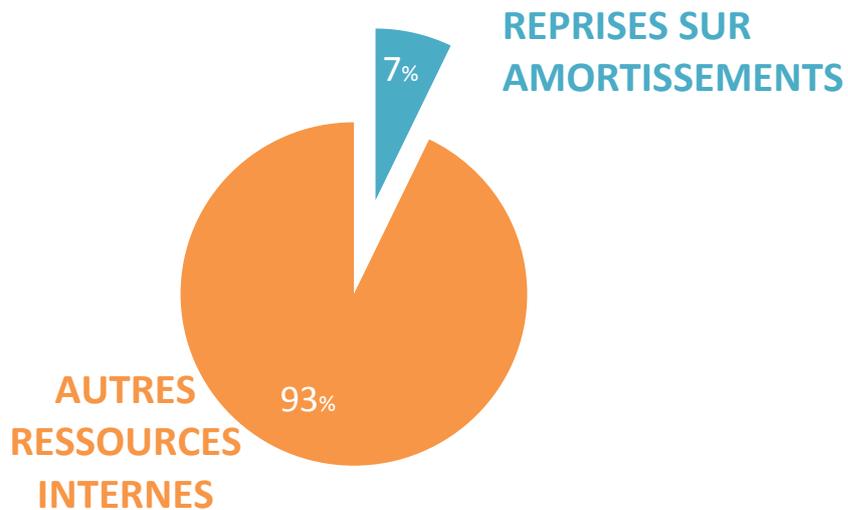
Les prestations de services sont de diverses origines : Loyers, Bierville, Cfdt Diffusion, etc.

LES REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES

Parmi les **RESSOURCES INTERNES** de la Cfdt, les **reprises sur amortissements et provisions et transferts de charges**, avec plus de **3 millions** représentent :

- **7 %** des ressources internes

Graphique : la part des reprises sur amortissements et provisions et transferts de charges dans les ressources internes



- **4 %** des ressources totales

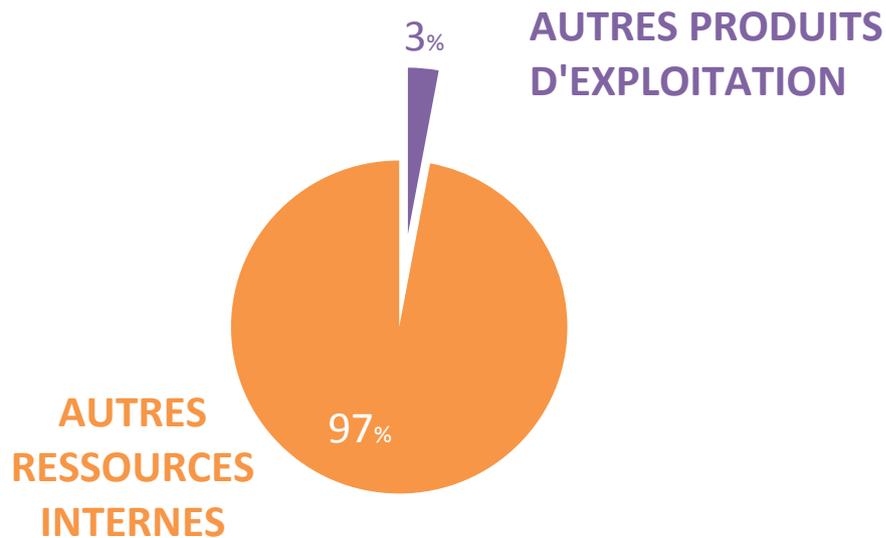
2,7 millions concernent les provisions de la CNAS, un peu plus de **28 000** euros concernent les provisions de clients douteux sur la presse.

LES AUTRES PRODUITS

Parmi les ressources internes de la CFDT, **LES AUTRES PRODUITS** avec **1,2 million** représentent :

- **3 %** des ressources internes

Graphique : la part des autres produits d'exploitation dans les ressources internes



- **2 %** des ressources totales

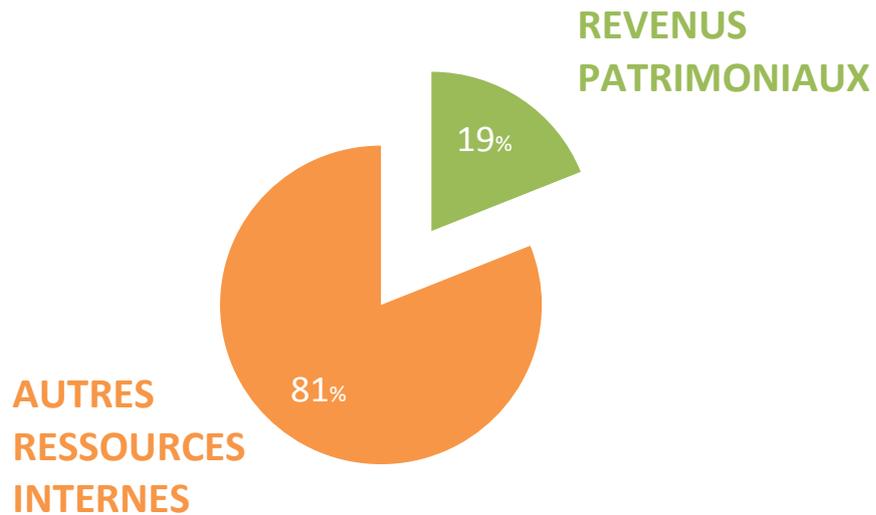
On retrouve **14 K€** de participations à Effervescence, **60 K€** concernent l'audiovisuel, **672 K€** concernent le CESE, **85 K€** concernent le CES retraités, **34 K€** pour l'inscription à l'USE, **86 K€** de produits CNAS, etc.

LES REVENUS PATRIMONIAUX

Parmi les **RESSOURCES INTERNES** de la CFDT, les **revenus patrimoniaux** avec **8,2 millions** représentent :

- **19 %** des ressources internes

Graphique : la part des revenus patrimoniaux dans les ressources internes



- **11%** des ressources totales

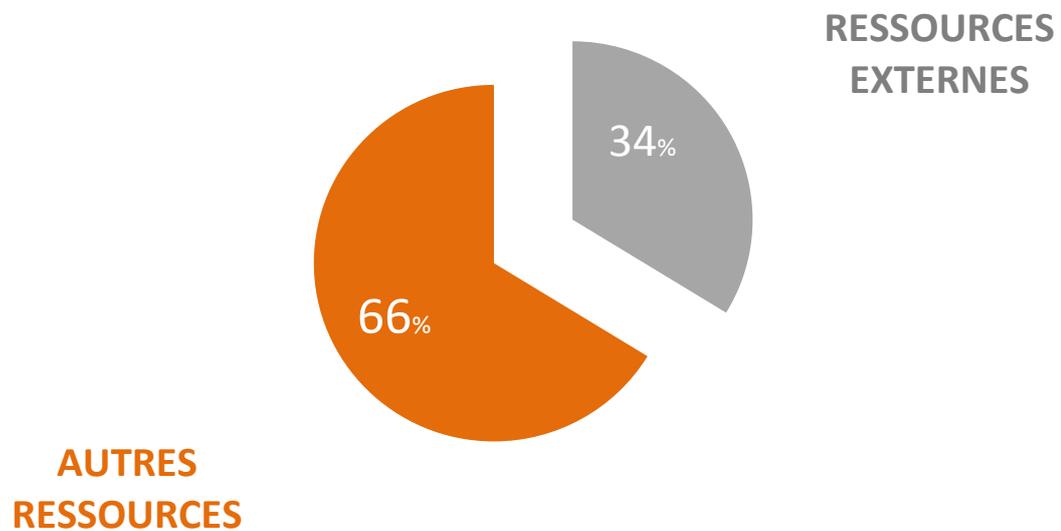
2,6 millions proviennent des SCI, **2,4 millions** concernent les distributions FCPR, etc.

LES RESSOURCES EXTERNES

Parmi les ressources totales de la CFDT, **LES RESSOURCES EXTERNES** avec **26 millions** représentent :

- **34 %** des ressources totales

Graphique : la part des ressources EXTERNES par rapport au total des autres ressources

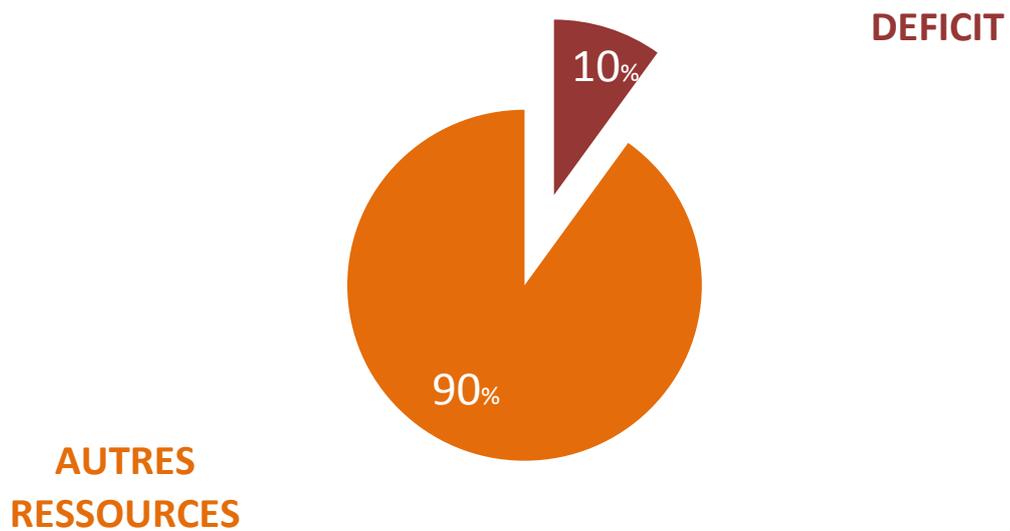


LE DEFICIT

Parmi les ressources totales de la CFDT, **LE DEFICIT** avec **7,7 millions** représentent :

- **10 %** des ressources totales

Graphique : la part du DEFICIT dans les ressources totales





COMPTE MISSION RESSOURCE

EXERCICE 2015

EMPLOIS

Missions	53 411 K€
Agir	18 269 K€
Communiquer	9 258 K€
Défendre les adhérents	9 183 K€
Développer	2 392 K€
Diriger	2 859 K€
Former	7 501 K€
Structurer	3 949 K€
Fonctionnement	17 201 K€
Gestion patrimoniale	4 266 K€
TOTAL DES EMPLOIS	74 879 K€

RESSOURCES

Ressources internes	48 357 K€
Cotisations	23 132 K€
Prestations de services	8 007 K€
Reprises sur amortissements et provisions et transfert de charges	8 521 K€
Autres produits	1 795 K€
Revenus patrimoniaux	6 902 K€
Ressources externes	24 300 K€
Ressources exceptionnelles	500 K€
Déficit de l'exercice	1 722 K€
TOTAL DES RESSOURCES	74 879 K€



COMPTE MISSION RESSOURCE

EXERCICE 2014

EMPLOIS

Missions	42 724 K€
Agir	14 755 K€
Communiquer	9 466 K€
Défendre les adhérents	2 525 K€
Développer	2 017 K€
Diriger	5 398 K€
Former	5 485 K€
Structurer	3 079 K€
Fonctionnement	17 896 K€
Gestion patrimoniale	5 272 K€
TOTAL DES EMPLOIS	65 891K€

RESSOURCES

Ressources internes	42 505 K€
Cotisations	22 512 K€
Prestations de services	9 091 K€
Reprises sur amortissements et provisions et transfert de charges	3 155 K€
Autres produits	155 K€
Revenus patrimoniaux	7 592 K€
Ressources externes	16 401 K€
Ressources exceptionnelles	1 446 K€
Déficit de l'exercice	5 539 K€
TOTAL DES RESSOURCES	65 891 K€